

Registre des délibérations - décisions

TOME IV

SEANCE PUBLIQUE DU:

Lundi 17 décembre 2012

Le présent registre a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA,
Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des
Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 17/01/2013

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

PARC DARW'IN					
Type	Année	Marque	Série	Etat	Estimation
Bras amovible tracteur avec godet	1993	RTR	9396	HS	100 €
Benne Basculante	1980	fabrication régie		HS	20 €
Dumper	1980	Ausa	9112	HS	50 €
Tracteur	1972	Massey Ferguson	143542	HS	150 €
Tonne à Eau	1970			HS	10 €
Lot de Radio			GP344	HS	conservé pour pièce détachées

Séance publique du lundi 17 décembre 2012

Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

Marché -Suivi de la communication institutionnelle -autorisation de signer l'avenant n°1

Hélène MANDROUX rapporte :

Dans sa séance publique du lundi 22 décembre 2008, le Conseil Municipal avait autorisé Madame le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer le marché de suivi de communication institutionnelle avec l'agence Anatome qui avait été retenue par la Commission d'Appel d'Offres, le 18 novembre 2008.

Ce marché a été notifié le 20 janvier 2009. Son montant HT mini annuel est de 250 000 €, son montant maxi est de 1 000 000 €.

La Ville de Montpellier souhaite aujourd'hui passer un avenant à ce marché dans le but de prolonger la durée du contrat jusqu'au 30 avril 2013 pour le motif suivant : la rédaction d'un nouveau cahier des charges pour le marché de communication qui se divise en plusieurs lots est particulièrement complexe et a nécessité des recherches ainsi qu'une formation spécifique pour ce type de marché.

De ce fait, la procédure de renouvellement a pris du retard nécessitant la prolongation du marché actuel.

Il convient de noter que les montants minimum et maximum restent inchangés.

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables, en effet, elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver cette opération et le recours à cette procédure ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer l'avenant n°1 au marché de suivi de la communication institutionnelle avec l'agence Anatome et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 décembre 2012

PROJET D'AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges FRECHE
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Représenté par
Madame Le Maire

Titulaire du marché :

ANATOME
Représenté par
Monsieur le Directeur,

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :
Suivi de la communication institutionnelle de la ville

N° du marché :
8F761250

Notifié le :
20 janvier 2009

Montant initial du marché :
Montant HT Mini : 250 000,00 Euros
Montant HT Maxi : 1 000 000,00 Euros

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet de prolonger la durée du contrat jusqu'au 30 avril 2013 pour le motif suivant : la rédaction d'un nouveau cahier des charges pour le marché de communication qui se divise en plusieurs lots est particulièrement complexe et a nécessité des recherches ainsi qu'une formation spécifique pour ce type de marché.

De ce fait, la procédure de renouvellement a pris du retard nécessitant la prolongation du marché actuel.

ARTICLE 2

Les montants minimum et maximum restent inchangés.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A Montpellier le,

L'entrepreneur,

Monsieur
le Directeur

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué

Max LEVITA

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

à l'Assemblée

(Signature)

Décisions prises par Madame le Maire
depuis la dernière séance publique du Conseil Municipal.

Communication

Article L 2122-22 et L 2122-23 du
Code Général des Collectivités Territoriales :

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

Numéro de la
décision

Synthèse de la décision

2012/0388	De conclure une convention de participation aux équipements publics de la ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde (L.311-4 du CU) pour la réalisation d'un programme de 13 logements collectifs correspondant à 735m ² de SDP, à hauteur de 160€/m ² x 735m ² = 117 600 €.
2012/0401	De passer une convention avec l'Université Montpellier 1 relative à la mise à disposition de créneaux au Palais Universitaire des Sports de Veyrassi pour les associations sportives montpelliéraines, du 17 septembre 2012 au 29 juin 2013, pour un montant T.T.C. de 22 207,50 € T.T.C.
2012/0405	De signer avec ErDF une convention d'occupation temporaire d'une superficie de 16 m ² issue de la parcelle cadastrée EV 435 située rue Colin, pour l'implantation d'un transformateur électrique
2012/0408	ZAT! 5 Arceaux, les 10 et 11 novembre 2012 Contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle avec la compagnie La Machine, pour un montant de 34 444 € HT
2012/0409	ZAT! 5 Arceaux, 10 et 11 novembre 2012 Contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle Memento, pour un montant de 26 845.50 € HT
2012/0410	Mise en place d'une ligne de trésorerie de 10 ME auprès de la Banque Postale pour une durée d'un an à compter du 26/11/2012.
2012/0411	De conclure un contrat de résidence autour du design, pour un montant de 25 600 € avec M. CORDOLEANI dans le cadre de La Panacée, art et culture contemporaine
2012/0413	De conclure une convention de participation aux équipements publics de la ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde (L.311-4 CU), pour la transformation d'un bâti existant (écurie) en maison individuelle de 115 m ² de surface de plancher, pour un montant total de 18 400 € (115 m ² x 160 €/m ²).

2012/0414	D'attribuer le marché "Réhabilitation de la salle de concert Le Rockstore - Désamiantage & Démolition" à la société VOLPILIERE pour un montant de 79 692 € HT.
2012/0415	Théâtre Jean Vilar, saison 2012-2013 Contrat de co-accueil avec l'association Montpellier Danse
2012/0416	D'attribuer le marché "achat de vélos à assistance électrique (VAE) de type vélo ville cadre mixte/dame, pièces détachées, accessoires, équipements et prestations de maintenance électrique" à la société ATZ GMBH, pour un montant de total de commandes maximum de 40 000 € HT, pour une durée allant de la date de sa notification jusqu'au 30 aout 2014.
2012/0417	De conclure un avenant de prolongation de la durée du marché relatif à l'acquisition et la mise en œuvre d'un logiciel de gestion informatisée du courrier et du matériel de dématérialisation avec la société ODYSSEE INGENIERIE
2012/0418	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Alain NOZERAND
2012/0419	Dans le cadre de la ZAT des Arceaux, d'accorder une avance complémentaire et temporaire à la régie d'avance Manifestations culturelles d'un montant de 4000 €.
2012/0420	D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée: prestation de restauration sur place (catering) pour les artistes et techniciens de la manifestation ZAT! Arceaux, novembre 2012, pour un montant compris entre 10 000 et 20 000 € HT à l'entreprise Sauce Cévennes
2012/0421	D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée: suivi et exécution des outils de signalétique et de communication de la Panacée, art et culture contemporaine, pour un montant de 29790 € HT à la société ABRèGe S.A.R.L.
2012/0422	De reconduire à compter du 1er décembre 2012 le contrat annuel auprès de la Société Finance Active relatif au droit d'accès à la plate-forme INSITO de la Société FINANCE ACTIVE pour la gestion de la dette et de la dette garantie.
2012/0423	De conclure un contrat de mise à disposition des oeuvres de l'exposition "Adieu la Suisse! Construction et déconstruction d'un mythe photographique" au Pavillon Populaire du 15 novembre 2012 au 10 février 2013, avec la Fondation Suisse pour la Photographie, pour un montant de 20 000 €
2012/0424	De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et MIT pour le raccordement de clients pour une durée de dix ans
2012/0425	D'attribuer à la société ARTEBA COORDINATION le marché "Le Rockstore - Mission OPC" pour un montant de 41 867 € HT.
2012/0426	D'attribuer le marché "achat de sacs plastique" à la société COLDIS, pour un montant de total de commandes maximum de 60 000€ HT, pour une durée allant de la date de sa notification jusqu'au 31 décembre 2013.
2012/0427	D'exercer le droit de préemption pour le compte de TERRITOIRE 34, sur la propriété GALVANY située rue Marius Petitpa - ZAC Pierre VIVES, cadastrée section TV 5 et 7, pour un montant de 144.000 € plus 15.000 € de commission.

2012/0428	D'acquérir une carte d'abonnement AIR FRANCE pour le Maire de la ville de Montpellier, pour la période 2012-2013
2012/0430	De conclure une convention de commissariat d'expositions pour l'année 2013, pour un montant de 20 000 € d'honoraires et 17 000 € maximum de frais, avec M. Gilles MORA, dans le cadre du programme d'expositions 2011/2013 au Pavillon Populaire
2012/0431	De conclure un avenant au marché relatif à une mission d'étude de faisabilité d'un projet de Cité des Métiers à Montpellier pour un montant de 6 000 € HT
2012/0432	De conclure une convention de mise à disposition du Carré Sainte Anne avec l'association Nouveau Sainte Anne pour la Mostra du Livre Ancien (1 ^{er} et 2 décembre), la Foire aux Santons (8 et 9 décembre) et le Salon des Antiquaires (14, 15 et 16 décembre)
2012/0433	De confier le marché relatif à la réalisation du diagnostic complet des installations et des équipements du parc Darwin en vue de leur mise en conformité ou de leur amélioration à la société QCS SERVICES, une division de QUALICONSLT SECURITE, pour un montant de 98 300 € HT.
2012/0434	De conclure un contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle Shanghai Bolero Triptyque avec la Compagnie Didier Theron, Association Allons z'enfants, pour un montant de 14 000 € HT, dans le cadre de la saison 2012-2013 du Théâtre Jean Vilar
2012/0435	De conclure une convention de mise à disposition du Carré Sainte Anne avec l'association les Galeries de Montpellier pour la quatrième édition du salon du dessin contemporain Drawing Room du 14 au 26 novembre
2012/0436	De conclure un contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle Le Siphon avec l'association Le Petit Théâtre de Pain, pour un montant de 10 800.00 € HT, dans le cadre de la saison 2012-2013 du Théâtre Jean Vilar
2012/0437	D'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SA CODISUD située 14 rue François Coppee, cadastrée section IY 154, pour un montant de 180.000 €.
2012/0441	Afin d'assurer le bon fonctionnement de la régie, et le paiement des menues dépenses ponctuelles, il est nécessaire d'étendre les dépenses de la régie de la Direction des Finances et du Contrôle de Gestion, au paiement des cartes grises et à la réalisation de contrôles techniques. Il est également nécessaire d'étendre les moyens de paiement autorisés.
2012/0442	D'attribuer le marché de «Prestations d'animation liées à l'Open Data et à la Cité des Ecrans» à l'auto-entrepreneur Laura FUSTER pour un montant total maximum de 85 000 € HT et une durée d'un an renouvelable une fois par tacite reconduction.
2012/0444	D'attribuer le marché de «Réalisation de contenus Multimédia pour la Cité des Ecrans» à la société BYPE pour un montant total maximum de 60 000 € HT et une durée d'un an renouvelable une fois par tacite reconduction.



ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde
Parcelles DL n°530p
Convention de participation Ville / SCCV HESTIA-MERIDIS

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209/T/R en date du 2 septembre 2011 de Madame Hélène Mandroux, Maire de Montpellier, donnant à Monsieur Michaël Delafosse, adjoint au Maire, délégation de fonctions ;
- Vu le Code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L. 311-4 ;
- Vu la délibération n° 34/2005 du Conseil municipal en date du 25 février 2005 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Jardins de la Lironde ;
- Vu la délibération n° 16/1998 du Conseil municipal en date du 30 mars 1998 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) l'aménagement de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde ;
- Vu la concession d'aménagement signée en date du 13 mai 1998 ;
- Vu la délibération n° 44/2001 du Conseil municipal en date du 25 juillet 2001 approuvant les termes de l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement ;
- Vu l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement signé le 6 septembre 2001 et plus particulièrement ses articles 8 ter et 17-IV ;

Considérant :

- Que la SCCV HESTIA-MERIDIS, société de construction vente, représentée par Monsieur Thierry DUMAS, envisage, sur une partie de la parcelle DL530 (soit une surface de 3270 m²) la construction d'un programme de 13 logements collectifs correspondant à 735 m² de surface de plancher (SDP).
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de compléter la demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la SCCV HESTIA-MERIDIS, afin de préciser les conditions de sa participation financière au coût de l'équipement de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Jardins de la Lironde, la parcelle cadastrée section DL n°530p, objet du programme de construction, étant localisée à l'intérieur du périmètre de la ZAC, mais non acquise par l'aménageur et propriété de la SCCV HESTIA-MERIDIS ;
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :
 - Surface de Plancher envisagée : 735 m²
 - Calcul du montant estimé de la participation :
 - Base de calcul : 160 €/ m² SDP (valeur année 2012)
 - 735 x 160 = 117 600 €

Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SDP autorisés par le permis de construire effectivement délivré.

Décide en conséquence :

- de conclure la convention de participation entre la Ville de Montpellier et la SCCV HESTIA-MERIDIS, telle qu'annexée à la présente décision ;
- d'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) selon les modalités de l'article 4.2 de la convention de participation.

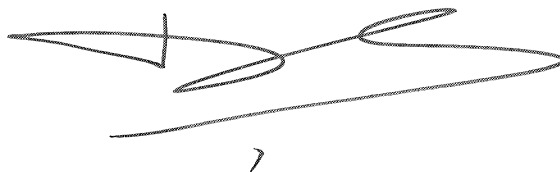
Montpellier, le 8 novembre 2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Notifiée le :



**ZAC Port Marianne
Jardins de la Lironde**

**CONVENTION DE PARTICIPATION
aux équipements publics de la ZAC**
(article L. 311-4 du Code de l'Urbanisme)

**Parcelle section DL
N° 530 partie**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Madame le Maire Hélène Mandroux, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 2 avril 2008, modifiée le 30 mars 2009,

Ci-après dénommée la **Collectivité** ou la Ville,

de première part,

ET :

La SCCV HESTIA-MERIDIS, société de construction vente au capital de 100 € dont le siège social est à LATTES (34970) – avenue de la Mer – Immeuble « Le Centaure », immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Montpellier sous le numéro de gestion 2012D519, représentée par Monsieur Thierry DUMAS, Cogérant,

Ci-après dénommée le **Constructeur**

de seconde part,

Est également intervenue à la présente convention de participation, en vertu de la Concession d'Aménagement approuvée le 30 mars 1998, la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine SAEM, par abréviation S.E.R.M., Société Anonyme d'Economie Mixte au capital de 5.894.000 €, dont le siège est en l'Hôtel de Ville de Montpellier et les bureaux à Montpellier (34960) Etoile Richter, 45-place Ernest Granier, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro B 462 800 160,

Représentée par Monsieur Thierry LAGET, agissant aux présentes :

- tant en sa qualité de Directeur Général, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du conseil d'administration de ladite société en date du 22 septembre 2009,
- qu'en vertu des pouvoirs résultant tant de ladite délibération que des dispositions de l'article 21 des statuts,

Ci-après dénommée la **SERM**



20/09/2012

1022

IL EST EXPOSE CE QUI SUI

D'une superficie d'environ 40 hectares, la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde est une opération d'aménagement à dominante logement ; toutefois des programmes d'activités et bureaux ont été réalisés sur le pourtour Est de la ZAC, le long de l'avenue du Mondial 98.

Le dossier de réalisation et notamment le programme des équipements publics ont été approuvés par délibération du conseil municipal du 29 septembre 2000. Par Délibération en date du 28 février 2005, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde. Le dossier de réalisation a été approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 25 juillet 2005.

La SERM a démarré fin 2003 les travaux du programme d'équipement public dans le secteur Nord-Est de la ZAC, avec notamment la desserte et la viabilité des premières tranches de construction. Par ailleurs, la SERM a réalisé les travaux d'aménagement de la partie Est du parc public de 9 hectares, ainsi que les travaux prolongeant la rue Léonard de Vinci jusqu'à l'avenue du Mondial 98 en desservant le centre du quartier.

Au cours des années 2006-2008, les travaux de desserte des programmes immobiliers (îles C, D, E, F et Z) se sont poursuivis. En 2009, la viabilisation du secteur Ouest s'ouvre par l'aménagement de la rue Fra Angelico. Parallèlement, l'aménagement des espaces plantés continue à mesure que progresse l'urbanisation.

Les constructions à l'intérieur du périmètre de la ZAC ont été exclues du champ d'application de la Taxe Locale d'Equipement en application de l'article 1585 C du Code Général des Impôts, la charge du coût des équipements généraux de la ZAC correspondant aux seuls besoins des usagers étant mis à la charge des constructeurs, conformément à l'article 317 quarter du Code Général des Impôts.

Le constructeur signataire des présentes envisage la réalisation d'un programme de logements collectifs, sur un terrain situé à l'intérieur du périmètre de ZAC dont il se rend propriétaire, mais non auprès de la SERM aménageur. La demande de permis de construire correspondante a été déposée en Mairie de Montpellier le 6 avril 2012 sous le numéro MONTPELLIER34 PC 12 0V0104.

La présente convention, établie en application de l'article L 311.4 du Code de l'Urbanisme, a pour objet de définir les conditions de la participation du constructeur signataire des présentes, la SCCV HESTIA-MERIDIS, au coût de l'équipement de la zone, réalisé conformément au programme des équipements publics de la ZAC.

CELA EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

1.1. La présente convention concerne le terrain dont la désignation suit :

une parcelle située à Montpellier, avenue de la Pompignane prolongée par la rue Pierre Bon, comprise dans le périmètre de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde,

cadastrée section DL n°530partie,
d'une superficie totale de 3.270 m².

- 1.2. Le constructeur envisage la construction sur ce terrain d'un programme de 13 logements collectifs correspondant à 735 m² de surface de plancher (SDP).

Une extension ultérieure pourra être admise, le cas échéant, si les dispositions du document d'urbanisme réglementaire le permettent, et après versement d'une participation aux équipements de la ZAC dans les conditions définies ci-après.

- 1.3. La réalisation de ce programme doit s'effectuer conformément au document d'urbanisme réglementaire, à savoir le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006, et modifié par délibérations du Conseil Municipal successives.

- 1.4. Il est ici rappelé qu'au titre de l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme, la présente convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire.

ARTICLE 2 – EQUIPEMENTS MIS A LA CHARGE DE L'OPERATION

- 2.1. En application du programme des équipements publics de la zone approuvé par délibération en date du 29 septembre 2000, les équipements dont la liste suit sont mis à la charge des constructeurs de la zone :

- voiries internes de la ZAC,
- réseaux assainissement – eaux usées – eaux pluviales,
- réseaux d'adduction eau potable,
- éclairage public,
- espaces verts,
- réseau électricité,
- réseau télécommunications.

- 2.2. La part des dépenses de réalisation de ces équipements mise à la charge des constructeurs est répartie, quelles que soient les catégories de construction, en proportion de la surface hors œuvre nette construite.

ARTICLE 3 – MONTANT DE LA PARTICIPATION

- 3.1. Le constructeur réalise sur le terrain visé à l'article 1 la construction de 13 logements collectifs représentant **735 m² SDP**.

- 3.2. Le montant de la participation du constructeur au coût des équipements publics de la zone est fixé à **160 €** par mètre carré de SHON autorisé par le permis de construire. Cette participation sera majorée de l'indexation, dans les conditions fixées à l'article 5 ci-après.

Sur la base de la demande de permis de construire, à savoir **735 m² SDP**, le montant de la participation du constructeur pour le programme visé ci-dessus s'établit à la somme de :

$$735 \times 160 = 117.600 \text{ euros.}$$

- 3.3. Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SDP autorisés par le permis de construire effectivement délivré.



20/09/2012

1023

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT

- 4.1. Le constructeur s'engage à notifier l'arrêté de permis de construire à la SERM dans les **huit jours** de sa délivrance.
- 4.2. En application de la concession d'aménagement approuvée le 30 mars 1998, passée entre la Collectivité et la SERM chargée de l'aménagement et de l'équipement de la zone, le Constructeur s'engage à verser directement le montant de la participation prévue par la présente convention à la SERM.
- 4.3. Le constructeur s'engage à verser l'intégralité de la participation au coût des équipements publics de la zone selon l'échéancier suivant :
- 50 % dans le délai de six (6) mois de l'obtention du permis de construire devenu définitif;
 - 50 % dans le délai de un (1) an suivant le versement du premier acompte, sous condition de la fourniture d'une garantie bancaire pour le solde, au plus tard le jour du premier versement.
- 4.4. Passée sa date d'échéance, la somme due au titre de la présente convention de participation, à quelque titre que ce soit, portera intérêt au taux de l'intérêt légal à la date d'échéance, majoré de cinq points, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, et sans que le paiement de ces intérêts dégage l'acquéreur de son obligation de payer à la date prévue à la SERM, laquelle conserve la faculté de l'y contraindre et ce, sans préjudice pour la SERM de son droit à résolution du contrat, et à des dommages-intérêts.

ARTICLE 5 – INDEXATION

Le versement prévu à l'article 4 ci-dessus sera indexé sur l'Indice National des Travaux Publics TP01, tel qu'il est établi par le Ministère de l'Economie et des Finances, par application à la somme due à échéance du rapport I/Io dans lequel :

- Io est le dernier indice connu à la date de la décision de Madame le Maire approuvant la présente convention ;
- I est le dernier indice connu 15 jours avant la date d'échéance considérée.

ARTICLE 6 – DEGREVEMENT

En cas de modification du permis de construire entraînant une diminution ou la suppression de la participation, de péremption du permis de construire ou son annulation, la somme correspondante est restituée au Constructeur si le versement a été effectué.

Si le versement n'a pas été effectué, le montant de la participation sera réduit à due concurrence.

ARTICLE 7 – TRANSFERT DU PERMIS – MUTATION

Dès lors que le terrain ci-avant désigné et les constructions s'y trouvant seraient pour tout ou partie vendus, ou qu'ils feraient l'objet de contrats conférant des droits réels à un tiers, ou encore en cas de transfert de permis de construire, les obligations résultant de la présente convention seront transférées de plein droit aux bénéficiaires de ces ventes ou transferts. Le constructeur s'engage à faire insérer dans les actes afférents, l'obligation pour son acquéreur ou tout autre tiers détenteur des

droits réels d'exécuter et de transmettre aux acquéreurs successifs, les obligations résultant de la présente convention de participation auxquelles il n'aurait pas été satisfait.

Le constructeur sera tenu solidairement avec ses successeurs du paiement des fractions de participation non encore effectuées à la date de l'acte de vente ou de tout autre acte conférant une partie des droits réels ou encore à la date de transfert du permis de construire.

ARTICLE 8 – LITIGES

Tout litige résultant de l'application de la présente convention de participation et ses suites sera du ressort du tribunal administratif de Montpellier.

ARTICLE 9 – FRAIS

Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention de participation sont à la charge du Constructeur.

ARTICLE 10 – EFFETS

- 10.1. La signature de la présente convention ne préjuge pas des délais d'instruction de la demande de permis de construire déposée par le constructeur, ni de la décision qui sera prise à l'issue de cette instruction.
- 10.2. Si par impossible, une stipulation quelconque de la présente convention était entachée d'illégalité, la constatation de ladite illégalité n'emporterait pas, sauf indivisibilité, la nullité du surplus.

ARTICLE 11 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention de participation, les parties intervenantes font élection de domicile :

- Pour la Collectivité en l'Hôtel de Ville,
- Pour le Constructeur en son siège administratif,
- Pour la SERM en son siège administratif

Fait à Montpellier,

Le

(en cinq exemplaires originaux)

Pour la Collectivité

Pour le Constructeur

Pour la SERM



20/09/2012

1024

**Convention d'occupation de salles
Palais Universitaire Sportif Veyrassi
Université Montpellier 1 / Ville de Montpellier
du 17 septembre 2012 au 29 juin 2013**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2893/T/R en date du 17 octobre 2012, donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL, Conseiller municipal ;

Considérant :

- Que la Ville est sollicitée par les associations sportives pour la mise à disposition de créneaux en soirée dans les gymnases et pour les manifestations d'importance ;
- Que l'Université Montpellier 1, propriétaire du Palais Universitaire des Sports de Veyrassi, accepte de mettre à disposition de la Ville des créneaux sur le parquet et dans les salles de sports collectifs, de musculation et de judo après 18h, ainsi que sur le parquet le samedi matin, avec une remise de 50% ;
- Que la Ville pourra bénéficier des mêmes conditions financières pour la réservation du parquet de la halle pour des manifestations de 5 jours pendant les week-ends (hors vacances scolaires)

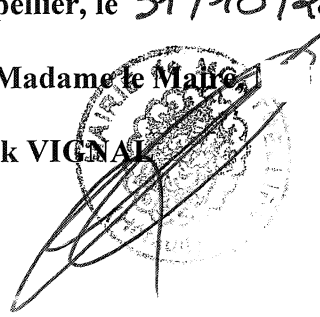
Décide en conséquence :

- De passer une convention pour l'utilisation du Palais Universitaire des Sports de Veyrassi avec l'Université Montpellier 1, du 17 septembre 2012 au 29 juin 2013, pour la somme de 22 207,50 € T.T.C.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, ligne de crédit 1770, nature 924, fonction 613-2.

Montpellier, le 31/10/2012

Pour Madame le Maire,

Patrick VIGNAL



Publiée le : 02/11/2012

Notifiée le :



CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION DE SALLE N° 20023 – 2012/2013

Entre les soussignés :

Monsieur Philippe AUGÉ,
Président de l'Université Montpellier 1, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration en date du mercredi 28 mars 2012,

d'une part,

et

Madame MANDROUX,
agissant en qualité de Maire de la Ville de Montpellier, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 2 avril 2008, modifié par délibération 2009/131 du 30 mars 2009,
Ci-après, nommé « l'utilisateur »,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET ET DURÉE

L'université Montpellier 1 s'engage à mettre à la disposition du Service des sports de la Ville de Montpellier les installations et voies d'accès suivantes, qu'il devra restituer en état :

- | | |
|---------------------------------|--|
| • La salle de musculation | Le lundi, le mardi, le jeudi de 18h à 22h
Le mercredi et le vendredi de 20h à 22h |
| • Le parquet de la halle | Le mardi et le jeudi de 20h à 22h
Le samedi de 10h à 12h |
| • La salle de judo | Le mercredi de 18h à 20h
Le vendredi de 20h à 22h |
| • La salle de sports collectifs | Le lundi et le jeudi de 20h à 22h |

Le parquet de la Halle du PUSLR durant 5 jours, le week-end (hors vacances scolaires, sous réserve que la demande soit déposée au moins un mois à l'avance, et selon les disponibilités au jour de la demande (demi-tarif appliqué en fin de convention).

- La période d'utilisation est la suivante : du **lundi 17 septembre 2012** au **samedi 29 juin 2013**.
- Les effectifs accueillis seront limités à : 70 personnes par salle
L'utilisation des locaux s'effectuera dans le respect de leur infrastructure, de l'ordre public, des missions de l'Université, de l'hygiène et des bonnes mœurs.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

En contrepartie de cette mise à disposition, l'utilisateur s'engage :

- à réparer et à indemniser l'Université pour les dégâts matériels éventuellement commis,

1026

- à verser une participation financière, établie avec une remise de 50% sur toutes les installations du Palais des Sports de :

22 207.50 € TTC (Vingt deux mille deux cent sept euros et cinquante cts),

tarif approuvé par le conseil d'administration de l'Université Montpellier 1, dans sa séance du **mardi 13 décembre 2011** correspondant notamment :

1. aux charges de fonctionnement,
2. au gardiennage pendant les jours et heures d'ouverture de l'établissement,
3. au nettoyage pendant les jours et heures d'ouverture de l'établissement,
4. à l'équipement de la salle

Cette contribution forfaitaire sera due intégralement dès la signature de la présente convention et pourra être payée par chèque bancaire établi au nom du régisseur des activités commerciales hors recherche UM1 ou par virement bancaire (demander RIB).

Cette opération sera soumise à la TVA (art.261.D du CGI).

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA SÉCURITÉ

Préalablement à l'utilisation des locaux, l'utilisateur reconnaît :

- avoir souscrit une police d'assurance couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans l'établissement au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition ; cette police portant le n° 034944H a été souscrite du..... au auprès de SMACI.
- avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le directeur de l'UFR ou son représentant et en accepter l'utilisation en l'état,
- avoir procédé avec le directeur de l'UFR ou son représentant à une visite des locaux utilisés et des voies d'accès à emprunter,
- avoir constaté avec le directeur de l'UFR ou son représentant l'emplacement du dispositif d'alarme, des extincteurs et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

Au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition, l'utilisateur s'engage :

- à faire respecter l'interdiction réglementaire de fumer dans les locaux,
- à observer le règlement intérieur,
- à observer la capacité d'accueil autorisée,
- à respecter les créneaux horaires autorisés,
- à informer l'Université de toute modification des installations que l'utilisateur souhaiterait apporter.

ARTICLE 4 : EXÉCUTION DE LA CONVENTION

La présente convention est valable pour la période mentionnée à l'article 1 ; elle prend fin automatiquement à l'expiration de cette période ; elle peut toutefois être dénoncée :

Par l'utilisateur :

- pour cas de force majeure, dûment justifié et signifié au Président de l'UM1 par lettre recommandée, un mois avant le début de la période d'utilisation,
- **au delà de cette date, l'Université Montpellier 1 appliquera des frais d'annulation d'un maximum de 25 % de la somme due au titre des actes de gestion et de dédommagements.**

Par le Président de l'Université Montpellier 1 :

- à tout moment, pour cas de force majeure ou pour des motifs sérieux tenant au bon fonctionnement du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche ou à l'ordre public ou si les locaux sont utilisés à des fins non conformes aux obligations contractées par les parties ou dans des conditions contraires aux dispositions prévues par ladite convention.

Fait en trois exemplaires à Montpellier, le

Pour le Président de l'Université Montpellier 1
et par délégation,
Le Vice-président du Conseil d'Administration

Pour Mme le Maire
de la ville de Montpellier
L'Adjoint Délégué aux sports

Jean MARTINEZ

Patrick VIGNAL

Le Directeur de l'UFR STAPS

Didier DELIGNIERES

FONCIER
Convention d'Occupation Temporaire
Ville de Montpellier / ERDF
Rue Colin - Parcelle cadastrée EV435

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'article L 2122-1 du CG3P et suivant,
- Vu l'article R 332 - 16 du code de l'urbanisme,
- Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction n° 2011/2209/T/R attribuant une délégation de signature à Monsieur Michaël Delafosse,

Considérant :

- que pour alimenter l'opération OC Santé - EHPAD "Les Glycines ", ErDF prévoit l'implantation temporaire d'un transformateur électrique sur le domaine public,
- que la parcelle cadastrée EV 435, sise rue Colin, constitue des emplacements de stationnement en épis, et fait partie du domaine public de la Commune de Montpellier,
- que l'utilisation de cette emprise, nécessaire à l'opération du Nouveau Saint-Roch, doit faire l'objet d'une Convention d'Occupation Temporaire (C.O.T.) accordée par la Ville, sous forme de convention,

Décide en conséquence :

- de signer avec ErDF une convention d'occupation temporaire d'une superficie de 16 m² issue de la parcelle cadastrée EV 435 située rue Colin, pour l'implantation d'un transformateur électrique,
- que la présente convention est consentie à titre gratuit,
- de prévoir qu'à l'issue de cette convention, ErDF restituera l'emprise dans son état primitif.

Montpellier, le 25/10/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 26/10/2012
Notifiée le :





CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

Electricité Réseau Distribution France(ERDF), société anonyme à conseil de surveillance et directoire au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social Tour Winterthur, 102 Terrasse Boieldieu, 92 085 Paris La Défense Cedex, représentée par Monsieur Benjamin AMBEC, agissant en qualité de Chef de base raccordement, dûment habilité à cet effet,

désigné ci-après par l'appellation « ERDF »

d'une part,

ET

Nom : COMMUNE DE MONTPELLIER, collectivité territoriale, personne morale de droit public

Adresse : 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier Cedex 2

Représenté(e) par : Monsieur Michaël Delafosse, adjoint au Maire, délégué à l'urbanisme, l'aménagement durable et à Montpellier territoire numérique, dûment habilité à cet effet

Agissant en tant que propriétaire (aménageur / lotisseur / constructeur) des bâtiments et terrains sis : rue Colin 34000 Montpellier

Références Cadastres : Section(s) : EV Numéro(s) : 435

désigné ci-après par l'appellation « le propriétaire »

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV :

En application du décret n°70-254 du 20 mars 1970, codifié à l'article R-332-16 du code de l'urbanisme, l'aménageur / le constructeur / le lotisseur, susnommé, se déclare propriétaire des bâtiments et terrains précités. Lui et ses ayants-droit mettent à disposition d'ERDF un terrain d'une superficie de 16 m², situé rue Colin Commune de MONTPELLIER faisant partie de l'unité foncière constituée d'une parcelle cadastrée section EV numéro 435 et d'une superficie totale de 153 m².

Ledit terrain est destiné à l'installation d'un poste de transformation de courant électrique « **GLYCINES** » **34172P0006** (compléter par le numéro d'identification ou le nom du poste) affecté à l'alimentation de l'immeuble / lotissement et du réseau de distribution publique d'électricité. Le poste (y compris le gros œuvre) et ses accessoires font partie de la concession de distribution publique et, à ce titre, seront entretenus et renouvelés par ERDF.

En vue de l'équipement et de l'exploitation de ce poste, sont attribués à ERDF tous les droits nécessaires à l'accomplissement de ces opérations et qui constituent des servitudes réelles au profit d'ERDF.

Ces droits et servitudes sont :

ARTICLE 1 – OCCUPATION

Occuper un emplacement sur lequel sera installé un poste de transformation et tous ses accessoires alimentant le réseau de distribution publique (ci-joint, annexé à l'acte, un plan délimitant l'emplacement réservé à ERDF).

ARTICLE 2 – DROIT DE PASSAGE

Faire passer, en amont comme en aval du poste, toutes les canalisations électriques, moyenne ou basse tension, et éventuellement les supports et ancrages de réseaux aériens pour assurer l'alimentation du poste de transformation et la distribution publique d'électricité.

Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc)

Pour assurer l'exploitation desdits ouvrages, ERDF bénéficiera de tous les droits qui lui sont conférés par les lois et règlements, notamment celui de procéder aux élagages ou abattages de branches ou d'arbres pouvant compromettre le fonctionnement des ouvrages et/ou porter atteinte à la sécurité des biens et des personnes.

ARTICLE 3 – DROIT D'ACCES

Le propriétaire s'engage à laisser accéder en permanence, de jour comme de nuit, à l'emplacement réservé à ERDF (poste et canalisations) ses agents ou ceux des entrepreneurs accrédités par lui ainsi que les engins et matériels nécessaires en vue de l'installation, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages électriques et de les laisser disposer en permanence des dégagements permettant le passage et la manutention du matériel.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

Le propriétaire susnommé s'engage à garantir ce libre accès et à procéder, à ses frais, en accord avec ERDF, aux aménagements qui seraient rendus nécessaires.

Ce chemin d'accès doit rester en permanence libre et non encombré.

Le plan ci-annexé, et approuvé par les deux parties, situe le terrain, le poste, les canalisations électriques et les chemins d'accès.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE

Pour assurer la continuité de l'exploitation, le propriétaire s'interdit de faire, sur et sous le tracé des canalisations, aucune plantation, aucune culture, et plus généralement aucun travail et aucune construction qui soit préjudiciable à l'établissement, à l'entretien, à l'exploitation et à la solidité des ouvrages.

Le propriétaire s'interdit notamment de porter atteinte à la sécurité des installations et notamment d'entreposer des matières inflammables contre le poste de transformation ou d'en gêner l'accès.

ARTICLE 5 – MODIFICATION DES OUVRAGES

Le propriétaire conserve sur sa propriété tous les droits compatibles avec l'exercice des servitudes ainsi constituées.

Tous les frais qui seraient entraînés par une modification ou un déplacement du poste ou de ses accessoires dans l'avenir, seront à la charge de la partie cause de la modification ou du déplacement.

ARTICLE 6 – CAS DE LA VENTE OU DE LA LOCATION

En cas de vente, de location ou de toute autre mise à disposition de ses bâtiment(s) et terrain(s), le propriétaire susnommé et ses ayants-droit s'engagent à faire mention, dans l'acte de vente ou de location, des stipulations de la présente convention, que l'acquéreur ou le locataire, sera tenu de respecter.

ARTICLE 7 – DOMMAGES

ERDF prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 8 - ASSURANCES

Chaque Partie déclare être assurée en responsabilité civile pour les conséquences pécuniaires des dommages accidentels causés à l'autre partie et/ou aux tiers, et résultant de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 9 – INSERTION DANS LE REGLEMENT DE COPROPRIETE

Les présentes stipulations seront, à la diligence du propriétaire, obligatoirement intégrées dans le cahier des charges ou dans le règlement de copropriété ainsi que les actes de vente.

ARTICLE 10 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature et est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question aux articles 1 et 2, et de tous ceux qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants.

Dans le cas où le poste viendrait à être définitivement désaffecté et déséquipé, rendant le lieu libre de toute occupation et mettant fin à la présente convention, ERDF fera son affaire de l'enlèvement des ouvrages à ses frais et restituera l'emprise dans son état primitif.

ARTICLE 11 – INDEMNITÉ

La présente convention est conclue à titre gratuit, conformément à l'article R 332-16 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 12 – LITIGES

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.

A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 13 – DIVERS

La présente convention est exemptée du timbre et pourra être enregistrée gratis en application des dispositions de l'Article 1045 II 3° du Code Général des Impôts.

ARTICLE 14 – FORMALITÉ

La présente convention pourra, après signature par les parties, être authentifiée aux frais d'ERDF en l'étude de :

Maître
.....
.....

suite de la demande qui en sera faite par l'une des parties pour être publiée à la conservation des hypothèques.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise ERDF à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

Fait en quatre exemplaires,

A, le

A, le

(1) LE PROPRIETAIRE
(l'aménageur, le constructeur ou le lotisseur)

**(1) ELECTRICITE RESEAU DISTRIBUTION
FRANCE**

Pour M^{me} le Maire
L'Adjoint Délégué
Michael DELAFOSSE



(1) Faire précéder la signature de la mention manuscrite " Lu et Approuvé "



ZAT! 5 Arceaux, les 10 et 11 novembre 2012
Contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle
Cie La Machine

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville et le directeur artistique missionné à cet effet ont établi le programme de la manifestation culturelle ZAT ! 5, qui se tiendra les 10 et 11 novembre dans le quartier des Arceaux ;
- Que ce programme comporte le spectacle intitulé *La Kermesse*, produit par la compagnie La Machine ;
- Que, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, compte tenu des circonstances, ce marché (mapa 2M1572) peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour un montant global de 34 444.00 € HT ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la signature du contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle *La kermesse*, joint en annexe, pour un montant de 27 170.00 € HT ;
- De dire que seront également pris en charge les frais de transport, de voyage et d'hébergement, pour un montant de 7 274.00 € HT ;
- D'imputer la dépense correspondante sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

29/10/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 30/10/2012

Notifiée le :

« ZAT ! # 5 – Zone Artistique Temporaire – Arceaux »
Contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle
N°2012 / 005

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Raison sociale : La Machine
Forme juridique : Association loi 1901
Représentée par : Elisabeth D'Ovidio (présidente)
Assujettie à la TVA : ☒ OUI ☐ NON *taux de TVA applicable au présent contrat: 7 %*
Domiciliée à : ----- (siège social) 6 impasse Marcel Paul – ZI Pahin – 31170 Tournefeuille
(à Nantes) 2 boulevard Léon Bureau – 44200 Nantes
Téléphone : (siège social) 05 61 06 66 26
Email : stephanie.mazrou@lamachine.fr
N° SIRET : (siège social) 421 636 697 00045 - Code APE : 9001Z
N° de TVA intracommunautaire : FR33 421 636 697
N° de licence d'entrepreneur de spectacle : 2-1035444

Ci-après désignée par le terme « **le PRODUCTEUR** »,

D'une part,

ET

La Ville de Montpellier

Téléphone : 04 67 34 88 89 **Fax :** 04 67 34 88 90
Email : laure.bouty@ville-montpellier.fr
N° SIRET : 213 401 72 20 0011 **Code APE :** 751 A
N° de licences d'entrepreneur de spectacle : 1-1030066 et 3-1027742

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire, ci-après désignée par le terme « l'ORGANISATEUR »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

La Ville de Montpellier s'est donné pour mission de faire évoluer le dispositif culturel qu'elle propose dans l'espace public en élargissant sa réflexion à une offre globale qu'elle souhaite mettre en action en s'appuyant sur un nouveau rapport à l'espace temps et sur un plus grand investissement artistique de l'espace public.

Pour ce faire, elle a créé « ZAT ! Zone Artistique Temporaire », une manifestation culturelle gratuite et accessible à tous permettant, par l'intermédiaire de l'art et des artistes, de toucher de nouveaux publics et de découvrir et de vivre la ville autrement.

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT :

LE PRODUCTEUR dispose du droit de représentation en France du spectacle de Pierre de Mecquenem intitulé « **La Kermesse** » qui fait l'objet des présentes et pour lesquels il s'est assuré le concours des artistes et intervenants nécessaires à sa présentation au public.

L'ORGANISATEUR déclare connaître et accepter le contenu du spectacle précité.

L'ORGANISATEUR mettra un espace de spectacle à la disposition du PRODUCTEUR selon les modalités et les conditions ci-après définies.

LE PRODUCTEUR déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques de l'espace de spectacle mis à sa disposition.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

LE PRODUCTEUR s'engage à donner, selon les conditions ci-après définies et dans le cadre du présent contrat d'exploitation du spectacle, **2 jours de représentations du spectacle intitulé : LA KERMESE**
Dates et horaires : **samedi 10 novembre 2012 de 14h30 à 16h, de 17h à 19h et de 20h à 21h30 ;**
dimanche 11 novembre 2012 de 14h à 17h30 et de 18h30 à 20h30
Lieu : **Place Max Rouquette – Montpellier**

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

LE PRODUCTEUR fournira le spectacle entièrement monté et assumera la responsabilité artistique de la représentation.

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations – charges sociales et fiscales comprises (Audiens, Assedic, URSSAF, Congés Spectacles, AFDAS, etc.) – de son personnel attaché au spectacle, suivant la législation française. Il lui appartiendra notamment de solliciter en temps utiles, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle.

LE PRODUCTEUR fournira tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires, et, d'une manière générale, tous les éléments artistiques nécessaires à la représentation du spectacle autres que ceux éventuellement mis à la charge de l'ORGANISATEUR par le présent contrat.

Le PRODUCTEUR prendra en charge les transports aller/retour de tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires et effectuera les éventuelles formalités douanières dont il supportera le coût.

Le PRODUCTEUR fournira en annexe au présent contrat un avenant précisant les conditions techniques générales prévisionnelles. Il déclare avoir pris connaissance des caractéristiques techniques de l'espace de spectacle, et devra signaler à l'ORGANISATEUR les risques qu'il peut raisonnablement déceler, en sa qualité d'homme d'art, dans les conditions de déroulement de la manifestation dans les bâtiments, matériels et équipements mis à sa disposition.

Le PRODUCTEUR sera tenu de se conformer aux instructions données par l'ORGANISATEUR et ses représentants.

Le PRODUCTEUR s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité du spectacle qu'il fournit.

Si le PRODUCTEUR estimait nécessaire d'utiliser des matériels et équipements autres que ceux que l'ORGANISATEUR met à sa disposition, il devrait lui-même, à ses frais, en effectuer la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement.

Le PRODUCTEUR fournira les éléments nécessaires à la publicité du spectacle et notamment **des visuels en haute définition et un texte sur le spectacle.**

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR s'engage à fournir le lieu de représentation en ordre de marche, y compris le personnel nécessaire au déchargement et au rechargement, au montage et au démontage, et au service des représentations. Il en garantit la conformité avec les règles de sécurité et de salubrité. Il assurera en outre le service général du lieu à chaque représentation (accueil, billetterie, service de nettoyage, de gardiennage et de sécurité).

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, les charges sociales et fiscales de l'ensemble de son personnel.

L'ORGANISATEUR s'engage à prévoir un service de sécurité et de gardiennage efficace et adapté, tant dans le nombre du personnel concerné que dans les équipements (barrière...).

Le lieu de représentation ne pourra être modifié par l'ORGANISATEUR sans l'accord écrit du PRODUCTEUR.

L'ORGANISATEUR aura à sa charge la fiche technique fournie par LE PRODUCTEUR. EN cas de carence d'éléments (personnel, équipement ou matériel) prévus dans la fiche technique, le PRODUCTEUR se réserve le droit de pourvoir lui-même au remplacement des éléments défaillants et d'en refacturer le coût à l'ORGANISATEUR.

L'ORGANISATEUR s'engage à ce que le nombre de spectateurs admis dans ce lieu soit strictement inférieur aux quotas définis dans les prescriptions de sécurité déterminées par la commission de sécurité compétente.

D'une manière générale, il s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation en vigueur relative à la sécurité.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des éventuelles autorisations administratives relatives à la représentation. Il communiquera au PRODUCTEUR lesdites autorisations avant le spectacle. Il s'assurera, par ailleurs, de la mise en place des services de secours médical, d'aménagement de la circulation automobile.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des autorisations administratives relatives à la mise en place d'un service de sécurité et/ou de gardiennage du matériel technique et/ou des œuvres.

L'ORGANISATEUR aura à sa charge les déclarations auprès des sociétés d'auteurs – SACEM et/ou SACD – ainsi que le règlement des droits correspondants. Il assumera les mêmes obligations, le cas échéant, en matière de droits voisins. Spectacle non soumis au règlement des droits d'auteur.

En matière de publicité et d'information, l'ORGANISATEUR s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le PRODUCTEUR et observera scrupuleusement les mentions obligatoires.

« La Kermesse » spectacle de Pierre de Mecquenem / Cie La Machine, coproduit par le Channel, scène nationale de Calais.

La Machine, compagnie conventionnée par la DRAC Pays de la Loire et par la Région des Pays de la Loire.

ARTICLE 4 – HÉBERGEMENT, RESTAURATION, TRANSPORTS

L'ORGANISATEUR aura à sa charge la réservation des hébergements, soit **59** nuitées petits-déjeuners inclus, conformément en planning joint en annexe. Le PRODUCTEUR en assurera le règlement.

L'ORGANISATEUR aura à sa charge l'organisation et le règlement des repas de l'équipe du PRODUCTEUR, soit **107** repas, conformément au planning joint en annexe.

LE PRODUCTEUR assurera directement l'organisation et le règlement du transport de son matériel et des voyages de son équipe (11 personnes).

ARTICLE 5 – PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession, la somme TTC de **36 855,08 € (TRENTE SIX MILLE HUIT CENT CINQUANTE CINQ EUROS, HUIT CENTIMES)**

Détail :

Prix de cession : 27 170,00 €

Transport/ Voyages : 2 790,00 €

Hébergement : 4 484,00 €

Total HT : 34 444,00 €

TVA (7%) : 2 411,08 €

Total TTC : **36 855,08 €**

ARTICLE 6 – MODALITÉS DE PAIEMENT

L'ORGANISATEUR effectuera le règlement des sommes prévues à l'article 5 par mandat administratif sur le compte n° : **Compte bancaire de La Machine** : Domiciliation : Crédit Mutuel Toulouse Esquirol ; Code Banque : 10278 ; Code Guichet : 02205 ; N° compte : 00029972740 ; Clé RIB : 71

Le paiement s'effectuera en deux versements :

- 1) **5 novembre 2012** mandatement d'un acompte de 30 % soit **11 056,52 €** euros TTC
- 2) **15 décembre 2012** mandatement du solde soit **25 798,56** euros TTC

LE PRODUCTEUR adressera une facture du montant TTC de la cession, après la manifestation, à l'adresse suivante :

Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine, 1, place Francis Ponge, 34064 Montpellier cedex 2.

Elle sera accompagnée du bon de commande préalablement transmis par L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 7 – MONTAGE – DÉMONTAGE

L'ORGANISATEUR tiendra le lieu des spectacles et installations à la disposition du PRODUCTEUR à partir du **7 novembre** à 11 h afin de lui permettre de procéder aux repérages, montage et réglages pour la représentation, selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR. Le démontage et le rechargement seront effectués après la représentation selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉS

Chaque partie garantit l'autre partie contre tout recours des personnels, fournisseurs et prestataires dont elle a personnellement la charge au titre des obligations respectives définies au présent contrat.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le PRODUCTEUR est tenu d'assurer tout objet lui appartenant, à lui ou à son personnel contre tous les risques pouvant subvenir à l'occasion des transports et entreposages exécutés entre deux représentations. Il déclare en outre avoir souscrit toutes les assurances nécessaires à ses dispositifs techniques (voltiges, pyrotechnie...) et devra pouvoir justifier de cette souscription à la première demande de l'ORGANISATEUR.

L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exploitation du spectacle dans son lieu, notamment en matière de Responsabilité Civile.

ARTICLE 10 – ENREGISTREMENT – DIFFUSION

En dehors des émissions d'information radiophoniques ou télévisées d'une durée de 3 minutes au plus, tout enregistrement ou diffusion, même partiel, des représentations objet du présent contrat, nécessitera un accord particulier entre LE PRODUCTEUR et L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 11 – ANNULATION DU CONTRAT

A – Force majeure

Le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.

En cas de force majeure, le cocontractant empêché préviendra par tous moyens possibles l'autre partie. Dans les cas de force majeure, aucune somme ne sera due par l'ORGANISATEUR et le PRODUCTEUR s'engage à rembourser la totalité des avances éventuellement consenties et qui lui auraient été effectivement versées, déduction faite des dépenses effectivement engagées. Si les dépenses engagées par le PRODUCTEUR étaient supérieures aux avances consenties, l'ORGANISATEUR, remboursera le PRODUCTEUR des sommes effectivement engagées. Ces frais sont limités aux seuls frais engagés par LE PRODUCTEUR de manière irréversible et relatifs au présent contrat. Ils devront être justifiés par des documents comptables officiels (factures, bulletins de paie). LE PRODUCTEUR devra apporter la preuve de leur règlement de ces frais et de leur caractère irréversible.

B – Autres cas d'annulation

En cas d'intempéries ou de conditions de sécurité non satisfaisantes, le PRODUCTEUR se réserve le droit d'annuler, de suspendre ou d'interrompre la représentation sans que le présent contrat, ni aucune de ses clauses, ne soit remis en cause.

En cas d'interruption ou d'annulation, les modalités d'une éventuelle reprise ou d'un report seront alors négociées entre l'ORGANISATEUR et le PRODUCTEUR.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînera, pour la partie défaillante, l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

ARTICLE 12 – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

ARTICLE 13 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Les avenants font partie intégrante du contrat et doivent être scrupuleusement respectés.

Fait en 3 exemplaires

A Montpellier, le 2012

LE PRODUCTEUR*
LA MACHINE
Elisabeth D'Ovidio

La présidente

L'ORGANISATEUR*
La Ville de Montpellier

Pour Madame le Maire
L'Adjoint délégué

Philippe SAUREL

- Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »

La Kermesse – Montpellier 2012

Planning prévisionnel

Mercredi 7 novembre : Déchargement des camions (après midi)
Jeudi 8 novembre : Montage
Vendredi 9 novembre : Montage
Samedi 10 novembre : Fin du montage, répétitions, représentations
Dimanche 11 novembre : Représentation, début du démontage
Lundi 12 novembre : Démontage et rechargement (fin de journée)

Equipe de La Machine : 11 artistes-machinistes

Equipe

Auteur, artiste de rue, pyrotechnicien : Pierre De Mecquenem
Machinistes- artistes de rue : Pierre Bellivier, Alizé Chabert, Michael Clevenot, Coline Lequenne, Hortense Perreau, Sebastien Poulain, Pierre-Marie Quibam, Philippe Ruffini, Charles Salvy, Yet Yelitich

**La Kermesse Montpellier
 Hébergement et repas 2012**

Hébergement		J1	J2	J3	J4	J5	J6	Nb Jr
		M	J	V	S	D	L	
		07- nov	08- nov	09- nov	10- nov	11- nov	12- nov	
1	Pierre De Mecquenem	1	1	1	1	1	1	6
2	Michael Clevenot	1	1	1	1	1	1	6
3	Yet Yelititch	1	1	1	1	1	1	6
4	Pierre Bellivier		1	1	1	1	1	5
5	Coline Lequenne		1	1	1	1	1	5
6	Sébastien Poulain		1	1	1	1	1	5
7	Pierre-Marie Quibam		1	1	1	1	1	5
8	Charles Salvy		1	1	1	1	1	5
9	Hortense Perreau		1	1	1	1	1	5
10	Alizé Chabert	1	1	1	1	1	1	6
11	Philippe Ruffini		1	1	1	1	1	5
Total		4	11	11	11	11	11	59
Repas		J1	J2	J2	J3	J4	J5	Nb Jr
		M	J	V	S	D	L	
		07- nov	08- nov	09- nov	10- nov	11- nov	12- nov	
1	Pierre De Mecquenem	1	2	2	2	2	2	11
2	Michael Clevenot	1	2	2	2	2	2	11
3	Yet Yelititch	1	2	2	2	2	2	11
4	Pierre Bellivier		1	2	2	2	2	9
5	Coline Lequenne		1	2	2	2	2	9
6	Sébastien Poulain		1	2	2	2	2	9
7	Pierre-Marie Quibam		1	2	2	2	2	9
8	Charles Salvy		1	2	2	2	2	9
9	Hortense Perreau		1	2	2	2	2	9
10	Alizé Chabert	1	2	2	2	2	2	11
11	Philippe Ruffini		1	2	2	2	2	9
Total		4	15	22	22	22	22	107



Direction de la Culture et
du Patrimoine
Service Administration

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/409

ZAT! 5 Arceaux, 10 et 11 novembre 2012
Contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle
Memento

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville et le directeur artistique missionné à cet effet ont établi le programme de la manifestation culturelle ZAT ! 5, qui se tiendra les 10 et 11 novembre dans le quartier des Arceaux ;
- Que ce programme comporte le spectacle intitulé *Memento* produit par l'association Eureka ;
- Que, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, compte tenu des circonstances, ce marché (mapa 2M1604) peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour un montant global de 26 845.50 € HT ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la signature du contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle *Memento* joint en annexe, pour un montant de 21 000.00 € HT ;
- De dire que seront également pris en charge les frais de transport et de restauration, pour un montant de 5 845.50 € HT ;
- D'imputer la dépense correspondante sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 30/10/2012
Notifiée le :

« ZAT ! # 5 – Zone Artistique Temporaire – Arceaux »
Contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle
N°2012 / 015

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Association Eureka / KomplexKapharnaüm

Juridiquement constituée en **association loi 1901** - Représentée par : M. Paul Magaud, président

Assujettie à la TVA : ☐ OUI ☐ NON taux : 7%

Domiciliée à : 9 rue Francia – 69100 Villeurbanne

Téléphone : 04 72 37 12 16

Email : ass.eureka@kxkm.net

N° SIRET : 412 074 007 00011 Code APE : 9001Z

N° de licences d'entrepreneur de spectacle : 2-1001817 / 3-1001818

Ci-après désignée par le terme « le PRODUCTEUR »,

D'une part,

ET

La Ville de Montpellier

Téléphone : 04 67 34 88 89 Fax : 04 67 34 88 90

Email : laure.bouty@ville-montpellier.fr

N° SIRET : 213 401 72 20 0011 Code APE : 751 A

N° de licences d'entrepreneur de spectacle : 1-1030066 et 3-1027742

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire

Ci-après désignée par le terme « l'ORGANISATEUR »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

La Ville de Montpellier s'est donné pour mission de faire évoluer le dispositif culturel qu'elle propose dans l'espace public en élargissant sa réflexion à une offre globale qu'elle souhaite mettre en action en s'appuyant sur un nouveau rapport à l'espace temps et sur un plus grand investissement artistique de l'espace public.

Pour ce faire, elle a créé « ZAT ! Zone Artistique Temporaire », une manifestation culturelle gratuite et accessible à tous permettant, par l'intermédiaire de l'art et des artistes, de toucher de nouveaux publics et de découvrir et de vivre la ville autrement.

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT :

LE PRODUCTEUR dispose du droit de représentation en France du spectacle **Mémento** qui fait l'objet des présentes et pour lequel il s'est assuré le concours des artistes et intervenants nécessaires à sa présentation au public.

L'ORGANISATEUR déclare connaître et accepter le contenu du spectacle précité.

L'Organisateur s'est assuré de la disposition et des autorisations municipales et préfectorales nécessaires pour implanter le spectacle sur le lieu suivant, lequel doit répondre aux caractéristiques décrites dans la fiche technique :

Parcours dans les rues du quartier des Arceaux à Montpellier, défini lors des repérages des 10 et 11 septembre, 1er et 15 et 16 octobre 2012.

En aucun cas, L'Organisateur ne pourra changer, ni le lieu, ni le dispositif scénique du spectacle, sans l'accord écrit du Producteur.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

LE PRODUCTEUR s'engage à donner, selon les conditions ci-après définies et dans le cadre du présent contrat d'exploitation du spectacle, **1** représentation du spectacle intitulé : **Memento**

Dates et horaires : **Face A : samedi 10 novembre 2012 à 20h30.** Cette représentation sera suivie du **Bal ZAT à 22h15** sur la place Max Rouquette / **Face B : dimanche 11 novembre 2012 à 19h**

Lieu : quartier des Arceaux - Montpellier

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

LE PRODUCTEUR fournira le spectacle entièrement monté et assumera la responsabilité artistique de la représentation.

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations – charges sociales et fiscales comprises (Audiens, Assedic, URSSAF, Congés Spectacles, AFDAS, etc.) – de son personnel attaché au spectacle, suivant la législation française. Il lui appartiendra notamment de solliciter en temps utiles, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle.

LE PRODUCTEUR fournira tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires, et, d'une manière générale, tous les éléments artistiques nécessaires à la représentation du spectacle autres que ceux éventuellement mis à la charge de l'ORGANISATEUR dans la fiche technique annexée au présent contrat.

Le PRODUCTEUR prendra en charge les transports aller/retour de tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires et effectuera les éventuelles formalités douanières dont il supportera le coût.

Le PRODUCTEUR fournira en annexe au présent contrat une fiche technique précisant les conditions techniques générales prévisionnelles. Il déclare avoir pris connaissance des caractéristiques techniques de l'espace de spectacle, et devra signaler à l'ORGANISATEUR les risques qu'il peut raisonnablement déceler, en sa qualité d'homme d'art, dans les conditions de déroulement de la manifestation dans les bâtiments, matériels et équipements mis à sa disposition.

Le PRODUCTEUR sera tenu de se conformer aux instructions données par l'ORGANISATEUR et ses représentants.

Le PRODUCTEUR s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité du spectacle qu'il fournit.

Si le PRODUCTEUR estimait nécessaire d'utiliser des matériels et équipements autres que ceux demandés à l'ORGANISATEUR dans la fiche technique, il devrait lui-même, à ses frais, en effectuer la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement.

Le PRODUCTEUR fournira les éléments nécessaires à la publicité du spectacle et notamment **des visuels en haute définition et un texte sur le spectacle.**

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR s'engage à fournir le lieu de représentation en ordre de marche, y compris le personnel nécessaire au déchargement et au rechargement, au montage et au démontage, et au service des représentations. Il en garantit la conformité avec les règles de sécurité et de salubrité. Il assurera en outre le service général du lieu à chaque représentation.

Le lieu de représentation ne pourra être modifié par l'ORGANISATEUR sans l'accord écrit du PRODUCTEUR.

L'ORGANISATEUR s'engage à ce que le nombre de spectateurs admis dans ce lieu soit strictement inférieur aux quotas définis dans les prescriptions de sécurité déterminées par la commission de sécurité compétente.

D'une manière générale, il s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation en vigueur relative à la sécurité.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des éventuelles autorisations administratives relatives à la représentation. Il communiquera au PRODUCTEUR lesdites autorisations avant le spectacle. Il s'assurera, par ailleurs, de la mise en place des services de secours médical, d'aménagement de la circulation automobile.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des autorisations administratives relatives à la mise en place d'un service de sécurité et/ou de gardiennage du matériel technique et/ou des œuvres.

L'ORGANISATEUR aura à sa charge les déclarations auprès des sociétés d'auteurs – SACEM et/ou SACD – ainsi que le règlement des droits correspondants. Il assumera les mêmes obligations, le cas échéant, en matière de droits voisins.

En matière de publicité et d'information, l'ORGANISATEUR s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le PRODUCTEUR et observera scrupuleusement les mentions obligatoires.

Toute la communication liée à ce spectacle émanant soit du Producteur soit de l'Organisateur devra mentionner de façon lisible et visible les éléments suivants :

« Avec les participations du Ministère de la Culture et de la Communication-Drac Rhône-Alpes, de la Région Rhône-Alpes, de la Ville de Villeurbanne

Résidence et Coproduction : les Ateliers Frappaz, Villeurbanne / le Parapluie, Centre international de création artistique, Aurillac / l'Abattoir, Centre National des Arts de la Rue – Ville de Chalon-sur-Saône / Lieux publics, Centre National de Création.

Aide à la création : SPEDIDAM»

ARTICLE 4 – HÉBERGEMENT, RESTAURATION, TRANSPORTS

Les frais d'hébergement, de restauration et de transports seront à la charge de l'ORGANISATEUR, suivant les modalités suivantes :

Restauration :

Remboursement des 2 repas quotidiens lors des 3 repérages effectués à Montpellier

Prise en charge directe des repas pour 12 personnes du 7 novembre midi au 13 novembre matin

Transports :

Remboursement des voyages aller/retour jusqu'à Montpellier pour les repérages et la diffusion

Hébergement :

Prise en charge directe des hébergements pendant les 3 repérages

Remboursement des frais d'hébergement pendant la diffusion : 12 personnes du 7 au 12 novembre inclus

Sont inclus dans le prix du présent contrat de cession (article 5) :

Les frais de transports du repérage des 10 et 11 septembre et de la diffusion
Les frais de repas du repérage des 10 et 11 septembre

Les transports et repas pour les repérages des 1er, 15 et 16 octobre
L'hébergement pendant la période de diffusion

ARTICLE 5 – PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession, la somme TTC de **28 724,68 € (VINGT HUIT MILLE SEPT CENT VINGT QUATRE EUROS et SOIXANTE HUIT CTS).**

Détail :

Prix de cession : 21 000 €
Transport : 1 593 €
Frais lors des repérages : 615,30 €
Hébergements pendant la période de diffusion : 3 637,20 €
Total HT : 26 845,50 €
TVA : 1 879,18 €
Total TTC : 28 724,68 €

ARTICLE 6 – MODALITÉS DE PAIEMENT

L'ORGANISATEUR effectuera le règlement des sommes prévues à l'article 5 par mandat administratif sur le **compte n° : 00010660945 Clé : 35 - Banque : 10278 - Guichet : 07342**

Ouvert à : Crédit Mutuel -

Agence : CM Villeurbanne Totem

Adresse : 52 Cours Tolstoï – 69100 Villeurbanne

Le paiement s'effectuera en deux versements :

- 1) **5 novembre 2012** mandatement d'un acompte de **7 305,22** euros TTC
- 2) **15 décembre 2012** mandatement du solde soit **21 419,46** euros TTC

LE PRODUCTEUR adressera une facture du montant TTC de la cession, après la manifestation, à l'adresse suivante :

Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine, 1, place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2.

Elle sera accompagnée du bon de commande préalablement transmis par L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 7 – MONTAGE – DÉMONTAGE

L'ORGANISATEUR tiendra le lieu du spectacle à la disposition du PRODUCTEUR à partir du **7 novembre 2012 à 15h** afin de lui permettre de procéder aux repérages, montage et réglages pour la représentation, selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR. Le démontage et le rechargement seront effectués après la représentation selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉS

Chaque partie garantit l'autre partie contre tout recours des personnels, fournisseurs et prestataires dont elle a personnellement la charge au titre des obligations respectives définies au présent contrat.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le PRODUCTEUR est tenu d'assurer tout objet lui appartenant, à lui ou à son personnel contre tous les risques pouvant subvenir à l'occasion des transports. Il déclare en outre avoir souscrit toutes les assurances nécessaires à ses dispositifs techniques (voltiges, pyrotechnie...) et devra pouvoir justifier de cette souscription à la première demande de l'ORGANISATEUR.

L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à la préparation et à l'exploitation du spectacle dans les lieux mis à disposition, notamment en matière de Responsabilité Civile.

ARTICLE 10 – ENREGISTREMENT – DIFFUSION

En dehors des émissions d'information radiophoniques ou télévisées d'une durée de 3 minutes au plus, tout enregistrement ou diffusion, même partiel, des représentations objet du présent contrat, nécessitera un accord particulier entre LE PRODUCTEUR et L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 11 – ANNULATION DU CONTRAT

En cas de force majeure ou cas fortuit empêchant l'une des parties d'exécuter les obligations mises à sa charge en vertu du présent contrat, celui-ci sera résolu de plein droit et sans formalité. Conformément à l'article 1148 du Code Civil, aucun dommage et intérêt ne sera versé à l'autre partie dans cette hypothèse.

En cas d'intempéries ou de conditions de sécurité non satisfaisantes, le PRODUCTEUR se réserve le droit d'annuler, de suspendre ou d'interrompre la représentation sans que le présent contrat, ni aucune de ses clauses, ne soit remis en cause.

En cas d'interruption ou d'annulation, les modalités d'une éventuelle reprise ou d'un report seront alors négociées entre l'ORGANISATEUR et le PRODUCTEUR.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînera, pour la partie défaillante, l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

ARTICLE 12 – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

ARTICLE 13 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

En cas de vent d'une force supérieure à 65 km/h, la structure scénique du bus du Producteur devra être démontée et par conséquent, la scène finale du spectacle ne pourra pas avoir lieu sur la structure de ce bus.

Les avenants font partie intégrante du contrat et doivent être scrupuleusement respectés.

Fait en 3 exemplaires

A Montpellier, le.....2012

LE PRODUCTEUR*
Association Eurêka

Le président

Paul Magaud

L'ORGANISATEUR*
La Ville de Montpellier

Pour Madame le Maire

L'Adjoint délégué

Philippe Saurel

** Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »*



**MISE EN PLACE D'UNE LIGNE DE TRESORERIE
AUPRES DE LA BANQUE POSTALE**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/T/R donnant délégation à M. Max LEVITA ;

Considérant :

- Que dans le cadre de la gestion de trésorerie, la Ville a lancé une consultation pour le renouvellement de sa ligne de trésorerie,
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres, c'est la proposition de la Banque Postale qui répond le mieux à notre demande, aux conditions suivantes :

Durée : 364 jours

Date d'effet du contrat : 26 novembre 2012

Date d'échéance du contrat : 25 novembre 2013

Taux applicable : EONIA (Euro Overnight Index Average) + marge de 1.85 %

Base de calcul : Exact / 360

Commission d'engagement : 0.20 % du montant, soit 20.000 euros payable à la date d'effet du contrat par procédure de débit d'office

Commission de non utilisation : 0.30 % par an appliqués sur le montant non utilisé de la ligne de trésorerie

Taux effectif Global : 2.177 % dans l'hypothèse d'un EONIA égal à 0.095 % (en date du 19 octobre 2012) et d'une utilisation intégrale dès la date d'effet et jusqu'à la date d'échéance

Modalités d'utilisation : la date de versement de tout tirage devra être un jour ouvré. Le montant de tout tirage sera au minimum de 10.000 euros et au-delà par multiple entier de 1000 euros.

1019

Décide en conséquence :

- D'accepter le principe de réalisation d'une ligne de trésorerie avec la Banque Postale aux conditions définies ci-dessus ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la ligne de trésorerie décrite ci-dessus, à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat de ligne de trésorerie et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

Montpellier, le 12/11/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 13/11/2012
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 812/411

La Panacée, art et culture contemporaine
Contrat de résidence autour du design
avec M.Sébastien CORDOLEANI

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que le projet culturel de la Panacée, art et culture contemporaine est notamment fondé sur le principe des résidences d'artistes, durant lesquelles des œuvres ont vocation à être créées et produites au sein du centre d'art ou pour son usage ;
- Que le choix des artistes admis en résidence procède de l'expertise de l'équipe dirigeante de la Panacée et relève de critères de cohérence artistique avec le projet défini.
- Que, dans ces circonstances, le contrat de résidence autour du design peut, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

Décide en conséquence :

- D'approuver le contrat de résidence autour de design (mapa 2M1242) avec Monsieur Sebastien Cordolèani, pour un montant de 25 600.00€ ;
- De dire que seront également pris en charge, conformément au contrat, les frais de transport et d'hébergement de l'artiste, soit directement soit par remboursement sur présentation de justificatifs ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le


Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 9/11/2012
Notifiée le :

CONTRAT DE RESIDENCE AUTOUR DU DESIGN A LA PANACEE - 2012/2013

Entre :

VILLE DE MONTPELLIER – LA PANACEE

La Panacée - art et culture contemporaine

Adresse : 14 rue de l'Ecole de Pharmacie 34000 Montpellier

Adresse administrative et postale : 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2

N° SIRET : 213 401 722 01787

N° APE : 8141Z

Tel 04 67 34 59 16 / Tel 04 34 88 75 30

Représenté par Philippe SAUREL, adjoint au Maire délégué à la Culture,

Ci-après dénommé "**LA PANACEE**", d'autre part

Et

Sébastien Cordoléani

5, avenue des Jardins d'Estelle, villa 8

13090 Aix en Provence, France

contact@sebastiencordoleani.com

Artiste auteur d'œuvres originales graphiques et/ou plastiques

N° Sécu : 1 78 111300122167

N° Maison des artistes : C824729

Siret : 503580813

APE 923a activités artistiques

Ci-après dénommé "**L'ARTISTE**", d'autre part

EN PREAMBULE, IL EST EXPOSE CE QUI SUIV

Le projet artistique et culturel de LA PANACEE est axé sur trois missions principales les arts visuels, l'écriture et le numérique. En matière de soutien à la création et à la diffusion des arts visuels, le projet se caractérise à plusieurs niveaux :

- un engagement pour le développement durable d'un lieu de création conçu en collaboration avec les artistes par le biais de production d'œuvres
- une initiative pour la création au niveau pédagogique par l'intermédiaire des artistes et des intervenants avec des projets spécifiques produits ou coproduits par LA PANACEE et réalisés sur mesure pour chaque catégorie de publics
- un soutien et une implication forte dans l'animation d'un dialogue entre les disciplines en faveur des arts visuels : arts plastiques, art vidéo, numérique mais aussi arts appliqués, architecture et arts décoratifs et notamment le design... à travers des programmes réguliers réalisés en partenariat avec d'autres structures culturelles.

Il est également rappelé que dans le cadre de sa programmation, LA PANACEE développera un projet particulier pour la cour/jardin envisagée comme un véritable espace de création, d'expérimentation investi régulièrement par des interventions et installations temporaires d'artistes et collectifs dont les pratiques s'inscrivent à la croisée de l'art, du design, de l'architecture et du paysage. Ces projets viseront à créer de nouvelles formes d'occupation, d'utilisation de l'espace public, de collaboration et de sociabilité pour les résidents, les artistes, les étudiants, les riverains et le public de LA PANACEE.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI

ARTICLE 1 : CADRE ET OBJECTIFS DE LA RESIDENCE

LA PANACEE entame, dans le cadre de son projet artistique et culturel, une résidence Sébastien Cordoléani autour des relations entre art et design. Ce partenariat avec l'artiste fera l'objet d'un projet spécifique pour l'aménagement des bureaux et de l'espace pédagogique de LA PANACEE. Destinés à être accessibles et fréquentés par les publics et les professionnels, ces lieux conçus en collaboration avec Sébastien Cordoléani, artiste designer et ses éditeurs, constitueront un symbole fort et un ancrage de l'identité de LA PANACEE, comme nouveau lieu de création conçu en collaboration avec les artistes.

Ce projet ambitieux fera l'objet de partenariats au niveau artistique avec les éditeurs de l'artiste et au niveau pédagogique (partenaires envisagés : Ecole nationale supérieure d'architecture de Montpellier / l'Ecole régionale des Beaux-Arts de Montpellier / l'ipesaa / l'isma, Montpellier / L'ENSAD Paris...).

1.1. Les objectifs

La résidence aura pour objectifs de :

- développer un projet de design in situ en relation avec les étudiants et les partenaires
- interroger le langage d'un centre d'art, créer des liens entre le design, l'architecture et le projet du lieu
- offrir un espace de création et d'exposition à un artiste,
- proposer une diffusion permanente des œuvres de design créées in situ,
- organiser des actions de sensibilisation et générer une interaction avec les publics notamment scolaire, étudiants.

1.2. L'environnement

La résidence de LA PANACEE s'inscrit dans le cadre de la Ville de Montpellier et de son territoire départemental et régional ; son projet culturel met l'accent sur le rayonnement de ses actions en direction des habitants de ce territoire représentent le champ d'action prioritaire de LA PANACEE et, par conséquent, de la résidence d'artiste.

ARTICLE 2: DATES ET LIEU DE LA RESIDENCE

De septembre 2012 à juin 2013, **L'ARTISTE** est réputé résider à LA PANACEE.

La résidence se déclinera en trois temps forts :

- un temps de conception production d'un aménagement design (août 2012- janvier 2013)
- un temps de sensibilisation avec des présentations tout public et animation de workshop étudiants (janv-juin 2013)
- une nouvelle étape à cette collaboration pourra être envisagée à travers une proposition de mobilier pour l'espace cour/jardin et le point librairie de l'accueil du centre d'art ainsi que d'autres actions de sensibilisation (ateliers pratiques, visites pour les publics et conférences...) (mars-juin 2013).

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DE LA PANACEE

3.1 Outils mis à disposition

LA PANACEE met à disposition de l'artiste :

- les supports ressources de LA PANACEE
- les espaces de bureaux, espaces pédagogiques et ateliers de production
- les moyens humains pour l'accompagnement de la résidence
- un studio d'hébergement pour les temps de séjours de l'ARTISTE

3.2.Modalités financières

3.2.1. Pour le travail de conception de l'ARTISTE :

LA PANACEE s'engage à rémunérer l'artiste à hauteur de 25600 € net (vingt cinq mille six cent euros euros net TTC) pour son travail de création pendant la résidence.

Le versement se fera sur présentation de factures selon l'échéancier suivant :

- **Pour le rendu phase 1 : 3600 € net à compter du 12 octobre 2012**
- **Pour le rendu phase 2 : 5000 € net à compter du 22 octobre 2012**
- **Pour le rendu phase 3 : 7000 € net à compter début novembre 2012**
- **Pour le rendu phase 4 : 10000 € net à compter de mi-février 2013**

Les sommes dues pour un total de 25600 € net seront versées par mandat administratif, sur présentation des factures correspondantes et sous réserve du rendu des éléments phasés ci-dessus. La somme de 2485.61 euros

correspondant au précompte (charges sociales) sera directement versée par LA PANACEE à la Maison des artistes. A l'issue de la phase 1 et 2 (phases d'études et d'avant-projet), LA PANACEE se réserve le droit de ne pas fabriquer, produire le projet. La Panacée couvrira également les frais de transport (A/R en 2nde classe) et l'hébergement de l'ARTISTE pour ses déplacements sur présentation des justificatifs.

3.2.2. Pour la production par LA PANACEE de l'œuvre design conçue :

La Phase de production débutera en septembre pour une livraison du projet prévue au plus tard le 31 janvier 2013. Les coûts d'achat, de production/fabrication et de transports qui feront l'objet de commandes et de facturations spécifiques au fur et à mesure des travaux réalisés en accord avec le directeur de LA PANACEE.

Ces frais pourront être pris en charge directement par LA PANACEE par mandat administratif ou être remboursés à L'ARTISTE ou à l'éditeur le représentant sur présentation de justificatifs et en fonction du budget prévisionnel qui sera établi à compter de la mi-octobre et négocié avec la direction de LA PANACEE.

3.2.3. Pour le travail de sensibilisation de l'ARTISTE (conception workshops, présentation du travail et projet...) :

LA PANACEE s'engage à organiser et accompagner L'ARTISTE pour la réalisation de présentations de son travail auprès des partenaires du projet et de la Panacée et pour la réalisation de workshops étudiants qui auront lieu à la Panacée dans le cadre de la résidence. Ces projets de de sensibilisation feront l'objet d'un avenant au contrat ou d'un contrat séparé.

3.3. Communication et diffusion de l'information

LA PANACEE s'engage à communiquer sur la résidence et sur le travail de L'ARTISTE.

Les supports de communication reprendront les informations sur L'ARTISTE et la résidence.

L'ARTISTE fournira le matériel nécessaire à l'élaboration des informations le concernant (visuels, textes, titres, ...).

La diffusion de l'information passera aussi bien par le réseau de diffusion de LA PANACEE que par celui de l'artiste et des partenaires associés au projet.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DE L'ARTISTE

4.1. L'objet de la résidence

L'ARTISTE mettra en œuvre le projet spécifiquement créé pour l'aménagement des bureaux et de l'espace pédagogique de LA PANACEE selon 4 phases :

Phase 1 : Programme et Esquisses 12 octobre 2012

Phase 2 : Avant-projet 22 octobre 2012

Phase 3 : Développement des éléments validés début novembre 2012

Phase 4 : Production – Installation/livraison mi-février 2013

L'ARTISTE s'engage à respecter le calendrier établi et fournir un budget prévisionnel. Il s'engage à présenter, sur la durée de sa résidence, son travail et sa démarche artistique à différents publics et partenaires (groupes, individuels, adultes, enfants) et à tenir le calendrier prévu pour la livraison de la conception et de la production du projet artistique. Il s'engage à présenter, pendant sa résidence, son travail aux partenaires de la Panacée et à animer des ateliers/workshops avec les étudiants de La Panacée et ceux des cursus d'enseignement partenaires afin de les sensibiliser à la création contemporaine et au design.

4.2. Les interventions de l'artiste dans le cadre de rencontres avec le public

Le contenu et la forme des interventions sont à définir avec L'ARTISTE selon son projet et selon les publics auxquels elles seront adressées. Ces interventions feront l'objet d'un avenant au contrat ou d'un contrat séparé.

Le jour et l'heure des interventions seront déterminés par LA PANACEE en collaboration avec l'artiste.

4.3. Les modalités techniques et relations avec le personnel

L'ARTISTE s'engage à respecter l'environnement professionnel et les conditions particulières de travail inhérentes à la collectivité et à LA PANACEE, c'est-à-dire :

- respecter les jours et horaires d'ouverture des locaux
- ne pas solliciter les services autres que celui de LA PANACEE. Si l'artiste a besoin d'une aide technique, par exemple, la demande doit être transmise à LA PANACEE pour qu'elle soit étudiée.

ARTICLE 5 : DROITS D'EXPLOITATION DES OEUVRES PRODUITES LORS DE LA RESIDENCE

L'ARTISTE cède gracieusement à LA VILLE DE MONTPELLIER – LA PANACEE – les droits d'exploitation de la totalité des créations produites in situ dans le cadre de la résidence du LA PANACEE. Toute communication sur le projet devra faire mention de LA PANACEE « Sébastien Cordoléani, *titre* (à préciser ultérieurement), 2013, œuvre produite par La Panacée / Ville de Montpellier ».

ARTICLE 6 : ASSURANCES

6.1 Les assurances souscrites par LA PANACEE

La collectivité d'accueil de la résidence déclare avoir souscrit à des assurances garantissant les risques contre :

- les dommages qui pourraient être causés à l'artiste par l'un de ses agents ou par les biens dont elle est propriétaire,
- les incendies,
- les dégâts des eaux,
- et autres sinistres susceptibles les œuvres produites et exposées

La collectivité n'assure pas les biens de l'artiste en cas de vol, de dégradations ou de destructions y compris pendant leur transports.

6.2. Les assurances souscrites par L'ARTISTE

L'ARTISTE déclare bénéficier d'une couverture sociale, d'une assurance responsabilité civile et d'une police d'assurance garantissant les dommages qui pourraient être causés à ses biens.

ARTICLE 7 : ANNULATION ET DENONCIATION DU CONTRAT

7.1. Valeur du contrat de résidence

Ce contrat ne constitue en aucun cas un contrat de travail. En conséquence, il n'ouvre pas droit à la sécurité sociale, au chômage ou à la retraite. L'ARTISTE fournira les attestations prouvant son respect des obligations sociales et fiscales.

7.2. Annulation du contrat

Si une ou plusieurs clauses du contrat n'étaient pas respectées, le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans aucune indemnité d'aucune sorte, ainsi que dans tous les cas reconnus de force majeure. Toute annulation d'une décision, du fait, ou d'une incapacité dont l'une des parties serait responsable entraînerait, pour la partie défaillante, l'obligation de verser à l'autre partie une indemnité dont le montant sera calculé au prorata du temps et du travail réalisé par l'artiste pendant la résidence.

7.3. Compétence juridique

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de ce présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Montpellier mais seulement après épuisement des voix amiables (conciliation, arbitrage...)

Fait à Montpellier, le 5/10/2012

En trois exemplaires originaux

LA PANACEE

Pour le Maire et par délégation,
l'adjoint au Maire délégué à la Culture, Philippe SAUREL

L'ARTISTE

Sébastien CORDOLEANI

ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde
Parcelle DL n°589
Convention de participation Ville / ZERMATI

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209/T/R en date du 2 septembre 2011 de Madame Hélène Mandroux, Maire de Montpellier, donnant à Monsieur Michaël Delafosse, adjoint au Maire, délégation de fonctions ;
- Vu le Code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.311-4 ;
- Vu la délibération n° 34/2005 du Conseil municipal en date du 25 février 2005 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Jardins de la Lironde ;
- Vu la délibération n° 16/1998 du Conseil municipal en date du 30 mars 1998 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) l'aménagement de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde ;
- Vu la concession d'aménagement signée en date du 13 mai 1998 ;
- Vu la délibération n° 44/2001 du Conseil municipal en date du 25 juillet 2001 approuvant les termes de l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement ;
- Vu l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement signé le 6 septembre 2001 et plus particulièrement ses articles 8 ter et 17-IV ;

Considérant :

- Que Monsieur Bruno ZERMATI, envisage sur sa propriété, située au sein de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde, la transformation d'un bâti existant (ancienne écurie) en maison individuelle de 115 m² de surface de plancher.
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de compléter la demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier et Monsieur Bruno ZERMATI, afin de préciser les conditions de sa participation financière au coût de l'équipement de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde, la parcelle cadastrée section DL n°589, objet du programme de construction, étant localisée à l'intérieur du périmètre de ladite ZAC mais non acquise par l'aménageur et propriété de Monsieur ZERMATI ;
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :
 - Surface de plancher (SDP) envisagée : 115 m²
 - Calcul du montant estimé de la participation :
 - Base de calcul : 160 €/ m² SDP (valeur année 2012)
 - 115 x 160 = 18 400 €

Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SHON autorisés par le permis de construire effectivement délivré.

Décide en conséquence :

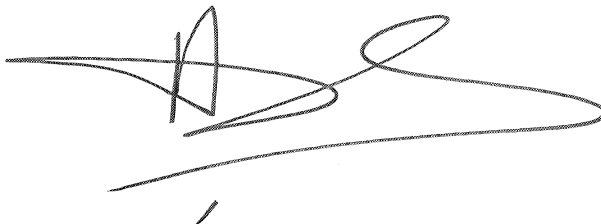
- De conclure la convention de participation entre la Ville de Montpellier et Monsieur Bruno ZERMATI, telle qu'annexée à la présente décision ;
- D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) selon les modalités de l'article 4.2 de la convention de participation.

Montpellier, le 8 novembre 2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Notifiée le :

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'M' followed by a long horizontal stroke and a small vertical tick at the end.

**ZAC Port Marianne
Jardins de la Lironde**

**CONVENTION DE PARTICIPATION
aux équipements publics de la ZAC**
(article L. 311-4 du Code de l'Urbanisme)

Parcelle section DL n°589

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Madame le Maire Hélène Mandroux, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 2 avril 2008, modifiée le 30 mars 2009,

Ci-après dénommée la **Collectivité** ou la Ville,

de première part,

ET

Monsieur Bruno ZERMATI, demeurant au 2-Quartier Belumet – 34920 LE CRES,

Ci-après dénommé le **Constructeur**

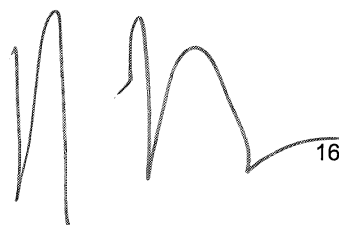
de seconde part,

Est également intervenue à la présente convention de participation, en vertu de la Concession d'Aménagement approuvée le 30 mars 1998, la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine SAEM, par abréviation S.E.R.M., Société Anonyme d'Economie Mixte au capital de 5.894.000 €, dont le siège est en l'Hôtel de Ville de Montpellier et les bureaux à Montpellier (34960) Etoile Richter, 45-place Ernest Granier, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro B 462 800 160,

Représentée par Monsieur Thierry LAGET, agissant aux présentes :

- tant en sa qualité de Directeur Général, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du conseil d'administration de ladite société en date du 22 septembre 2009,
- qu'en vertu des pouvoirs résultant tant de ladite délibération que des dispositions de l'article 21 des statuts,

Ci-après dénommée la **SERM**

 16/10/2012

not

IL EST EXPOSE CE QUI SUI

D'une superficie d'environ 40 hectares, la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde est une opération d'aménagement à dominante logement ; toutefois des programmes d'activités et bureaux ont été réalisés sur le pourtour Est de la ZAC, le long de l'avenue du Mondial 98.

Le dossier de réalisation et notamment le programme des équipements publics ont été approuvés par délibération du conseil municipal du 29 septembre 2000. Par Délibération en date du 28 février 2005, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde. Le dossier de réalisation a été approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 25 juillet 2005.

La SERM a démarré fin 2003 les travaux du programme d'équipement public dans le secteur Nord-Est de la ZAC, avec notamment la desserte et la viabilité des premières tranches de construction. Par ailleurs, la SERM a réalisé les travaux d'aménagement de la partie Est du parc public de 9 hectares, ainsi que les travaux prolongeant la rue Léonard de Vinci jusqu'à l'avenue du Mondial 98 en desservant le centre du quartier.

Au cours des années 2006-2008, les travaux de desserte des programmes immobiliers (îles C, D, E, F et Z) se sont poursuivis. En 2009, la viabilisation du secteur Ouest s'ouvre par l'aménagement de la rue Fra Angelico. Parallèlement, l'aménagement des espaces plantés continue à mesure que progresse l'urbanisation.

Les constructions à l'intérieur du périmètre de la ZAC ont été exclues du champ d'application de la Taxe Locale d'Equipeement en application de l'article 1585 C du Code Général des Impôts, la charge du coût des équipements généraux de la ZAC correspondant aux seuls besoins des usagers étant mis à la charge des constructeurs, conformément à l'article 317 quarter du Code Général des Impôts.

Le constructeur signataire des présentes envisage la transformation d'un bâti existant (ancienne écurie) en maison individuelle, sur un terrain situé à l'intérieur du périmètre de ZAC dont il est propriétaire, mais non auprès de la SERM aménageur. La demande de permis de construire correspondante a été déposée en Mairie de Montpellier le 20 juin 2012 sous le numéro MONTPELLIER 34 PC 12 V0159.

La présente convention, établie en application de l'article L 311.4 du Code de l'Urbanisme, a pour objet de définir les conditions de la participation du constructeur signataire des présentes, Monsieur ZERMATI, au coût de l'équipement de la zone, réalisé conformément au programme des équipements publics de la ZAC.

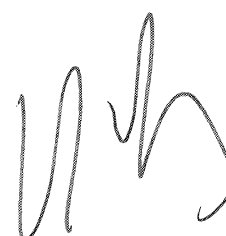
CELA EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

1.1. La présente convention concerne le terrain dont la désignation suit :

une parcelle située à Montpellier, Avenue Albert Einstein, comprise dans le périmètre de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde,

cadastrée section DL n°589.



16/10/2012

1058

- 1.2. Le constructeur envisage la transformation d'un bâti existant (ancienne écurie) en maison individuelle, correspondant à 115 m² de surface de plancher.

Une extension ultérieure pourra être admise, le cas échéant, si les dispositions du document d'urbanisme réglementaire le permettent, et après versement d'une participation aux équipements de la ZAC dans les conditions définies ci-après.

- 1.3. La réalisation de ce programme doit s'effectuer conformément au document d'urbanisme réglementaire, à savoir le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006, et modifié par délibérations du Conseil Municipal successives.
- 1.4. Il est ici rappelé qu'au titre de l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme, la présente convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire.

ARTICLE 2 – EQUIPEMENTS MIS A LA CHARGE DE L'OPERATION

- 2.1. En application du programme des équipements publics de la zone approuvé par délibération en date du 29 septembre 2000, les équipements dont la liste suit sont mis à la charge des constructeurs de la zone :

- voiries internes de la ZAC,
- réseaux assainissement – eaux usées – eaux pluviales,
- réseaux d'adduction eau potable,
- éclairage public,
- espaces verts,
- réseau électricité,
- réseau télécommunications.

- 2.2. La part des dépenses de réalisation de ces équipements mise à la charge des constructeurs est répartie, quelles que soient les catégories de construction, en proportion de la surface hors œuvre nette construite.

ARTICLE 3 – MONTANT DE LA PARTICIPATION

- 3.1. Le constructeur réalise sur le terrain visé à l'article 1 une réhabilitation représentant **115 m²** de SDP.

- 3.2. Le montant de la participation du constructeur au coût des équipements publics de la zone est fixé à **160 €** par mètre carré de SDP autorisé par le permis de construire. Cette participation sera majorée de l'indexation, dans les conditions fixées à l'article 5 ci-après.
Sur la base de la demande de permis de construire, à savoir **115 m² de SDP**, le montant de la participation du constructeur pour le programme visé ci-dessus s'établit à la somme de :

$$115 \times 160 = 18.400 \text{ euros.}$$

- 3.3. Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SDP autorisés par le permis de construire effectivement délivré.



16/10/2012

2089

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT

- 4.1. Le constructeur s'engage à notifier l'arrêté de permis de construire à la SERM dans les **huit jours** de sa délivrance.
- 4.2. En application de la concession d'aménagement approuvée le 30 mars 1998, passée entre la Collectivité et la SERM chargée de l'aménagement et de l'équipement de la zone, le Constructeur s'engage à verser directement le montant de la participation prévue par la présente convention à la SERM.
- 4.3. Le constructeur s'engage à verser l'intégralité de la participation au coût des équipements publics de la zone à l'obtention du permis de construire, devenu définitif en l'absence de recours ou de retrait dans le délai légal.
- 4.4. Passée sa date d'échéance, la somme due au titre de la présente convention de participation, à quelque titre que ce soit, portera intérêt au taux de l'intérêt légal à la date d'échéance, majoré de cinq points, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, et sans que le paiement de ces intérêts dégage l'acquéreur de son obligation de payer à la date prévue à la SERM, laquelle conserve la faculté de l'y contraindre et ce, sans préjudice pour la SERM de son droit à résolution du contrat, et à des dommages-intérêts.

ARTICLE 5 – INDEXATION

Le versement prévu à l'article 4 ci-dessus sera indexé sur l'Indice National des Travaux Publics TP01, tel qu'il est établi par le Ministère de l'Economie et des Finances, par application à la somme due à échéance du rapport I/Io dans lequel :

- I_o est le dernier indice connu à la date de la décision de Madame le Maire approuvant le projet de convention ;
- I est le dernier indice connu 15 jours avant la date d'échéance considérée.

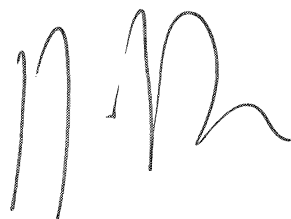
ARTICLE 6 – DEGREVEMENT

En cas de modification du permis de construire entraînant une diminution ou la suppression de la participation, de péremption du permis de construire ou son annulation, la somme correspondante est restituée au Constructeur si le versement a été effectué.

Si le versement n'a pas été effectué, le montant de la participation sera réduit à due concurrence.

ARTICLE 7 – TRANSFERT DU PERMIS – MUTATION

Dès lors que le terrain ci-avant désigné et les constructions s'y trouvant seraient pour tout ou partie vendus, ou qu'ils feraient l'objet de contrats conférant des droits réels à un tiers, ou encore en cas de transfert de permis de construire, les obligations résultant de la présente convention seront transférées de plein droit aux bénéficiaires de ces ventes ou transferts. Le constructeur s'engage à faire insérer dans les actes afférents, l'obligation pour son acquéreur ou tout autre tiers détenteur des droits réels d'exécuter et de transmettre aux acquéreurs successifs, les obligations résultant de la présente convention de participation auxquelles il n'aurait pas été satisfait.



16/10/2012

1060

Le constructeur sera tenu solidairement avec ses successeurs du paiement des fractions de participation non encore effectuées à la date de l'acte de vente ou de tout autre acte conférant une partie des droits réels ou encore à la date de transfert du permis de construire.

ARTICLE 8 – LITIGES

Tout litige résultant de l'application de la présente convention de participation et ses suites sera du ressort du tribunal administratif de Montpellier.

ARTICLE 9 – FRAIS

Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention de participation sont à la charge du Constructeur.

ARTICLE 10 – EFFETS

- 10.1. La signature de la présente convention ne préjuge pas des délais d'instruction de la demande de permis de construire déposée par le constructeur, ni de la décision qui sera prise à l'issue de cette instruction.
- 10.2. Si par impossible, une stipulation quelconque de la présente convention était entachée d'illégalité, la constatation de ladite illégalité n'emporterait pas, sauf indivisibilité, la nullité du surplus.

ARTICLE 11 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention de participation, les parties intervenantes font élection de domicile :

- Pour la Collectivité en l'Hôtel de Ville,
- Pour le Constructeur en son siège administratif,
- Pour la SERM en son siège administratif

Fait à Montpellier,

Le

(en cinq exemplaires originaux)

Pour la Collectivité

Pour le Constructeur

Pour la SERM



16/10/2012

1061

**Réhabilitation de la salle de concert "Le Rockstore" -
Désamiantage & Démolition**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le Code des marchés publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2012/2877/T/R en date du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, Adjoint au Maire délégué au quartier Port Marianne, à la gestion active et durable du patrimoine, à l'économie des ressources et des énergies ;

Considérant :

- Que le Rockstore est un établissement recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée (discothèque et salle de concert) ;
- Que la ville de Montpellier a acquis ce bâtiment ;
- Qu'actuellement, aucun traitement particulier n'a été observé pour le traitement acoustique de la salle ;
- Que la ville de Montpellier souhaite mettre en conformité acoustique le Rockstore.
- Que dans ce cadre, un marché public a été lancé à procédure adaptée « Réhabilitation de la salle de concert Le Rockstore – Désamiantage & Démolition » ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que la société VOLPILIERE a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- L'offre de la société VOLPILIERE – ZI Les Aiguillons, Chemin du Berger, 30230 BOUILLARGUES – est retenue, pour un montant de 79 692 € HT.
- La dépense sera imputée sur le budget 2012 de la ville de Montpellier – Direction Architecture et Immobilier ; Ligne : 16294 – Nature : 2135 – Fonction : 900207.
- Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisée à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Directeur général des services de la ville et Monsieur le Percepteur de la ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

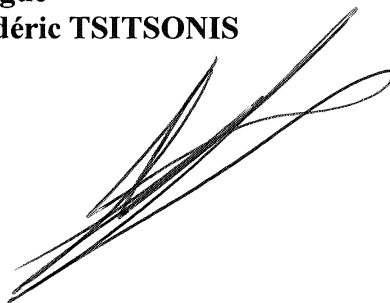
- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Montpellier – 3 rue Pitot, 34000 MONTPELLIER.

Montpellier, le 06/11/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 07/11/2012
Notifiée le :





Théâtre Jean Vilar, saison 2012-2013
Contrat de co-accueil avec l'association Montpellier
Danse

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué

Considérant :

- Que la Ville, *via* le théâtre Jean Vilar, a décidé de co-accueillir, avec l'association Montpellier Danse, la compagnie Via Katlehong Dance;
- Que deux représentations de l'œuvre chorégraphique *Katlehong Cabaret* seront données les 8 et 9 novembre 2012 au théâtre Jean Vilar ;
- Qu'il convient de formaliser les conditions de ce co-accueil ;

Décide en conséquence :

- D'approuver le contrat de co-accueil, présenté en annexe, entre la Ville de Montpellier et l'association Montpellier Danse ;
- De dire que les partenaires se répartiront les coûts conformément au budget prévisionnel joint en annexe, notamment pour le théâtre Jean Vilar une prise en charge des coûts techniques et d'accueil, pour un montant estimé à 5 500 € HT
- De dire que les recettes induites par ces représentations seront mises en commun entre les partenaires ;
- De dire que la Ville (théâtre Jean Vilar), au-delà des coûts techniques et d'accueil, aura à sa charge 33.33% du résultat de l'organisation des représentations, estimé selon le budget prévisionnel, à 7 755 € H.T. ;
- De dire que les sommes correspondantes seront imputées sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 8/11/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 9/11/2012
Notifiée le :

MONTPELLIER DANSE

AGORA_CITÉ INTERNATIONALE DE LA DANSE

direction : Jean-Paul Montanari

Contrat de co-accueil- saison 2012-2013

Entre les soussignés :

Pour le Théâtre Jean Vilar, la Ville de Montpellier

Téléphone : 04 67 40 76 06 – Fax : 04 67 40 28 65

Email : administration-theatre.jvilar@ville-montpellier.fr

SIRET : 213 401 72 20 0011 / APE : 8411Z

Licences d'entrepreneur du spectacle : n°1- 1030066 et n°3- 1027742

Représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire ci-après désignée par le terme co-organisateur .

et

Montpellier Danse

Téléphone : 04 67 60 86 60 – Fax : 04 67 60 83 06

association déclarée à la préfecture de l'Hérault

siège social : 18 rue Sainte Ursule –CS 39520 – 34961 Montpellier cedex 2,

n° Siret 322 375 882 00055 code ape 9001Z –

licences d'entrepreneur du spectacle n° 2-1041886 et n°3-1041887

représentée par son directeur, Jean-Paul MONTANARI – co-organisateur, d'autre part.

Il est rappelé ce qui suit :

Le Théâtre Jean Vilar et Montpellier Danse ont décidé de co-accueillir la compagnie VIA KATLEHONG DANCE dans leur saison 2012-2013.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

Le Théâtre Jean Vilar et Montpellier Danse décident de diffuser un spectacle pour deux représentations données au Théâtre Jean Vilar, de l'œuvre chorégraphique suivante :

Katlehong Cabaret

Jeudi 8 et vendredi 9 novembre 2012 à 20h – Théâtre Jean Vilar

Les tarifs pratiqués seront ceux pratiqués habituellement par le Théâtre Jean Vilar et Montpellier Danse. La capacité retenue pour ce spectacle au Théâtre Jean Vilar est de 748 places (2 fois 374 places). La répartition de la jauge à vendre est faite d'un commun accord entre les parties, le quota retenu pour chacun est de 374 places par représentation, cette répartition pourra être modifiée selon les besoins de chacun.

Le Théâtre Jean Vilar et Montpellier Danse assureront la communication, la promotion de leurs abonnements sur leurs programmes respectifs ainsi que la vente des places.

Le Théâtre Jean Vilar et Montpellier Danse effectueront chacun la gestion des invitations compagnie, presse et protocole selon le quota respectif de places attribué à chacun.

Article 2 : Obligations du Théâtre Jean Vilar

Le Théâtre Jean Vilar présentera le spectacle dans son programme de saison et le proposera à ses abonnés. Le Théâtre Jean Vilar aura à sa charge les coûts d'accueil technique de la compagnie ainsi que les coûts d'accueil des spectateurs.

Le Théâtre Jean Vilar constituera l'équipe technique et louera le matériel en fonction de la fiche technique de la compagnie.

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales de son personnel affecté à ces fonctions.

Le Théâtre Jean Vilar présentera le spectacle dans son programme de saison et le proposera à ses abonnés, mettra en commun ses recettes propres de billetterie avec celles de Montpellier Danse.

Le Théâtre Jean Vilar aura à sa charge 33,33% du résultat de l'organisation des représentations

Le Théâtre Jean Vilar éditera la feuille de salle.

Article 3 : Obligations de Montpellier Danse

Montpellier Danse présentera le spectacle dans son programme de saison et le proposera à ses abonnés, mettra en commun ses recettes propres de billetterie avec celles du Théâtre Jean Vilar.

Montpellier Danse signera le contrat de cession de droits avec la compagnie et en assurera le paiement.

Montpellier Danse s'assurera que la compagnie dispose de tous les droits artistiques, notamment chorégraphiques et musicaux. Il prendra en charge les cachets des spectacles, les frais annexes éventuels et les frais d'accueil.

Montpellier Danse aura à sa charge 66,66% du résultat de l'organisation des représentations.

Article 5 : Clause financière

Les parties au contrat ont décidé de partager à 33,33% pour le Théâtre Jean Vilar et 66,66% pour Montpellier Danse le résultat de l'organisation des représentations selon la description budgétaire ci-jointe en annexe.

A l'issue des représentations une situation sera établie avec mise en commun de l'ensemble des charges et des recettes de billetterie avec partage du résultat.

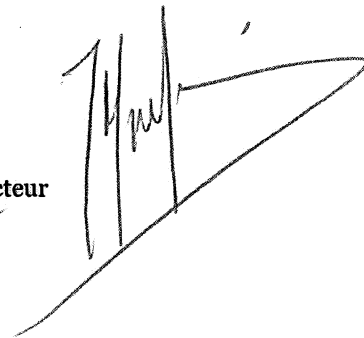
Article 6 : Compétence juridique

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc...).

Fait en triple exemplaires à Montpellier le 27 septembre 2012

pour le Théâtre Jean Vilar , la Ville de Montpellier
Philippe SAUREL, Maire-Adjoint Délégué à la Culture

pour Montpellier Danse
Jean-Paul MONTANARI , Directeur

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. P. Montanari', written over a horizontal line.

SAISON 2012-2013

BUDGET PRÉVISIONNEL Hors Taxes

THEATRE JEAN VILAR/ MONTPELLIER DANSE

8 et 9 nov 2012

Katlehong Cabaret

(détail des recettes et charges relatives au spectacle en montant HT)

	à charge de TJEAN VILAR	à charge de MD	TOTAL
<u>prix de vente du spectacle (2 rep.)</u>		12 000 €	12 000 €
<u>frais annexes</u>			
défraiements repas : 11 personnes x 4 jours x 34,20€		2 069 €	2 069 €
hébergement : 12 personnes x 5 nuits (Ibis comédie)		4 335 €	4 335 €
voyages		4 125 €	4 125 €
frais de visas		295 €	295 €
<u>Accueil</u> (estimation)	500 €		500 €
<u>Technique</u> (estimation)	5 000 €		5 000 €
<u>Droits d'auteur (SACD/SACEM)</u> (12% du cachet)		1 440 €	1 440 €
TOTAL DES CHARGES	5 500 €	24 264 €	29 764 €
Billetterie Théâtre Jean Vilar HT	3 250 €		3 250 €
Billetterie Montpellier Danse HT	- €	3 250 €	3 250 €
		- €	- €
TOTAL DES RECETTES	3 250 €	3 250 €	6 500 €
MARGE	-2 250 €	-21 014 €	-23 264 €
REPARTITION			
THEATRE JEAN VILAR (33%)			-7 755 €
MONTPELLIER DANSE (66%)			-15 509 €

estimation billetterie : 400 x 15€ x 90% x 60% (avec TN à 15) 3 240

MONTPELLIER DANSE
Agora, cité internationale de la danse
CS 39520 - 34496 | Montpellier Cedex 02
T : 04 67 60 83 61 - F : 04 67 60 83 06
SIRET : 322 375 882 00035 - APE 9001Z
Licences 2-1041885 et 3-1041887

27/09/12

bdgt TJVilar.xlsx

1069



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour l'achat de vélos à assistance électrique
(VAE) de type vélo ville cadre mixte/dame, pièces
détachées, accessoires, équipements et prestations de
maintenance électrique**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de vélos à assistance électrique (VAE) de type vélo ville cadre mixte/dame, pièces détachées, accessoires, équipements et prestations de maintenance électrique pour la Ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA 2M1197), conformément aux articles 28 et 77 du Code des Marchés Publics, en date du 24/07/2012, la société ATZ GMBH, 48 341 ALTENBERGE (Allemagne) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à société ATZ GMBH, pour un montant total de commandes maximum de 40 000 € HT, pour une durée allant de la date de sa notification au 30 août 2014.
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement et investissement de la Ville, natures 2182, 2188, 6032, 60628 et 61551 tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 08/11/2012

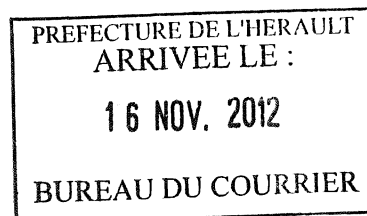
Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :

Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/417



**marché à procédure adaptée pour l'acquisition et la
mise en œuvre d'un logiciel de gestion informatisée du
courrier et du matériel de dématérialisation
Avenant n°2 société ODYSSEE INGENIERIE**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévitte adjoint délégué ;
- Vu le marché passé avec l'entreprise Odyssee Ingénierie à la suite d'une consultation d'entreprises réalisée dans le cadre d'une procédure adaptée conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics ;

Considérant :

- que le planning de déploiement d'Acropolis sur l'ensemble des directions de la Ville est prévu jusqu'au mois de décembre 2012
- que la mise en place du parapheur électronique est décalée

Décide en conséquence :

- de passer un avenant avec l'entreprise Odyssee Ingénierie ayant pour objet de prolonger la durée du marché jusqu'au 17 décembre 2012
- d'autoriser Madame Le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer cet avenant

Montpellier, le 16/11/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITTE

Publiée le : 19/11/2012
Notifiée le :



CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ Alain NOZERAND
Décision de défendre
Dossier PE 10 V 0113

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que M. Alain NOZERAND a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n°423 rue de Bionne ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 25/10/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 26/10/2012
Notifiée le :



Modification de la régie d'avances Manifestations culturelles- Avance complémentaire et temporaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision du 16/09/2005, instituant une régie d'avances Manifestations Culturelles auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine,
- Vu la Décision du 04/11/2005 relative à l'ouverture d'un compte courant,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 30/10/2012,
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

CONSIDERANT que pour assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances Manifestations Culturelles, il est nécessaire, dans le cadre de la ZAT Arceaux, d'accorder une avance complémentaire et temporaire d'un montant de 4 000 €.

D E C I D E

Article 1 :

Dans le cadre de la ZAT Arceaux qui se déroule le 10 et 11 novembre 2012, une avance complémentaire et temporaire d'un montant de 4 000 € est accordée pour les dépenses liées à cette manifestation portant ainsi le montant total de l'avance à 6 500 €.

Cette somme sera reversée par le régisseur à la Trésorerie Municipale à l'issue de cette manifestation.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

05/11/2012


MAX LEVITA

Publiée le : 06/11/2012

Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/420

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: prestation de restauration sur place (catering)
pour les artistes et techniciens de la manifestation
ZAT! Arceaux, novembre 2012**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville organise les 10 et 11 novembre 2012 la cinquième édition de la manifestation ZAT !, zone artistique temporaire, dans le quartier des Arceaux ;
- Qu'il convient de prévoir un service de restauration sur place pour les artistes et techniciens, du 7 au 12 novembre 2012 (montage et démontage de la manifestation compris) ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, en date du 15 octobre 2012, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, l'entreprise Sauce Cévennes a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité (mapa 2M1597) à l'entreprise Sauce Cévennes, Salièges, 48 400 Bedouès, pour un montant compris entre 10 000 et 20 000 € HT pour la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le :
Notifiée le :

1075

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: suivi et exécution des outils de signalétique et
de communication de la Panacée, art et culture
contemporaine**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;
- Vu la décision n°2012/318 du 28 août 2012 attribuant à la société ABRèGe S.A.R.L. le marché de création et déclinaisons de l'identité visuelle de la charte graphique et de la signalétique de la Panacée, Art et culture contemporaine ;

Considérant :

- Que l'identité visuelle de la Panacée, créée par la société ABRèGe, doit être déclinée et produite en divers outils de signalétique et de communication ;
- Que cette réalisation doit faire l'objet d'un suivi d'exécution par les concepteurs même de l'identité visuelle, afin d'en garantir le respect ;
- Que, conformément à l'article 28 du Code des Marchés publics, compte tenu de l'objet du marché, ce mapa (2M1714) peut être passé sans publicité ni mise en concurrence ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société ABRèGe S.A.R.L., 50 bis rue du Faubourg de Figuerolles, 34070 Montpellier, pour un montant de 29 790.00 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

09/11/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le :
Notifiée le :



**Droit d'accès à la plate-forme multi-utilisateurs
INSITO
via un accès sécurisé
Contrat avec la Société FINANCE ACTIVE**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation n° 2011/2176/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- que le contrat initial N° 3FR341029 avec la Société Finance Active pour un droit d'accès multi-utilisateurs INSITO via un accès sécurisé autorisé par la décision N° 3948 du 6/11/2006, dont le renouvellement pour 3 ans sous le N° 9119 autorisé par la décision N° 2009-545 du 4/11/2009 arrive à échéance et qu'il convient de le renouveler,
- qu'en application de l'article 28-II du Code des Marchés Publics, la reconduction du marché à procédure adaptée sera passée sans publicité ni mise en concurrence préalable, la prestation ne pouvant être assurée que par la Société Finance Active (MAPA N° 2M1628).

Décide en conséquence :

De reconduire à compter du 1er décembre 2012 le contrat annuel auprès de la Société Finance Active (Contrat N° 15486) qui, sauf dénonciation deux mois avant sa date d'échéance, se renouvellera deux fois par tacite reconduction.

La dépense correspondante s'élève à 5 635,00 € HT (16 905,00 euros HT pour 3 ans, montant révisable annuellement selon l'indice SYNTEC).

La somme est prévue au budget 2012 de la Ville de Montpellier, chapitre 920.

Montpellier, le 12/11/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 13/11/2012

Notifiée le :

N°: 15486

Le présent contrat se substitue au contrat 9119

Le présent contrat est signé entre Finance active et le Client soussigné :

ci-après "les Parties"

Dénomination : VILLE DE MONTPELLIER

Représenté par :

Fonction :

Adresse : **HÔTEL DE VILLE 1 PL FRANCIS PONGE
34000 MONTPELLIER**

Droit d'accès multi-utilisateurs Insito de Finance active via un accès sécurisé

Suivi de la dette,
Connexion aux marchés financiers,
Mise à jour automatique des échéanciers,
Génération des états annexes réglementaires,
Système d'alertes et de veille,
Observatoire Finance active de la dette, invitations Clubs et Rencontres,
Accompagnement permanent d'un consultant dédié.

Alliance :
Suivi de la dette garantie.
Connexion aux index de marchés.
Mise à jour automatique des échéanciers.
Génération des états annexes réglementaires.
Calcul des ratios prudentiels.
Informations financières et législatives.

Interface - Mandatement :

Durée du Droit d'accès

Le droit d'accès est souscrit pour une durée de 3 ans à compter du 01/12/2012

Le contrat est résiliable annuellement selon les modalités prévues aux articles 10 et 11 des Conditions Générales.

Droit d'accès (prix annuel)			
H.T.	Taux TVA	TVA	TTC
EUR 5 635,00	19,6 %	EUR 1 104,46	EUR 6 739,46
Offre valable jusqu'au 16/10/2012			
Payable : 30 jours, date de facture			

Frais de mise en service (Paramétrage, intégration, cadrage et formation initiale)			
H.T.	Taux TVA	TVA	TTC
EUR 0,00	19,6%	EUR 0,00	EUR 0,00
Offre valable jusqu'au 16/10/2012			
Payable : 30 jours, date de facture			

Cachet et Signature Finance active

Cachet : 

Nom : **Alain SCHNEIDER**
Responsable Services & Conseils Financiers

Date : 16/10/2012

Cachet et Signature du Client*
Le soussigné reconnaît avoir pris connaissance des conditions générales au verso et les accepte.

Cachet :

Signature : _____

Lu et approuvé : _____

Date : ____/____/____

Contacts du Client*

(Le Client utilise les Services pour un usage interne et ne peut permettre l'utilisation par des tiers extérieurs)

Utilisateur 1 : _____ e-mail _____ @ _____ fonction _____

Utilisateur 2 : _____ e-mail _____ @ _____ fonction _____

Utilisateur 3 : _____ e-mail _____ @ _____ fonction _____

*à remplir par le Client

Téléphone : _____

/ Fax : _____

PREAMBULE

Finance active a développé plusieurs solutions en vue d'assister les entreprises ou les établissements publics dans leur gestion financière. Ces solutions associent une expertise financière à une plateforme logicielle en ligne. Le Client, identifié au recto (Conditions Particulières) du présent document, est intéressé par l'accès aux services de Finance active. Dans ce contexte, les Parties se sont rapprochées pour conclure le présent contrat.

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent contrat a pour objet de définir les conditions d'accès par le Client à une ou plusieurs plateformes proposées par Finance active, ainsi que les prestations de support et d'expertise associées, et dont l'ensemble constitue le(s) Service(s). Les prestations et les fonctionnalités de la plateforme dont bénéficie le Client sont précisées aux Conditions Particulières.

Le Service porte, selon l'offre souscrite et comme il est également précisé aux Conditions Particulières, sur les éléments financiers de différentes natures (emprunts, placements, garanties, flux financiers historiques ou prévisionnels, produits dérivés, etc.) qui auront été intégrés dans la plateforme (les « Données financières »).

Si le Client a souscrit plusieurs Services auprès de Finance active, que ces souscriptions soient simultanées ou non, les contrats relatifs à chaque Service sont indépendants.

ARTICLE 2 - DUREE DU CONTRAT

Le Service est souscrit pour une Durée Initiale spécifiée aux Conditions Particulières. Cette durée s'entend à partir de la date de transmission au Client des codes permettant aux utilisateurs prévus aux Conditions Particulières d'accéder à la plateforme (« Date de Démarrage »). A l'issue de la Durée Initiale, sauf résiliation dans les conditions visées à l'article 10, le contrat se renouvellera annuellement par tacite reconduction.

ARTICLE 3 - PRIX DU SERVICE

3.1 Le Contrat est souscrit moyennant le versement du prix fixé aux Conditions Particulières, comprenant :
- des Frais d'initialisation rémunérant la prestation de paramétrage du compte du Client dans la plateforme ainsi que la session de formation initiale
- un Droit d'accès annuel rémunérant l'accès aux fonctionnalités et prestations décrites aux Conditions Particulières; le montant du Droit d'accès tient compte des caractéristiques des Données financières du Client, de la structure du compte du Client, et du nombre d'accès à la plateforme.

3.2 Le montant du Droit d'accès sera révisé d'un commun accord par avenant si le Client souhaite bénéficier de capacité ou de prestations additionnelles.

3.3 Le montant du Droit d'accès sera en outre revu annuellement selon la formule d'indexation suivante : $P = P_0 \times S / S_0$ dans laquelle : P est le prix après révision; P_0 est le prix initial; S = indice SYNTEC connu à la date de révision du contrat; S_0 = indice SYNTEC du mois de signature du contrat. L'indice SYNTEC, reconnu par le Ministère de l'Economie et des Finances, mesure l'évolution du coût de la main d'œuvre, de nature intellectuelle, pour les prestations fournies.

ARTICLE 4 - CONDITIONS DE REGLEMENT

Les Frais d'initialisation sont payables à l'issue de la formation initiale. Le Droit d'accès est facturé pour la première année à la Date de Démarrage définie à l'article 2, puis, en cas de renouvellement, à Date de Révision, terme à échoir. Le Droit d'accès est payable à 30 jours, date de facture. Sauf accord particulier, le paiement des factures s'effectue à réception de la facture. Le Contrat est réputé souscrit à compter de la date de versement effectué à Finance active.

Toute facture impayée à la date d'échéance entraîne, sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure, l'application de pénalités de retard. Les délais de paiement et les pénalités de retard sont ceux définis à l'article 98 du Code des Marchés Publics et à l'article 5 du décret 2002-232 du 21 février 2002.

ARTICLE 5 - ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE

Dans le cadre des prestations fournies au titre du Contrat, Finance active s'engage à l'égard du Client, à respecter la plus stricte confidentialité.

5.1 L'engagement de Finance active porte sur les Informations Confidentielles suivantes :
- tous les documents et informations relatifs Données financières que le Client aura communiqués à Finance active;
- tous les éléments et informations qui auront pu être communiqués à l'occasion de discussions ou de rencontres entre Finance active et le Client;
- tous les éléments et informations dont Finance active serait susceptible de prendre connaissance à l'occasion de l'exécution de ses obligations au titre du présent Contrat.
Cet engagement ne porte pas sur les informations, même relatives au Client, dont Finance active aurait pu avoir connaissance par ailleurs en l'absence du présent contrat.

5.2 Finance active s'engage expressément :
- à ne pas, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit et à quelque titre que ce soit, utiliser les Informations Confidentielles pour son propre compte ou pour le compte d'un tiers ou permettre une telle utilisation à d'autres fins que celles concernant la bonne exécution du contrat;
- à ne divulguer les Informations Confidentielles qu'à ses salariés ou conseillers directement concernés par la réalisation du contrat et à prendre toutes les mesures, judiciaires ou autres, pour empêcher toute divulgation sous quelque forme que ce soit;
- à ne communiquer les Informations Confidentielles à ses salariés ou conseillers précités qu'à la condition que ces derniers aient préalablement signé un accord de confidentialité comportant les mêmes obligations que celles contenues dans le présent engagement.

Finance active s'engage en outre :

- à ne copier ou laisser copier, par quelque procédé de reproduction que ce soit, en totalité ou partiellement, les supports comportant des éléments constitutifs d'Informations Confidentielles, excepté pour les besoins directement et strictement liés à la bonne exécution du contrat, sans l'accord préalable écrit du Client;
- à prendre toutes dispositions pour soumettre les Informations Confidentielles au même processus de conservation et de protection que ses propres documents et informations les plus sensibles.

5.3 Les Informations Confidentielles ainsi que leurs supports sont et resteront la propriété du Client et lui seront restitués à première demande.

5.4 La constatation par le Client d'un éventuel manquement caractérisé, de la part de Finance active, à l'une quelconque des obligations décrites au présent article pourra entraîner la résiliation de plein droit du Contrat dans les conditions prévues à l'article 10 ci-après, nonobstant toute demande de dommages-intérêts.

5.5 En conformité avec cet engagement de confidentialité, Finance active pourra utiliser certaines données relatives au Client et présentes dans la plateforme afin de produire de l'information synthétique, étant expressément entendu que les données du Client seront exclusivement utilisées sur une base statistique et strictement anonyme.

5.6 Le présent engagement de confidentialité survivra à l'expiration du contrat, quelle qu'en soit la cause, pour une durée de 2 ans.

ARTICLE 6 - RESPONSABILITES ET GARANTIE

6.1 Dans le cadre de l'exécution du Service, Finance active est tenue envers le Client à une obligation de moyens.

6.2 Il est possible dans le cadre du Service, que Finance active apporte des informations, des données ou des conseils au Client, de manière formelle ou informelle. Le Client reconnaît expressément que les informations, données ou conseils apportés par Finance active dans le cadre du Service peuvent dépendre de la manière dont les objectifs de gestion du Client sont compris par les équipes de Finance active. Dès lors, le Client reconnaît qu'il est de son devoir de confronter de tels conseils, données ou informations

avec ses propres données ou analyses, et que Finance active ne pourra en aucun cas être tenu responsable de l'usage qui en est fait par le Client. Le Client reconnaît en particulier qu'il est entièrement responsable des décisions qu'il prend ou ne prend pas, ainsi que des positions qu'il adopte, annule, ou n'adopte pas, suite aux conseils ou données communiqués, même formellement, par Finance active dans le cadre du contrat.

6.3 En outre, les prestations rendues par Finance active au Client, au titre du contrat, lui sont strictement réservées. Dans ces conditions, le Client est seul responsable de l'accès à l'information qui lui est donnée par Finance active.

6.4 Finance active n'accepte de responsabilité financière vis-à-vis du Client au titre du contrat qu'en cas d'indexation du Service, ou de faute grave dans son exécution. En outre, quelles qu'en soient les circonstances et les conséquences, la responsabilité financière de Finance active au titre d'éventuels dommages directs ou indirects subis par le Client en cas d'exécution fautive du Contrat par Finance active ne pourra en aucun cas aller au-delà du montant du Droit d'accès annuel.

6.5 La responsabilité de Finance active n'est jamais susceptible d'être engagée en cas de manquement ou d'inexécution de ses obligations du fait d'un événement de force majeure, c'est à dire tout événement extérieur à la volonté de Finance active qui échapperait à son pouvoir et qui empêcherait, retarderait ou alourdirait l'exécution normale de ses obligations, tel que changement de loi ou de réglementation, modification dans l'interprétation d'une règle de droit (revirement de jurisprudence), acte de la puissance publique, guerre, conflits sociaux, blocus, accident grave...

6.6 Finance active déclare avoir souscrit, au titre des prestations objet du contrat, une assurance garantissant sa responsabilité civile professionnelle.

ARTICLE 7 - DONNEES DE MARCHE

Pour les besoins du Service, certaines données de marchés sont utilisées par la plateforme et/ou disponibles en ligne. Finance active s'engage à fournir ses meilleurs efforts pour s'assurer de la fiabilité des données de marché utilisées et présentées; en particulier, Finance active s'engage à puiser ses données de marché auprès de sources de 1^{er} rang.

Toutefois, Finance active reste dépendant des données fournies; en dépit de la réputation des fournisseurs de données, celles-ci peuvent par moment être manquantes ou manquer de fiabilité, en particulier pour les marchés peu liquides.

Le Client s'interdit toute diffusion gratuite ou payante des données de marché disponibles via la plateforme, ainsi que toute utilisation de ces données autrement que dans le cadre du Service, sauf accord écrit préalable de Finance active et des fournisseurs de données de marchés.

ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DU CLIENT

8.1 Le Client s'engage à communiquer à Finance active l'ensemble des documents et informations nécessaires à la bonne exécution du Service. En particulier, le Client s'engage à transmettre à Finance active les éléments liés aux nouvelles Données financières, ou à leur modification, dans les meilleurs délais après la conclusion de l'opération. Le Client s'engage également à vérifier au fil de l'eau que les Données financières qu'il a transmises à Finance active pour intégration dans la plateforme, l'ont été sans erreur. La transmission rapide des Données financières et la vérification de leur correcte intégration sont des étapes essentielles afin de garantir la fiabilité du Service.

8.2 Le Client s'engage à assurer au sein de sa structure une bonne gestion des codes d'accès à la plateforme de Finance active et à communiquer à Finance active, dans les meilleurs délais, la liste des personnes autorisées à utiliser lesdits codes ainsi que ses mises à jour. En particulier, il est expressément convenu que le Client est seul responsable :
- de la protection des codes d'accès aux Services octroyés par Finance active;
- de la liste des personnes autorisées à accéder à ces services;
- de l'annulation des codes ayant été utilisés par des personnes ayant quitté le Client ou susceptibles d'avoir été accidentellement transmises à des tiers.
La responsabilité de Finance active au titre de l'article 6 ne saurait être engagée en cas d'accès aux Informations Confidentielles disponibles dans la plateforme par des tiers qui auraient utilisé un code d'accès du Client.

8.3 Le Client reconnaît l'existence de droits de propriété intellectuelle de Finance active sur la plateforme, ainsi que l'existence d'un savoir-faire de Finance active en ce qui concerne les différents éléments du Service. Le Client s'engage à respecter ces droits et ce savoir-faire, et à les faire respecter par ses employés. Le Client s'engage également à apporter à la protection vis-à-vis des tiers de ces droits de propriété intellectuelle et de ce savoir-faire, le même soin qu'à la protection de ses propres droits et savoir-faire.

8.4 Pendant la durée du contrat et la période d'un an qui suit son achèvement, le Client s'engage à ne pas tenter de débaucher (ni d'aider quiconque à le faire) un salarié quelconque de Finance active. En cas de violation, le Client devra à Finance active, à titre de clause pénale, une indemnité égale à la rémunération perçue par le salarié lors des 12 derniers mois.

ARTICLE 9 - FICHIERS

Les fichiers et bases de données créés et/ou utilisés par Finance active dans le cadre du Contrat répondent aux obligations posées par la loi n°78-17 du 6 juin 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Conformément à la loi n°78-17 du 6 juin 1978, le Client bénéficie d'un droit d'accès et de rectification des informations le concernant figurant aux fichiers.

ARTICLE 10 - RESILIATION

Le Contrat peut être résilié par lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'une des Parties à l'autre Partie deux (2) mois, au moins, avant la date d'anniversaire du Contrat, déterminée en fonction de la Date de Démarrage définie à l'article 2.

En outre, sans préjudice de toute réparation qui pourrait être demandée le cas échéant, la résiliation immédiate du Contrat pourra être notifiée à tout moment, de façon anticipée, par lettre recommandée avec accusé de réception en cas de violation ou non-exécution, par l'une des Parties, de l'une quelconque des présentes stipulations contractuelles et plus particulièrement de l'article 6.4 ci-dessus. Le Contrat sera alors réputé résilié au jour de la réception de la notification précitée.

ARTICLE 11 - NOTIFICATIONS

Aux fins du Contrat, les notifications doivent être faites par écrit (lettre, télégramme, télex, télécopie) avec accusé de réception, à l'adresse des Parties ci-dessous indiquée ou à toute autre adresse qui pourrait être notifiée à l'autre Partie.

Pour la société Finance active : 46, rue Notre Dame des Victoires 75002 Paris
Tél : 01.55 807 840 Fax : 01.40.130.430

Pour le Client : à l'adresse figurant au recto.

La date de notification considérée sera la date de réception de l'écrit, l'avis de réception faisant foi.

ARTICLE 12 - CLAUSES DIVERSES

Le présent document, y compris ses annexes, constitue l'expression définitive et exhaustive de la volonté des Parties.

Il renferme la totalité des conventions entre les Parties et ne saurait être complété ou interprété par des propos ou écrits antérieurs ou simultanés au présent écrit.

Il pourra être complété ou modifié par voie d'avenant signé par les Parties.

Le Contrat est soumis au droit français. Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de l'une quelconque des dispositions du Contrat sera soumise aux juridictions situées dans le ressort de la Cour d'Appel de PARIS, dont la compétence est reconnue expressément.

Finance active	Coordonnées bancaires - Domiciliation : Société Générale Paris Bourse
Banque	Compte
30003 - 03440 - 00020207409 - 10	FR76 30003 03440 00020207409 10
Siret : 430 479 378 00035	APE : 741

**Exposition "Adieu la Suisse! Construction et
déconstruction d'un mythe photographique" au
Pavillon Populaire du 15 novembre 2012 au 10 février
2013
Contrat de mise à disposition des oeuvres**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville présentera au Pavillon Populaire, du 15 novembre 2012 au 10 février 2013 une exposition photographique consacrée à la Suisse ;
- Qu'il convient de formaliser la mise à disposition des œuvres objet de cette exposition ;
- Que, conformément à l'article 35.II-8 du Code des Marchés Publics, ce contrat (mapa 2M1663) ne peut être conclu qu'avec la Fondation Suisse pour la Photographie, détentrice des droits relatifs aux œuvres objet de la mise à disposition;

Décide en conséquence :

- D'approuver la signature du contrat de mise à disposition des œuvres présentées à l'occasion de l'exposition *Adieu la Suisse* avec la Fondation Suisse pour la Photographie, pour un montant de 24 250 francs suisses, soit 20 000 € au moment de la signature du contrat ;
- De dire que le montant réellement versé à la Fondation devra être de 24 250 Francs suisses, quel que soit le cours de l'euro au jour du paiement ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le :
Notifiée le :

Exposition « Adieu la Suisse ! Construction et déconstruction d'un mythe photographique »

Au Pavillon Populaire du 15.11.2012 au 10.2.2013

Contrat de mise à disposition d'une exposition

N°2012 /

ENTRE LES SOUSSIGNES :

la Fondation Suisse pour la photographie
représentée par son Directeur, le Dr. Peter Pfrunder

Fotostiftung Schweiz/ Fondazione Svizzera per la Fotografia
Swiss Foundation for Photography
Grüzenstrasse 45
CH-8400 Winterthur (Zürich)

Phone +41 52 234 10 30
fax +41 52 234 10 40

Email pfrunder@fotostiftung.ch

Ci-après désigné par le terme de « FONDATION ».

ET

La Ville de Montpellier

Direction de la Culture et du Patrimoine
Téléphone : 04 67 34 88 84 Fax : 04 99 58 87 66
N° SIRET : 213 401 72 20 1787 Code APE : 8411Z

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant *es-qualités* en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 27 juillet 2009.

Ci-après désignée par le terme d'« ORGANISATEUR ».



PREAMBULE

Le Pavillon Populaire (Esplanade Charles-de-Gaulle 34000 Montpellier) est un lieu que la Ville de Montpellier dédie entièrement à la photographie. Il s'agit d'un équipement professionnel d'exposition, géré en régie directe par la Direction de la Culture et du Patrimoine et ouvert gratuitement au grand public. Il affiche une programmation de haut niveau, en présentant des œuvres d'artistes de notoriété nationale et internationale. Avec une moyenne de quatre expositions par an, le Pavillon Populaire a réussi à fidéliser un public nombreux, créant une forte attente. On a compté plus de 100 000 visiteurs en 2011.

De nouvelles perspectives de programmation sont établies jusqu'en 2013, sous la direction artistique de Gilles Mora, en charge du pilotage d'un programme d'expositions, avec pour principe l'invitation de

commissaires et d'artistes internationaux autour de thématiques établies. Deux ou trois expositions majeures sont définies autour des thèmes choisis, portant sur environ 8 mois d'expositions, avec des commissaires et artistes invités. Une plage d'environ 2 mois par an est proposée aux acteurs locaux de la scène photographique, comme par exemple

« Les Boutographies – rencontres européennes de la photographie de Montpellier », qui exposera sa sélection pour la troisième année consécutive au Pavillon Populaire (juin 2012).

« Adieu la Suisse ! Construction et déconstruction d'un mythe photographique », est le second volet de la thématique du règne végétal qui a débuté le 13 juillet 2012 avec l'exposition « Au bonheur des Fleurs » sous le commissariat de M. Gilles MORA. L'exposition se déroulera du 15 novembre 2012 au 10 février 2013 au sein du Pavillon Populaire,

Elle mettra en scène une sélection de photographies d'artistes contemporains : Nicolas Faure, Christian Schwager, Jules Spinatsch, Yann Gross, Jean-Luc Cramatte et Martin Stollenwerk ainsi qu'une installation vidéo d'Erich Busslinger. Elle présentera également des œuvres historiques d'Hans Baumgartner, Theo Frey, Hans-Peter Klauser, Gotthard Schuh, Albert Steiner, Jakob Tuggener, Photoglob Wehrli, Photochrom (les œuvres présentées, à l'exception de l'installation vidéo, proviennent à la fois de la collection de la Fondation suisse, Winterthur et du fonds Jakob Tuggener déposé par la Fondation Suisse de la Photographie).

L'exposition « Adieu la Suisse ! » propose six points de vue marquants issus du riche éventail de la photographie documentaire récente qui s'est développée en Suisse depuis les années 90. Leurs qualités sont d'autant plus évidentes lorsque l'on les confronte à une sélection de photographies classiques plus anciennes.

Cette exposition se déroulera sous le commissariat spécial de M. PFRUNDER Peter, elle aura également pour commissaire général Monsieur Gilles MORA en charge du commissariat général des expositions photographiques de la Ville de Montpellier pour la période 2011 - 2013.

Les 6 sélections de photographies contemporaines (env. 119 œuvres) sont complétées par une installation vidéo : Erich Busslinger : Inland-Archiv, 2003

Œuvres historiques (env. 53 œuvres) :

Hans Baumgartner, Theo Frey, Hans-Peter Klauser, Gotthard Schuh, Albert Steiner, Jakob Tuggener, Photoglob Wehrli, Photochrom

CECI EXPOSE, IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Mise à disposition par LA FONDATION de l'exposition photographique « Adieu la Suisse ? Construction et déconstruction d'un mythe photographique », qui sera présentée au public par l'ORGANISATEUR au Pavillon Populaire, sis Esplanade Charles De Gaulle, à Montpellier, du 15 novembre 2012 au 10 mars 2013.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION

L'exposition photographique « Adieu la Suisse ! Construction et déconstruction d'un mythe photographique », se compose de 119 tirages : Nicolas Faure : Travaux divers, env. 1995-2012 (15 Lambda-Prints sur alu, 125 x 161 cm) ; Christian Schwager : Falsche Chalets, 2001-2003 (20 C-Prints sur plastique, 31 x 40,5 cm) ; Jules Spinatsch : Snow Management / Inventar W, 2004-2008 (4 C-Prints sur alu, 80 x 100 cm, 26 C-Prints sur Alu, 26 x 34 cm) ; Yann Gross : Horizonville, 2005-2007 (14 C-Prints, 50 x 60 cm) Jean-Luc Cramatte : Poste mon amour, 2001-2008 (20 Impressions jet d'encre, 41,5 x 41,5 cm) ; Martin Stollenwerk : SBB-Bauten, 2005-2006 (20 Impressions jet d'encre, 55 x 68,5 cm)

Les 6 sélections de photographies contemporaines (119 œuvres) sont complétées par une installation vidéo : Erich Busslinger : Inland-Archiv, 2003

Les 119 photographies sont encadrées par LA FONDATION et conditionnées dans une caisse adaptée construite spécialement pour leur protection par LA FONDATION.

LA FONDATION met à disposition de l'ORGANISATEUR les tirages de l'exposition photographique « Adieu la Suisse ! Construction et déconstruction d'un mythe photographique », du 15 octobre 2012 au 10 avril 2013 compris, le temps de montage et de démontage de l'exposition étant assimilé à cette durée.

Par le présent contrat, l'ORGANISATEUR met à la disposition de la FONDATION deux TIERS de la totalité de l'exposition « Adieu la Suisse ! » à partir de juin 2013, en l'échange de quoi la FONDATION a minoré les frais de mise à disposition de l'exposition d'un tiers du MONTANT TOTAL.

En cas de déplacement de l'exposition « Adieu la Suisse ! » dans une autre structure, un autre pays, l'ORGANISATEUR et la FONDATION se sont mis d'accord pour partager, à hauteur de cinquante pour cent chacun, les frais de location de l'exposition.

ARTICLE 3 - MODALITES D'EXPLOITATION

Le lieu d'implantation de l'exposition photographique « Adieu la Suisse ! Construction et déconstruction d'un mythe photographique » ainsi que la disposition technique de(s) œuvre(s) au sein du lieu de l'exposition objet du présent contrat sont déterminés en accord entre les deux parties, par l'intermédiaire de Messieurs PFRUNDER et MORA pour le commissariat spécial et général.

A ce titre, LA FONDATION rendra à l'ORGANISATEUR, au plus tard à la signature du contrat, la fiche de prêt que ce dernier lui aura fournie préalablement, annotée et signée. Elle devra comprendre tous les détails concernant les caractéristiques techniques des œuvres : format, composition, modes de manipulation, de présentation, d'encadrement, de conservation.

ARTICLE 4 – TRANSPORTS ET CONSTATS D'ETAT

En lien avec le commissaire délégué, Gilles MORA, et le référent de la Direction de la Culture et du Patrimoine nommés par l'ORGANISATEUR pour coordonner l'exposition, LA FONDATION organise, par l'intermédiaire d'un transporteur international et aux frais de l'ORGANISATEUR :

- le transport aller des œuvres depuis Winterthur (SUISSE) à Montpellier (France) entre le 15 et le 30 octobre 2012

L'ORGANISATEUR prendra également en charge :

- le transport retour de Montpellier (France) à Winterthur (SUISSE) entre le 30 mars et le 15 avril 2013

Une assurance clou à clou sera contractée par l'ORGANISATEUR à la signature du présent contrat, selon les dispositions détaillées ci-après dans l'article 5. Un certificat d'assurance sera envoyé par l'ORGANISATEUR à LA FONDATION avant que les tirages photographiques ne quittent la Suisse.

L'adresse d'enlèvement des œuvres à Winterthur (SUISSE) est la suivante : Fotostiftung Schweiz/ Swiss Foundation for Photography, Grüzenstrasse 45, CH-8400 Winterthur (Zürich)

L'adresse de dépôt des œuvres à Montpellier (France) est la suivante : Pavillon Populaire, sis Esplanade Charles De Gaulle, 34000 Montpellier.

Un constat d'état sera établi à l'arrivée et au départ des œuvres par le référent désigné par l'ORGANISATEUR et par le commissaire de l'exposition délégué.

L'ORGANISATEUR avertira immédiatement LA FONDATION de tout dommage constaté sur les œuvres exposées et le confirmera dans les 48 heures au plus tard par lettre recommandée. Les dégâts seront estimés par l'ORGANISATEUR ou par un expert mandaté par l'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR s'engage à stocker les emballages et conditionnements pendant la durée de l'événement.

Il s'engage à rendre l'intégralité de l'exposition dans son conditionnement d'origine. Si, pour une raison quelconque, ce conditionnement se trouvait détérioré, L'ORGANISATEUR s'engage à prévenir LA FONDATION et à le remplacer par un emballage identique, et ceci à ses frais.

L'ORGANISATEUR s'engage à faire appel au transporteur d'œuvres d'art agréé Möbel-Transport AG Gaswerkareal, 8010 Zürich, Switzerland (Phone +41 (0)44 733 51 11, Direct +41 (0)44 733 52 27, Fax +41 (0)44 733 50 27).

ARTICLE 5- RESPONSABILITE - ASSURANCES

L'ORGANISATEUR s'engage à contracter une assurance clou à clou spécifique à l'ensemble de l'exposition «Adieu la Suisse ! Construction et déconstruction d'un mythe photographique » du 15 octobre 2012 au 10 février 2013 inclus. Il fournira à LA FONDATION l'attestation d'assurance à la signature du contrat.

L'ORGANISATEUR doit assurer également selon les principes de droit commun :

- les risques locatifs liés à la mise à disposition des locaux pour l'exposition objet de la présente convention
- ses propres responsabilités, pour les dommages causés aux tiers, liées à l'exercice de ses activités dans les locaux mis à disposition
- ses propres biens
- ses propres préjudices financiers (perte d'exploitation, perte de jouissance, etc.)

ARTICLE 6 – COMMUNICATION, PROMOTION ET EDITION

L'ORGANISATEUR prendra à sa charge tous les éléments de communication visant à la promotion de l'opération objet du présent contrat. Si toutefois la FONDATION souhaite établir elle-même des éléments de communication autour de cette exposition, elle devra y faire figurer de manière visible, lisible et non retouchée le logo de la Ville de Montpellier et soumettre ces éléments pour visa à la Direction de la Communication ainsi qu'à la Direction de la Culture et du Patrimoine de la commune avant toute diffusion.

Les soussignés s'engagent, pour l'opération citée dans le présent contrat, à faire état de leur participation respective sur tout support de communication et dans leurs relations avec les médias.

L'ORGANISATEUR produira un catalogue bilingue autour de l'exposition qui s'intitulera «Adieu la Suisse ! Construction et déconstruction d'un mythe photographique » dont l'auteur sera Peter Pfrunder. Ce catalogue sera publié pour le vernissage de l'exposition, soit le 15 novembre 2012. Il se trouvera à la vente sur le lieu de l'exposition à Montpellier ainsi que dans un réseau de diffusion commerciale spécialisé. Vingt exemplaires de ce catalogue seront remis gracieusement à LA FONDATION par l'ORGANISATEUR ainsi que cinq exemplaires pour chacun des artistes participant à cette exposition.

LA FONDATION s'engage à faire un préachat de 500 exemplaires du catalogue d'exposition, auprès des Editions Hazan (16,45 euros HT par exemplaire), soit un budget total pour la FONDATION Suisse de 8 225 euros HT (transport inclus 1 point Suisse) pour les 500 exemplaires. Ce montant viendra en déduction du prix à payer par la Ville de Montpellier pour la réalisation de ce catalogue.

ARTICLE 7 - CESSION TEMPORAIRE DE DROITS DE REPRODUCTION

LA FONDATION concède à titre gratuit à L'ORGANISATEUR, de manière temporaire, non exclusive et dans le strict cadre de la réalisation du catalogue de l'exposition cité à l'article 7 de ce présent contrat, les droits de publication, de reproduction et diffusion de l'ensemble des œuvres constituant l'exposition «Adieu la Suisse ? Construction et déconstruction d'un mythe photographique ».

LA FONDATION concède également à titre gratuit à L'ORGANISATEUR, de manière temporaire et non exclusive, les droits de reproduction de 12 photographies (Cf Annexes 2, Œuvres libre de droit) présentées dans l'exposition «Adieu la Suisse ! Construction et déconstruction d'un mythe photographique », à déterminer par LA FONDATION en lien avec le commissaire délégué de l'exposition et l'ORGANISATEUR, incluant le droit de publier, reproduire et de diffuser sous des formes et moyens divers (textes, images, enregistrements musicaux et vidéo-cinématographiques, productions informatiques) dans le strict cadre de ses activités de documentation et de promotion autour de l'exposition.

L'ORGANISATEUR s'engage à signaler par courrier électronique à LA FONDATION avant toute utilisation promotionnelle des 12 photographies libres de droit, quel usage en sera fait. Il est exclu que L'ORGANISATEUR utilise ces images pour la réalisation d'objets promotionnels dérivés. Le plan de communication précisant les supports de communication détaillés prévus pour la promotion de l'exposition objet de ce contrat sera fourni par L'ORGANISATEUR à LA FONDATION à la fin du mois d'août 2012.

Toutes les photographies exposées ou reproduites (papiers-peints) devront indiquer la mention : "Copyright NOM DE L'ARTISTE + Fotostiftung Schweiz".

ARTICLE 9 – REPRESENTATION DES ŒUVRES

La conclusion du présent contrat n'entraîne nullement la cession des droits patrimoniaux de LA FONDATION sur l'ensemble des œuvres exposées objets de la mise à disposition.

Si, par la suite, L'ORGANISATEUR souhaite reproduire tout ou partie de l'œuvre achevée dans un autre cadre que celui de l'exposition objet de ce contrat et de son édition afférente, un contrat particulier sera signé avec LA FONDATION en vue des reproductions de l'œuvre et de la rémunération s'y rattachant. Dans le cas contraire, l'ORGANISATEUR s'engage à n'utiliser aucun élément original de l'œuvre.

ARTICLE 10 – CONDITIONS FINANCIERES

L'ORGANISATEUR s'engage à verser à LA FONDATION, en contrepartie de la présente mise à disposition des œuvres la somme de :

24. 250 CHF TOUTES TAXES COMPRISES, soit VINGT QUATREMILLE DEUX CENTS CINQUANTE FRANCS SUISSE équivalent à 20 000 Euros soit VINGT MILLE EUROS, SELON LE TAUX DE L'EURO à la signature dudit contrat.

L'ORGANISATEUR en effectuera le règlement par virement administratif

Sur le compte n° 798758-81

Schweizerische Stiftung für die Photographie

Credit Suisse (Clearing no. 5288)

CH-8070 Zurich

IBAN CH63 0483 5079 8758 8100 0

Swift Code: CRESCHZZ80A

LA FONDATION adressera une facture du montant total TTC de la mise à disposition et acquisition d'œuvres, à l'envoi des œuvres depuis Winterthur, à l'adresse suivante : *Mairie de Montpellier, Direction des finances, 1 place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2.* Elle sera accompagnée du bon de commande préalablement transmis par L'ORGANISATEUR. Le paiement aura lieu courant Novembre 2012, après réception des photographies en France. Le montant à payer pour la Ville sera le montant prévu en francs suisses, quel que soit le cours de l'euro au moment du paiement.

ARTICLE 11 – ANNULATION / SUSPENSION DU CONTRAT

En cas d'intempéries ou de conditions de sécurité non satisfaisantes, LA FONDATION se réserve le droit d'annuler, de suspendre ou d'interrompre l'installation sans que le présent contrat, ni aucune de ses clauses, ne soit remis en cause.

En cas d'interruption ou d'annulation pour raison de force majeure ou de cas fortuit, les modalités d'une éventuelle reprise ou d'un report seront alors négociées entre l'ORGANISATEUR et LA FONDATION. Toute annulation du fait de l'une des parties entraînera, pour la partie défaillante, l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

L'assurance, la protection et la sécurité complète des œuvres sont placées sous l'entière responsabilité de la Ville de Montpellier et de M. Gilles Mora. Les éventuels dommages et intérêts sont payables à la Fondation Suisse pour la Photographie.

ARTICLE 12 – COMPETENCES JURIDICTIONNELLES

Le présent contrat sera interprété selon la législation suisse. En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des Tribunaux de Winterthur (Zürich), après épuisement des voies amiables.

ARTICLE 13 – DISPOSITIONS PARTICULIERES

Les annexes font partie intégrante du contrat et doivent être scrupuleusement respectées.

Les parties soussignées déclarent avoir pris connaissance des conditions générales et particulières du présent contrat qu'elles s'engagent à respecter et à accomplir scrupuleusement et sans réserve.

Fait en 3 exemplaires

A Montpellier, le.....

LA FONDATION *
Représentée par le Dr. Peter Pfrunder
Directeur de la Fondation Suisse pour la Photographie

lu et approuvé
P. Pfrunder

L'ORGANISATEUR*

La Ville de Montpellier

Pour Madame Le Maire
L'Adjoint délégué

Monsieur Philippe SAUREL

* Faire précéder la signature de la mention "lu et approuvé"

**Convention de mise à disposition de fibres optiques par
la Ville de Montpellier à MIT Liaison NRO - LNCSA**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la société MIT a été autorisée, par arrêté ministériel à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français ;
- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition d'opérateurs de télécommunications ;
- Que pour les besoins de développement de ses réseaux, et en particulier afin de desservir un de ses clients, MIT a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique de son réseau Pégase. Cette liaison optique mise à disposition représente un linéaire d'environ 1 800 mètres de paires de fibres optiques ;
- Qu'après négociation, MIT a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
 - durée dix ans,
 - frais d'accès au service payés en une fois et correspondant aux travaux de raccordement dont le montant est de 550 €,
 - redevance annuelle fixée à 2 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2002 soit environ 3 600 € ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention à passer entre MIT et la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21/11/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

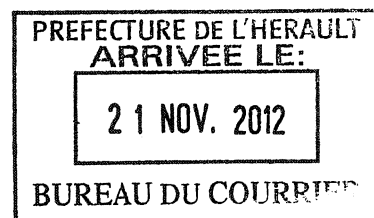
Publiée le : 22/11/2012
Notifiée le :



1087



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A MIT
LIAISON NRO - LNCSA**



Entre les soussignés :

- **Madame le Maire**, agissant au nom et comme représentant de la Ville de MONTPELLIER
sise au 1, place Francis Ponge, en exécution d'une décision du Conseil municipal du

ci-après dénommée "**la Ville**"

d'une part,

et

Groupe MIT, SARL au capital de 350 000 €, immatriculée au Registre du Commerce et des
Sociétés de Montpellier, sous le RCS Montpellier B 441 145 190, dont le siège social est 143
rue Emile Julien MONTPELLIER, représentée par M. TURPIN dûment habilité à cet effet,

ci-après dénommée "**l'opérateur**"

d'autre part,

SOMMAIRE

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT	4
ARTICLE 1 - DEFINITIONS.....	4
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION.....	4
ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES FIBRES OPTIQUES	5
ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES.....	5
ARTICLE 5 - SOUS-CONCESSION	5
ARTICLE 6 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES.....	5
6.4.1 MISE A DISPOSITION	6
6.4.2 RECEPTION.....	6
ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES.....	7
ARTICLE 8 - MODIFICATION DES LIAISONS.....	9
ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES.....	9
ARTICLE 10 - RESPONSABILITE - ASSURANCES.....	10
ARTICLE 11 - CONTROLE DE LA VILLE	11
ARTICLE 12 - CESSIION DE LA CONVENTION.....	11
ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION	11
ARTICLE 14 - RESILIATION	11
ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES.....	12

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT

Conformément au code des postes et télécommunications, la société MIT, a été autorisée par arrêté ministériel, à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français.

La Ville de Montpellier dispose sur son territoire de câbles à fibres optiques qu'elle se propose de mettre à la disposition de tiers et notamment d'opérateurs de télécommunications.

Pour les besoins de développement de ses réseaux, MIT a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique réalisée par cette dernière sur son territoire.

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Les termes employés dans la présente convention sont définis comme suit :

- Fibres optiques : infrastructures optiques dont les caractéristiques sont définies en annexe n° 2 et composant un câble de télécommunications mis à disposition par la Ville.
- Liaisons : désigne les fibres optiques terminées par des connecteurs entre deux points de livraison telles que déterminées en annexe n°1. Le terme "liaison" pourra indifféremment être employé au pluriel ou au singulier, ce terme prendra alors en compte l'intégralité des fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.
- Mise à disposition : réception des fibres optiques levée de toute réserve majeure par l'opérateur dans les conditions définies à l'article 6.4 ci-après.
- Point(s) de livraison : points géographiques identifiés en annexe n°1 où sont mis à disposition de l'opérateur des fibres optiques.
- Dysfonctionnement : désigne l'interruption ou la dégradation d'une liaison, dont il résulte que les spécifications techniques de fibres optiques définies en annexe n°2 ne sont plus respectées.
- Rétablissement : désigne la restauration provisoire ou définitive des spécifications techniques d'une liaison à la suite d'un dysfonctionnement.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières par lesquelles la Ville met à disposition de l'opérateur des fibres optiques déployées sur son domaine public routier pour l'exercice des activités de télécommunications exercées par ledit opérateur en vertu de l'autorisation prévue à l'article L.33-1, qui lui a été accordée par arrêté du ministre.

Au cas où des dispositions législatives, réglementaires ou autres relatives à l'application de cette convention entreraient en vigueur pendant l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher pour modifier en conséquence, le cas échéant, les termes de la présente.

ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES FIBRES OPTIQUES

Les fibres optiques de la Ville mises à disposition de l'opérateur sont implantées le long du réseau PEGASE entre le point de présence de l'opérateur MIT situé au NRO eureka et le site client LNCSA 1227 avenue du Mondial 98.

La longueur de cette liaison représente un linéaire, d'environ 1 800 mètres, et sera défini précisément lors de la phase de réception et servira de base au calcul de la redevance.

Les infrastructures optiques déployées par la Ville et mises à disposition de l'opérateur sont définies dans l'annexe n°1 à la présente.

Les spécifications techniques de ces fibres optiques sont définies dans l'annexe n° 2 à la présente.

En cas de demande complémentaire de la part de l'opérateur, un avenant à la convention sera négocié.

ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES

L'opérateur est et restera le propriétaire de l'ensemble des fibres optiques et des fourreaux qu'il déploiera jusqu'aux points de livraison des fibres optiques de la Ville mises à disposition dans le cadre de la présente.

La Ville demeure quant à elle propriétaire de ses fibres optiques, la présente convention ne pouvant pas être considérée comme transférant à l'opérateur la propriété desdites fibres optiques réalisées sur le domaine public, ni constituer un quelconque droit réel, ni être considérée comme constitutive de droits réels.

ARTICLE 5 - SOUS-CONCESSION

Il est entendu entre les parties que la Ville n'a signé la présente convention qu'en raison de la qualité de l'opérateur, et notamment au regard de l'autorisation ministérielle visée en préambule qui lui a été accordée.

L'opérateur s'interdit de sous-concéder ou sous-louer les fibres optiques ainsi que les lieux et les emprises mis à sa disposition, sauf autorisation préalable expresse de la Ville.

Toutefois, l'opérateur est d'ores et déjà autorisé à sous-concéder ou sous louer les fibres optiques ainsi que les lieux et les emprises objet de la présente convention, au profit de toutes les sociétés filiales et de la maison mère de MIT.

ARTICLE 6 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

6.1: AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES

La Ville fournira à l'opérateur toutes les autorisations réglementaires, de passage ou d'occupation, nécessaires au raccordement de ses équipements aux fibres optiques mises à sa disposition, dans son domaine de compétence et pendant la durée de la présente convention.

Il doit se conformer pendant l'exécution des travaux de raccordement, ou pendant les travaux de modification ultérieurs, au règlement de voirie de la Ville.

6.2: PREVENTION ET SAUVEGARDE

L'opérateur s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires pour préserver le bon état des fibres optiques existantes, implantées sur le domaine public. Il prendra toute mesure pour ne pas compromettre la sécurité des tiers au cours de l'exécution des travaux

de raccordement ou dans le cadre de l'exploitation de ses équipements de raccordement. Il se conformera strictement aux règles d'hygiène et de sécurité.

6.3 : FRAIS A LA CHARGE DE L'OPERATEUR

L'ensemble des coûts occasionnés par les travaux de raccordement de ses équipements aux fibres optiques par l'opérateur sont à sa charge exclusive. A cet effet, un état des lieux contradictoire, en présence des représentants des parties contractantes, sera réalisé préalablement à tout commencement d'exécution des travaux et un procès-verbal de cette visite sera dressé.

De son côté, la Ville supportera également les dépenses exigées par l'entretien et la maintenance de ses fibres optiques ou autres installations mises à disposition aux points de livraison.

6.4 : RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

La Ville s'engage à mettre les liaisons optiques à la disposition de l'opérateur aux points de livraison et à la date de mise à disposition définis en annexe n°1.

6.4.1 Mise à disposition

La Ville s'engage à livrer les liaisons à l'opérateur à la date définie en annexe n°1 comme la "**date de mise à disposition**". Cette date est la date à laquelle l'opérateur aura pu prononcer la réception de la liaison, levée de toute réserves majeures dans les conditions définies à l'article 6.4.2 ci-après.

6.4.2 Réception

Une réception des liaisons sera réalisée par les parties à l'invitation de la Ville. Elle se déroulera comme suit:

La Ville informera l'opérateur par lettre ou télécopie du jour de la réception, huit (8) jours au moins avant la date prévue pour cette dernière. Lors des opérations de réception telles que définies en annexe n°3 et à l'issue des tests, les parties procéderont, aux points de livraison, à la signature du certificat de réception de la (des) liaison(s).

Dans l'hypothèse où des réserves mineures seraient émises lors de la signature du certificat de réception, les parties définiront en commun le délai imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves et feront figurer ce délai sur ledit certificat. Ces réserves mineures sont considérées comme ne mettant pas en cause la conformité des fibres optiques aux spécifications techniques définies en annexe n°2.

La levée desdites réserves par la Ville fera l'objet d'un courrier ou d'une télécopie adressé à l'opérateur; elle ne donnera pas lieu à une nouvelle réception des liaisons.

Dans l'hypothèse où des réserves majeures seraient émises lors de la signature du certificat de réception, les parties définiront en commun le délai impératif imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves et feront figurer ce délai sur ledit certificat. Ces réserves majeures sont considérées comme empêchant la mise en service de la liaison ou des fibres optiques.

En cas d'impossibilité pour l'opérateur de participer, au jour dit, aux opérations de réception, l'opérateur devra en aviser par écrit la Ville deux (2) jours avant la date de réception initiale.

La Ville proposera une nouvelle date de réception, pour laquelle l'opérateur s'engage à se rendre disponible.

ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

7.1 : EXPLOITATION

L'opérateur sera responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, de tous dommages matériels qui pourraient résulter de ses équipements de raccordement et des dégâts matériels qu'il pourrait occasionner aux fibres optiques existantes appartenant à la Ville dans les conditions définies à l'article 10 ci-après.

7.2 : RESPECT DES LIAISONS MISES A DISPOSITION / MAINTENANCE PREVENTIVE ET EXPLOITATION DES LIAISONS

L'opérateur s'engage à n'apporter aucune nuisance ou dégradation aux points de livraison, emprises et fibres optiques qui seront à sa disposition en application de la présente convention. Le cas échéant et à l'issue d'un accord préalable entre les deux parties sur les travaux de réparation à effectuer, il procède sans délai à la remise en état des lieux.

L'opérateur devra entretenir dans les règles de l'art et à ses frais les équipements qu'il aura déployés dans le cadre de la présente.

La Ville assure la maintenance de ses liaisons, notamment afin de permettre à l'opérateur d'assurer la continuité des services fournis à ses propres clients. En cas d'intervention programmée de la Ville pour assurer la maintenance préventive ou l'exploitation de ses liaisons, elle devra en informer préalablement l'opérateur quarante cinq (45) jours ouvrés avant la date d'intervention, afin que les parties définissent en commun les conditions et mesures conservatoires à prendre dans le cadre de cette intervention. De même, si l'opérateur constate un défaut affectant les liaisons, il en informera la Ville sans délai.

7.3 : MAINTENANCE CORRECTIVE / DISPONIBILITE DES LIAISONS

Les préposés ou prestataires de l'opérateur devront se conformer strictement à l'occasion de toute intervention au règlement de voirie de la Ville et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur. Pour la maintenance de ses équipements, l'opérateur n'aura pas libre accès aux points de livraison des liaisons mises à disposition par la Ville tels que définis en annexe n°1.

Toutefois, en cas d'urgence justifiée par la nécessité de rétablir le service à ses propres clients, l'opérateur pourra intervenir sur ses équipements et sur son câble à fibre optique dans un des trois points de livraison sans délai en tenant informés par fax et avant l'intervention:

- le prestataire de maintenance du réseau Ville, les coordonnées seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques
- les services techniques de la Ville.

7.3.1. Mode d'alerte

La Ville fournit une assistance téléphonique et un service d'intervention sur site par l'intermédiaire de son prestataire de maintenance afin de remédier à une anomalie ou à un dysfonctionnement sur les fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.

Le traitement de l'appel se fera en deux étapes : assistance téléphonique suivie d'une intervention sur site si nécessaire.

A la détection d'une anomalie ou d'un dysfonctionnement sur la liaison, l'opérateur appelle le prestataire de maintenance du réseau Ville et avertit la Ville par télécopie.

L'opérateur devra analyser préalablement l'origine potentielle du défaut et n'appeler le prestataire de maintenance du réseau Ville qu'une fois qu'il s'est assuré que le problème ne provient pas de ses propres équipements.

L'opérateur confirme son appel par l'envoi en télécopie d'une fiche d'anomalie valant demande d'intervention.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville accuse réception de celle-ci dans les 30 minutes et vérifie qu'il possède toutes les informations pour rétablir le bon fonctionnement.

La période de dysfonctionnement sera mesurée à partir de la réception de ladite télécopie comportant toutes les informations sur la liaison, correspondant aussi au point de départ des délais énoncés ci-après, l'accusé de réception de la télécopie faisant foi.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville intervient suivant les indications mentionnées dans la fiche d'anomalie il fournira les informations à l'opérateur sur l'état d'avancement du diagnostic et de la remise en état de la liaison. L'opérateur donnera toute information en sa possession nécessaire au prestataire de la maintenance du réseau Ville, ou de ses commettants, chargé de la suppression de la défaillance. L'intervention fera l'objet d'un rapport adressé par la Ville à l'opérateur indiquant, l'heure du début du dysfonctionnement et l'heure de rétablissement de la liaison.

Les coordonnées de la Ville sont les suivantes :

N° de téléphone : 04 67 34 71 17 / 04 67 34 70 33

Mel : eric.alabert@ville-montpellier.fr, alain.flottes@ville-montpellier.fr

Les coordonnées du prestataire seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques, celles-ci seront mises à jour par la Ville dès que nécessaire.

Les demandes d'intervention de l'opérateur seront recevables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, 365 jours par an.

La Ville assurera à ses frais le diagnostic et la réparation de la liaison en cas de dysfonctionnement sauf si celui-ci est dû à l'opérateur, dans ce cas il remboursera à la Ville les dépenses qu'elle aura engagées, dûment justifiées.

7.3.2 Délais de rétablissement

En cas de dysfonctionnement affectant une liaison, la Ville ou ses commettants s'efforceront de rétablir les spécifications de ladite liaison sans frais supplémentaires pour l'opérateur dans le délai énoncé ci-dessous.

En cas de dysfonctionnement d'une liaison (24 h/24, 7 jours sur 7) :

- le délai maximum d'intervention de la Ville est de : quatre (4) heures.
- le délai maximum de rétablissement provisoire d'une liaison est de douze (12) heures.
- le délai maximum de rétablissement définitif d'une liaison est de trois (3) jours.

Les délais avant le rétablissement de la liaison sont calculés dans les conditions fixées par l'article 7.3.1 ci-avant.

Les conditions de disponibilité annuelle d'une liaison sont les suivantes :

- une liaison ne pourra être affectée par plus de trois (3) dysfonctionnements par an
- le temps de dysfonctionnement cumulé maximum d'une liaison sur une année est de trente six (36) heures

7.3.3 Crédit de redevance :

L'opérateur bénéficiera d'un crédit de redevance correspondant à :

- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 9.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal de rétablissement provisoire de 12 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 9.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal annuel de dysfonctionnement de 36 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle par dysfonctionnement dès le 4^{ème} dysfonctionnement d'une liaison pour une même année.

Le crédit de redevance sera automatiquement déduit par la Ville lors du calcul du montant du titre annuel de recette émis par la trésorerie principale municipale de la Ville en application des dispositions de l'article 9.2 ci-après.

L'application du crédit de redevance n'emporte en aucun cas pour l'opérateur renonciation à invoquer la résiliation de la présente convention dans les conditions définies à l'article 14.2.2 ci-après, l'opérateur se réservant le droit de faire valoir cette résiliation à tout moment et nonobstant l'application ou le paiement du crédit de redevance.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DES LIAISONS

L'opérateur devra à la demande de la Ville, dans l'intérêt du domaine public occupé ou dans l'intérêt général, subir les déplacements ou les modifications requises des liaisons.

La Ville devra aviser l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins quarante cinq (45) jours ouvrés à l'avance, de la nécessité de ce déplacement et/ou de ces modifications.

Dans l'hypothèse où les travaux correspondants sur une ou plusieurs fibres optiques mises à disposition de l'opérateur, entraîneraient l'interruption de cette mise à disposition les parties se rapprocheront afin de définir toute mesure provisoire permettant d'assurer la continuité des services fournis par l'opérateur.

Dans cette hypothèse, les parties se concerteraient pour trouver une possibilité de basculer les liaisons concernées vers d'autres infrastructures optiques disponibles. A défaut d'accord, l'opérateur pourra résilier tout ou partie de la présente convention dans les conditions définies à l'article 14.2.1 ci-après, sans application du préavis de trois (3) mois.

ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

9.1: FRAIS D'ACCES

Le montant des frais d'accès au service est fixé 550 euro net toutes charges comprises; son règlement s'effectuera en une seule fois sur présentation d'un titre de recette émis après la signature de la présente convention.

9.2: REDEVANCE DE MISE A DISPOSTION

9.2.1 Montant de la redevance

La société versera à la Ville, et par virement bancaire, une indemnité annuelle d'occupation.

Le montant annuel de cette redevance s'élève à 2 € nets /paire de fibres optiques base juin 2002 (deux euros nets toutes charges comprises par mètre linéaire et par paire base juin 2002).

il est calculé comme suit :

$$R = 2 \text{ €} \times d \times n$$

d = longueur de la liaison en mètre linéaire.

n = nombre de paires de fibres optiques mises à disposition.

Les valeurs d et n seront celles fixées dans le procès-verbal de réception des équipements mis à disposition.

9.2.2 Païement de la redevance

Sur présentation par la Ville d'un titre de mise en recette, portant la référence comptable "MIT_LNCSA" qui sera adressé à :

GROUPE MIT

SIEGE SOCIAL : 143 RUE EMILE JULIEN – 34070 MONTPELLIER

La première étant accompagnée d'un relevé d'identité bancaire.

Le paiement sera effectué le 30 juin de chaque année sur présentation au moins soixante (60) jours avant du titre de recette correspondant de l'année en cours, le premier d'entre eux sera facturé dès la date de mise à disposition telle que définie à l'article 6.4.1,

Pour la première et la dernière échéance, la redevance sera calculée au prorata temporis de la disposition effective des fibres optiques, étant entendu que la première facturation sera calculée à compter de la date de mise à disposition et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

9.2.3 Variation de la redevance

L'indemnité ci-dessus évolue au 1^{er} janvier de chaque année par application de la formule suivante :

$$P = P_o \left(0,6 \frac{S}{SO} + 0,4 \frac{PsdT}{PsdTO} \right) \text{ dans laquelle :}$$

- **P** est le prix actualisé;
- **P_o** le prix de référence (valeur juin 2002);
- **S** est la dernière valeur connue au 1^{er} janvier de l'année considérée de l'indice général des salaires dans les industries mécaniques et électriques ICHTTS1
- **SO** est la valeur du même indice du mois de février 2002 soit 116,5;
- **PsdT** est la dernière valeur considérée de l'indice « produits et services du secteur industrie du téléphone »,
- **PsdTO** est la valeur du même indice du mois de février 2002 soit 121,8.

ARTICLE 10 - RESPONSABILITE - ASSURANCES

L'opérateur est responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, des dommages ou dégâts matériels ainsi que de toutes les conséquences dommageables qui pourraient résulter de l'implantation ou de l'exploitation de ses équipements aux points de livraison.

Il lui appartiendra de conclure les assurances nécessaires et de communiquer à la Ville les attestations relatives aux contrats d'assurance qu'il aura souscrits.

L'opérateur devra justifier annuellement de ces attestations à la première demande de la Ville.

L'opérateur fera son affaire de tous les recours intentés contre la Ville par des tiers, ainsi que des réclamations auxquelles pourraient donner lieu ses équipements ou son activité, de façon à ce que la Ville ne puisse pas être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

La responsabilité de la Ville pourra être engagée en cas de préjudices causés à l'opérateur fait du non respect de ses propres obligations au titre de la présente convention, à

l'exclusion des cas de force majeure répondant aux conditions définies par la jurisprudence des tribunaux français.

ARTICLE 11 - CONTROLE DE LA VILLE

L'opérateur a l'obligation de tenir la Ville informée des conditions d'exécution de la présente convention, de répondre aux demandes de renseignements et de fournir les documents s'y rapportant. Il doit notamment informer la Ville en cas de modifications éventuelles apportées à son autorisation au titre de l'article L.33-1 du code des postes et télécommunications telle que visée à l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 12 - CESSIION DE LA CONVENTION

L'opérateur ne pourra pas céder ou apporter tout ou partie des droits et obligations de la présente convention à un tiers sans le consentement écrit et préalable de la Ville et sans la signature préalable d'une nouvelle convention avec la Ville.

L'opérateur est toutefois d'ores et déjà autorisé par la Ville à céder ses droits et obligations résultant des présentes au profit de toutes sociétés filiales et de la société mère dès lors que ces sociétés sont également autorisées à exercer leur activité au lieu et place de l'opérateur, au titre d'une autorisation accordée au titre de l'article L. 33.1 du code des postes et télécommunications.

Cette cession fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature. Elle est conclue pour une durée initiale de dix (10) ans à compter de la date de mise à disposition définie à l'article 6.4.1 ci-avant. Elle sera ensuite renouvelée par nouvelles périodes d'une (1) année après accord express des parties, l'opérateur informera la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois avant chacune de ces échéances de son intention de renouvellement.

La Ville se réserve le droit de revoir le prix de la redevance tous les deux ans afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques. Elle signifiera son intention six mois avant l'échéance de chaque période de deux ans à l'opérateur. A défaut d'accord des parties, la Ville et l'opérateur mettront un terme à la présente convention.

ARTICLE 14 - RESILIATION

14.1 : A L'INITIATIVE DE LA VILLE

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public occupé ou à l'intérêt général ou pour des motifs tirés du non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles, sous réserve d'en informer l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois à l'avance.

14.1.1: Dans l'intérêt général

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public concerné ou à l'intérêt général.

14.1.2: En cas d'inexécution de ses obligations au titre des présentes par l'opérateur



La Ville peut en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

14.1.3 Indemnisation de résiliation

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.1, l'opérateur n'aura droit à aucune indemnisation.

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.2 l'opérateur abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

14.1.4 Procédure de résiliation

La résiliation sera prononcée par le maire de la Ville, dûment habilité par le Conseil municipal. La résiliation sera notifiée à l'opérateur par lettre recommandée avec avis de réception. En cas de faute de l'opérateur, la décision de résiliation doit être précédée d'une lettre de mise en demeure visée à l'article 14.1.2 ci-avant et adressée à l'opérateur pour lui permettre de s'expliquer sur les griefs qui lui sont faits.

14.1.5 Dépose des équipements de l'opérateur

L'opérateur est tenu de déposer ses équipements de raccordement, dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de notification de résiliation sauf accord contraire.

14.2 : A L'INITIATIVE DE L'OPERATEUR

14.2.1 Sans faute de la Ville

L'opérateur peut résilier de plein droit et à tout moment la présente convention, sous réserve d'en informer la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas l'opérateur abandonnera à titre d'indemnités le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

14.2.2 En cas d'inexécution

L'opérateur peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par la Ville de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

Cette résiliation entraînera le remboursement des redevances perçues d'avance pour la période restant à courir au-delà de la date de résiliation et ce, nonobstant la réparation de tout préjudice auquel pourrait prétendre l'opérateur du fait de ladite résiliation.

ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la convention est l'objet, la cause ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'ouvrage précité.

Liste des annexes :

Annexe n°1 : Descriptif des liaisons de la Ville mises à disposition

Annexe n°2 : Spécifications techniques des fibres optiques mises à disposition

Annexe n° 3 : Procédure de réception

Fait à Montpellier le

En trois exemplaires originaux de 13 pages chacun.

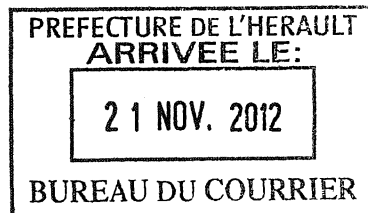
Pour la Ville de Montpellier

Pour l'opérateur



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A MIT
LIAISON NRO - LNCSA**

ANNEXE N°1 : DESCRIPTION DES LIAISONS MISES A DISPOSITION



MOA

1° Description géographique des liaisons mises à disposition de l'opérateur par la Ville :

La liaison est composée d'une paire de fibre optique du réseau de la Ville PEGASE sur une distance estimée à 1800 m.

2° Points de livraison de la liaison :

Point de livraison n°1 : NRO euréka

Point de livraison n°2 : devant le site LNCSA

3° Date de mise à disposition des liaisons :

Deux mois à compter de la signature de la convention.





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A MIT
LIAISON NRO - LNCSA**

ANNEXE N°2 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES FIBRES OPTIQUES



SPECIFICATION TECHNIQUE DES FIBRES G.652 / CEI 793-2 B1.1

Extraits

Les fibres doivent être conformes à la norme ITU-T G.652 et présenter les caractéristiques suivantes :

Paramètre	Valeur
Diamètre de mode à 1310 nm	$9,3 \pm 0,4 \mu\text{m}$
Diamètre de gaine optique	$125 \pm 1 \mu\text{m}$
Excentration cœur / gaine	$\leq 0,8 \mu\text{m}$
Non circularité du diamètre de mode	$\leq 6 \%$
Non circularité de la gaine optique	$\leq 1 \%$
Longueur d'onde de coupure en câble	$\leq 1250 \text{ nm}$
Dispersion chromatique à 1550nm	$\leq 18 \text{ ps/nm.km}$
Atténuation maximale à 1550nm (hors câble)	$\leq 0,25 \text{ dB/km}$
Uniformité de l'atténuation à 1310 et 1550 nm	Pas de discontinuité supérieure à 0,01 dB
Atténuation induite en cycle de température (-60 / +85°C, fibre hors câble)	$\leq 0,05 \text{ dB/km}$
PMD	$\leq 0,2 \text{ ps/km}^{1/2}$ Moyenne quadratique $\leq 0,1 \text{ ps/km}^{1/2}$
Perte additionnelle en macrocourbure (100 tours sur 60 mm de diamètre) à 1550 nm et 1620 nm	$\leq 0,1 \text{ dB}$
Test en tension (100 % des fibres testées)	Tension de test $> 100 \text{ Kpsi}$ ($= 0.69 \text{ GN/m}^2$) à 1,0 % d'allongement équivalent

Les méthodes de mesure sont celles normalisées ou reconnues par la profession.

104

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A MIT
LIAISON NRO - LNCSA**

ANNEXE N°3 : PROCEDURE DE RECETTE OPTIQUE



CAHIER DES CHARGES
POUR LES
RECETTES OPTIQUES 2001-2002

(ANNEXES TECHNIQUES)

EXTRAITS

1 – INTRODUCTION ET GENERALITES

Le présent document décrit les caractéristiques techniques nécessaires à la validation de tronçons optiques. Il définit les essais optiques à effectuer et les documents à fournir lors de la recette d'un segment ou d'un tronçon.

Le segment, ou arc optique, est défini comme un ensemble de fibres pouvant relier deux équipements optoélectroniques tels que transmetteurs ou amplificateurs optiques. Un tronçon est une partie de segment.

Ce document s'applique aux recettes de raccordement de câbles, ainsi qu'aux recettes d'activation de fibres sur des câbles dont le raccordement a déjà été validé.

LE PRESTATAIRE S'ASSURERA DU RESPECT DES CONSIGNES DE SECURITE DU MILIEU DANS LEQUEL IL INTERVIENT, AINSI QUE DU RESPECT DES AUTORISATIONS D'EMPRUNT DES EMPRISES FERROVIAIRES OU APPARTENANT A D'AUTRES OPERATEURS.

POUR UNE RECETTE DE RACCORDEMENT, LE PRESTATAIRE DEVRA OBTENIR DE L'ENTREPRISE DE RACCORDEMENT, LA PRESENTATION, AU MOMENT DE LA RECETTE, DU DOSSIER TECHNIQUE DU RACCORDEMENT (UN EXEMPLAIRE PAPIER), INCLUANT LE CAHIER DE MESURE.

Cet exemplaire du dossier technique sera ensuite transmis à la Ville avec le cahier de recette.

Les appareils de mesures utilisés devront avoir fait l'objet d'un étalonnage et être munis d'un certificat et d'un étiquetage d'étalonnage en cours de validité.

2 – CONTROLES

2.1 – CONTROLES VISUELS

Le respect des conditions techniques du raccordement sera contrôlé aux deux extrémités du segment, en particulier quant au bon positionnement des câbles et des connecteurs d'extrémité, ainsi qu'à leur repérage.

Le contrôle visuel permettra également de vérifier :

- la conformité aux règles de l'art pour le positionnement et le lovage des jarretières,
- le respect des règles de repérage des têtes de câbles et des câbles,
- la conformité aux documents Ville (selon le cas : schémas de baies, plan de câblage, synoptique de liaison).

- en présence d'équipements optiques non précédemment recettés (tels que tête de câble, tiroir d'épissure...), que le raccordement de ces équipements est fait selon les spécifications techniques du fabricant ou celles de la Ville (pour le lovage des fibres, le positionnement des manchons de soudures...).

Dans le cas de fibres non connectées, un test de continuité sera effectué, principalement dans le but de contrôler qu'il n'y a pas de croisement de fibres. Une source visible ou toute autre méthode pourront être utilisées.

Lors d'une recette de raccordement, l'inspection visuelle portera aussi sur le marquage du câble (fabricant, année de fabrication, type de fibre s'il y a lieu...).

À la requête de la Ville, le PRESTATAIRE pourra demander à l'entreprise de raccordement l'ouverture d'une ou plusieurs boîtes de jonction. Le PRESTATAIRE effectuera alors un contrôle visuel de la conformité du raccordement. L'entreprise de raccordement assurera la fermeture des boîtes de jonction, puis le contrôle de leur étanchéité.

2.2 – MESURES REFLECTOMETRIQUES

ELLES SERONT EFFECTUEES DANS LES 2 SENS DE PROPAGATION, AUX LONGUEURS D'ONDE DE 1310 NM ET 1550 NM.
--

Leur but est de caractériser l'atténuation linéique de la fibre, l'atténuation des connecteurs et des épissures ainsi que leurs réflexions, et de contrôler l'absence de défauts atténuant et de contraintes sur la fibre.

Les paramètres d'acquisition seront choisis de façon à obtenir une résolution verticale suffisante pour que toutes les épissures soient lisibles. Les courbes devront être exploitables jusqu'à leur extrémité éloignée, de façon à permettre la mesure de l'atténuation linéique et la détection d'inhomogénéité éventuelles sur la dernière longueur (après la dernière épissure). L'indice de réfraction à prendre en compte pour paramétrer le réflectomètre est celui indiqué par le fabricant de la fibre, ou à défaut : 1,47 à 1550 nm et à 1310 nm.

La fiche d'un connecteur en fin de segment devra être mesurée en étant connectée à une bobine de référence, de façon à obtenir des valeurs d'atténuation et de réflexion dans chaque sens de propagation.

Par bobine de référence, on entend une bobine de fibre équipée aux extrémités avec des fiches de connecteur dites de référence, c'est à dire dont la fibre présente une très faible excentration qui est mesurée et garantie par l'entreprise assurant le montage des fibres-amorces.

La longueur de cette bobine devra être suffisante pour caractériser le connecteur, y compris s'il présente un pic de réflexion.

2.3 – MESURES PHOTOMETRIQUES

LA MESURE DE L'ATTENUATION GLOBALE DU SEGMENT SERA EFFECTUEE DANS LES DEUX SENS DE PROPAGATION, AUX LONGUEURS D'ONDE DE 1310 NM ET 1550 NM.

La procédure de mesure sera la méthode d'insertion, et utilisera deux jarretières équipées de connecteurs de référence (à faible excentration), qui seront connectées entre elles pour déterminer le niveau de référence (niveau 0 dB).

Dans le cas de connecteurs différents aux deux extrémités du segment, le niveau de référence sera pris avec un raccord hybride ou à défaut, en faisant une moyenne entre deux jeux de jarretières.

Les mesures photométriques ne seront pas réalisées sur des fibres qui ne sont pas connectorisées aux deux extrémités.

3 – PRESENTATION DES RESULTATS

3.1 – CAHIER DE RECETTE

Les résultats seront regroupés dans un cahier de recette.

Il inclura entre autres les tableaux de valeurs, le résultat du contrôle visuel, un récapitulatif des réserves éventuelles, ainsi que les traces réflectométriques à 1550 nm dans les deux sens.

Une version sera fournie sur support informatique (disquette ou cédérom) qui comprendra notamment toutes les traces réflectométriques (soit les traces dans les deux sens à 1310 nm et 1550 nm).

La première page de couverture indiquera entre autres, de façon bien visible :

- "Cahier de recette optique",
- le nom de l'opération,
- le numéro du code opération VILLE ("Code Opéra"), ainsi que le numéro de RRE RO,
- le nom de l'entreprise PRESTATAIRE.

Le cahier de recette mentionnera également s'il s'agit d'une recette d'activation de fibres ou de raccordement.

Dans ce dernier cas, le nom de l'entreprise ayant effectué le raccordement sera aussi mentionné.

De même, le type de soudeuse et le programme de soudage utilisés pour le raccordement seront reportés dans le cahier de recette, lorsque ces informations sont présentes dans le dossier technique de l'entreprise de raccordement.

Les réserves éventuellement relevées seront présentées dans un paragraphe dédié.

3.2 – CONTROLES VISUELS

Les différents points vérifiés seront indiqués, avec leur niveau de conformité et les éventuelles anomalies relevées.

Dans le cas d'une recette de raccordement, les schémas de baies et le plan de câblage VILLE, validés ou annotés, seront reproduits.
Les indications portées sur le marquage du câble seront également retranscrites.

Dans le cas d'une recette d'activation de fibre, le synoptique de liaison VILLE, validé ou annoté, sera reproduit.

Dans le cas de fibres non connectorisées, le résultat des tests de continuité sera indiqué.

3.3 – MESURES REFLECTOMETRIQUES

<p>POUR L'UNIFORMITE DE L'ATTENUATION, IL SERA INDIQUE SI L'ATTENUATION PRESENTE OU NON DES POINTS DE DISCONTINUE.</p>

La valeur dans chaque sens de propagation ainsi que la valeur des deux sens moyennés seront présentés en tableaux, ceci pour :

- l'atténuation des connecteurs et des épissures, à 1310 et 1550 nm,
- le taux de réflexion des connecteurs à 1550 nm,
- l'atténuation linéique du segment hors connecteurs, à 1550 nm.

(Voir le récapitulatif au § 3.5).

Si le segment comporte des connecteurs en ligne, l'atténuation linéique à 1550 nm est à présenter pour chaque tronçon entre ces composants.

Pour les connecteurs et les épissures, un tableau présentera la différence d'atténuation entre les deux longueurs d'onde (valeur à 1310 nm moins valeur à 1550 nm).

Le tableau des épissures à 1550 nm fera apparaître la moyenne des épissures pour chaque fibre, ainsi que la moyenne générale, avec trois chiffres après la virgule.

Pour l'atténuation d'une épissure, si la valeur des deux sens moyennés est négative, elle sera comptée à zéro pour le calcul des moyennes par fibre et générale. (Elle pourra rester notée négative dans la colonne des deux sens moyennés).

Pour l'atténuation linéique, la valeur des deux sens moyennés sera donnée avec trois chiffres après la virgule.

Le type du connecteur mesuré sera rappelé en tête du tableau correspondant.

Dans le cas de fibres non connectorisées aux deux extrémités, les tableaux feront apparaître l'atténuation réflectométrique globale pour chaque longueur d'onde (deux sens et deux sens moyennés).

3.4 – MESURES PHOTOMETRIQUES

Les tableaux présenteront les valeurs de l'atténuation dans chaque sens de propagation, ainsi que la valeur des deux sens moyennés.

L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE, FOURNIE PAR VILLE OU CALCULEE AVEC LA FORMULE DU § 4.2, SERA RAPPELEE EN TETE DES TABLEAUX CORRESPONDANTS.

3.5 – RECAPITULATIF

Pour le cas général, les valeurs cochées suivantes sont à présenter en tableau :

	Deux sens et deux sens moyennés à 1550 nm	Deux sens et deux sens moyennés à 1310 nm	Différence des deux sens moyennés entre 1310 et 1550 nm
Épissures	X	X	X
Connecteurs	X	X	X
Réflexions	X		
Atténuation linéique	X		
Atténuation photométrique	X	X	

Pour les fibres non connectorisées aux deux extrémités, l'atténuation photométrique n'est pas à réaliser mais l'atténuation réflectométrique globale du segment est à présenter en tableau pour chaque longueur d'onde.

4 – SEUILS DES RESERVES

4.1 – SEUILS DES RESERVES POUR LES PARAMETRES MESURES

Les points suivants donnent lieu à des réserves :

4.1.1 – Inspection visuelle

- Toute non-conformité relevée lors des contrôles visuels.

4.1.2 - Épissures

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale à : 0,20 dB
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

4.1.3 – Connecteurs

ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET DE DEUX EPISSURES, Y COMPRIS S'IL S'AGIT D'UN CONNECTEUR D'EXTREMITÉ OU D'UN CONNECTEUR DE JARRETIÈRE.

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale aux valeurs suivantes, pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

Connecteur	SC	FC, ST	EC	VFO
Atténuation	0,5 dB	0,6 dB	0,8 dB	1 dB

- Taux de réflexion à 1550 nm supérieur ou égal aux valeurs suivantes :

Connecteur	SC/APC	FC, ST, SC/PC	EC	VFO
Taux de réflexion	- 50 dB	- 30 dB	- 45 dB	- 30 dB

4.1.4 - Contraintes sur la fibre

Pour un connecteur ou une épissure :

- Atténuation à 1550 nm supérieure à l'atténuation à 1310 nm, de 0,10 dB ou plus.

4.1.5 - Uniformité de l'atténuation

- Discontinuité supérieure ou égale à 0,10 dB à 1550 nm.
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

4.1.6 - Atténuation linéique

- Pas de seuil donnant lieu à réserve.

4.1.7 - Atténuation globale

- Atténuation à 1550 nm, dans l'une ou l'autre des directions de propagation, supérieure ou égale au maximum théorique A_{Maxi} qui sera fourni par VILLE et qui peut être calculé avec la formule décrite au § 4.2.
- Pas de seuil donnant lieu à réserve pour l'atténuation à 1310 nm.

4.2 - CALCUL DE L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE D'UN SEGMENT

L'atténuation maximale d'un segment peut être exprimée par la formule suivante :

$$A_{\text{Maxi}} = (\alpha_{\text{FO}} \times L_{\text{FO}} + \alpha_{\text{ép}} \times N_{\text{ép}} + \alpha_{\text{cn}} \times N_{\text{cn}}) \times C - \alpha_{\text{rf}}$$

Dans laquelle :

- A_{Maxi} en dB est l'atténuation du segment, hors équipements optoélectroniques.
- α_{FO} en dB/km est l'atténuation linéique de la fibre câblée, sans les épissures.
- L_{FO} en km est la longueur de fibre du segment, mesurée par réflectométrie.
- $\alpha_{\text{ép}}$ en dB est l'atténuation d'une épissure.
- $N_{\text{ép}}$ est le nombre d'épissures sur le segment, sans celles des connecteurs.
- α_{cn} en dB est l'atténuation d'un connecteur, incluant ses épissures.
- N_{cn} est le nombre de connecteurs sur la liaison.
- C est un coefficient d'effet statistique.
- α_{rf} en dB est la correction du niveau de référence de la mesure photométrique.

Les valeurs numériques à 1550 nm, sont les suivantes :

4.2.1 - Atténuation de la fibre câblée α_{FO}

- 0,215 dB/km si le segment est inférieur à 20 km
- 0,205 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 20 km
- 0,200 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 80 km

**ON CONSIDERE QUE CES VALEURS S'APPLIQUENT A DES CABLES
FABRIQUES EN 2001.**

En fonction de l'écart entre cette date et la date de fabrication du câble, on compte une correction de l'atténuation, en plus (vers le passé) ou en moins (vers le futur), de :

0,004 dB/km par an

4.2.2 - Atténuation des épissures $\alpha_{\text{ép}}$

0,07 dB si leur nombre est inférieur à 10
0,05 dB si leur nombre est supérieur ou égal à 10
0,04 dB si leur nombre est supérieur ou égal à 20

4.2.3 - Nombre d'épissures N_{ep}

Les épissures des connecteurs seront comptées avec les connecteurs et ne sont donc pas prises en compte dans le nombre d'épissures.

4.2.4 - Atténuation des connecteurs α_{cn}

ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET EVENTUELLEMENT DE DEUX EPISSURES.

De ce point de vue, on ne fait pas de différence entre les connecteurs de jarretières et les autres.

Une distinction est faite entre les différents types de connecteurs.
Pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

Connecteur	SC	FC, ST	EC	VFO
α_{cn}	0,5 dB	0,6 dB	0,8 dB	1 dB

Si N_{cn} est supérieur ou égal à 4 (tous types confondus), enlever 0,15 dB par connecteur.

Si N_{cn} est supérieur ou égal à 8 (tous types confondus), enlever 0,20 dB par connecteur.

4.2.5 - Nombre de connecteurs N_{cn}

ON NE PREND PAS EN COMPTE LES JARRETIERES EN TANT QUE TELLES DANS LA FORMULE. ON COMPTABILISE SIMPLEMENT LES CONNECTEURS QUI LES CONSTITUENT.

Les connexions d'extrémité sont comptées comme des connexions entières et non pas comme des demi-connexions.

4.2.7 - Coefficient d'effet statistique C

$C = 0,98$ si on a à la fois $L_{FO} \geq 20$ km et $N_{cn} \geq 3$

$C = 1$ dans les autres cas.

4.2.8 - Correction du niveau de référence photométrique α_{rf}

Selon le type de connecteur d'extrémité, pour tenir compte du connecteur utilisé pour la prise du niveau de référence lors de la mesure photométrique (niveau 0 dB), on considère les valeurs α_{rf} suivantes :

Connect. d'extrémité	SC	FC, ST	EC	VFO
α_{rf}	0,25 dB	0,30 dB	0,45 dB	0,55 dB

En cas de connecteurs différents aux extrémités, on retiendra la plus forte valeur entre les deux connecteurs concernés si la référence a été prise avec un raccord hybride. On retiendra la moyenne des deux valeurs si la référence a été prise en faisant la moyenne entre deux jeux de jarretières.

Pour une mesure de l'atténuation au réflectomètre, (cas des fibres non connectorisées), α_{rr} = 0.

5 – CONFIGURATION APRES ESSAIS

La liaison optique doit être mise à disposition de l'exploitation dans la configuration suivante :

- L'ensemble des connecteurs ayant subi une manœuvre lors de la recette seront nettoyés selon les procédures en vigueur dans la profession et remis en place.
- Les éventuelles anomalies de repérage sur les étiquettes seront signalées.

ANNEXE 4

Contenu du cahier de recette

Le PRESTATAIRE s'engage à fournir à VILLE les documents suivants :

- Les schémas de baies et le plan de câblage VILLE, dans le cas d'une recette de raccordement, validés ou annotés (support papier).
- Le synoptique de liaison VILLE, dans le cas d'une recette d'activation de fibres, validé ou annoté (support papier).
- Les diverses informations demandées aux § 3.1 et 3.2 de l'annexe 1 (supports papier et informatique).
- Les analyses et tableaux de synthèse des mesures réflectométriques et photométriques, tels que décrits aux § 3.3 et 3.4 de l'annexe 1, (supports papier et informatique).
- Les traces réflectométriques, aux deux longueurs d'onde pour le support informatique et à 1550 nm pour le support papier, telles que décrites aux § 3.1 et 3.3 de l'annexe 1.

Le Rockstore - Mission OPC

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le Code des marchés publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2012/2877/T/R en date du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, Adjoint au Maire délégué au quartier Port Marianne, à la gestion active et durable du patrimoine, à l'économie des ressources et des énergies ;

Considérant :

- Que le Rockstore est un établissement recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée (discothèque et salle de concert) ;
- Que la ville de Montpellier a acquis ce bâtiment ;
- Que la ville de Montpellier souhaite mettre en conformité acoustique, incendie et handicapé le Rockstore.
- Que dans ce cadre, un marché public a été lancé à procédure adaptée « Le Rockstore – Mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC) » ;
- Que seule la société ARTEBA COORDINATION a présenté une offre ;
- Que cette offre est satisfaisante ;

Décide en conséquence :

- L'offre de la société ARTEBA COORDINATION – 266 Place Ernest Granier, 34000 MONTPELLIER – est retenue, pour un montant de 41 867 € HT.
- La dépense sera imputée sur le budget 2012 de la ville de Montpellier – Direction Architecture et Immobilier ; Ligne : 16294 – Nature : 2135 – Fonction : 900207.
- Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisée à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

- Monsieur le Directeur général des services de la ville et Monsieur le Percepteur de la ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Montpellier – 3 rue Pitot, 34000 MONTPELLIER.

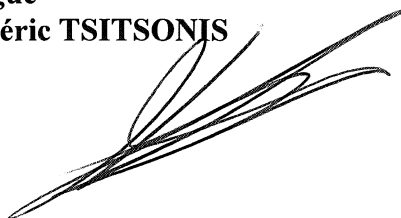
Montpellier, le 16/11/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 19/11/2012

Notifiée le :





Direction Energie Moyens
Techniques
Service Achats et
Production graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/1426

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

21 NOV. 2012

BUREAU DU COURRIER

Attribution d'un marché passé selon la procédure adaptée pour l'achat de sacs plastique

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de sacs plastique pour les services de la Ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA N° 2M1026), conformément aux articles 28 et 77 du Codes des Marchés Publics, en date du 15 octobre 2012, la société COLDIS, zac du plan, 230 avenue du COUNOISE 84 320 ENTRAIGUES SUR SORGUES a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à société COLDIS, pour un montant total de commandes maximum de 60 000 € HT, pour une durée allant de la date de sa notification au 31 décembre 2013.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, nature 60631 toutes fonctions.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 19/11/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20/11/2012

Notifiée le :

DROIT DE PREEMPTION
Propriété GALVANY
Rue Marius Petipa - ZAC PIERRES VIVES
Exercice du droit de préemption

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011-2209 de délégation pris par Madame le Maire le 2 septembre 2011;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu l'arrêté préfectoral du 13 février 2009 créant la zone d'aménagement concerté PIERRES VIVES;
- Vu la concession d'aménagement de la ZAC PIERRES VIVES entre le Département de l'HERAULT et TERRITOIRE 34 du 8 octobre 2009;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 29 octobre 2012.

Considérant :

- que le 18 septembre 2012, les Consorts GALVANY ont souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un terrain d'agrément supportant deux constructions vétustes, situé rue Marius Petipa et cadastré section TV 5 et 7, au prix de 300.000 € plus 15.000 € à verser au Cabinet PROGEST au titre de la commission d'agence;
- que la propriété GALVANY est située dans le périmètre de la zone d'aménagement concerté PIERRES VIVES, créée à l'initiative du Conseil Général de l'HERAULT et ayant pour objet l'aménagement et l'équipement de terrains en vue de la construction de bâtiments publics et de bâtiments à usage d'habitat et de bureaux;
- que la Société TERRITOIRE 34, société publique locale d'aménagement concessionnaire du Conseil Général de l'HERAULT pour réaliser la ZAC PIERRES VIVES, a fait part à la Ville de son intérêt pour ce bien et lui demande d'exercer le droit de préemption pour son compte, ledit bien devant permettre la réalisation du lot 8 de la ZAC constitué d'un bâtiment R+6 à vocation d'habitation;

- qu'il paraît opportun dans ces conditions pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien afin de le rétrocéder à TERRITOIRE 34 qui réalisera le projet énoncé ci-dessus, projet conforme au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de MONTPELLIER et aux articles L 210-1 et L 300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut être exercé, notamment, afin de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat et de réaliser des équipements collectifs.
- que le prix proposé paraît excessif.

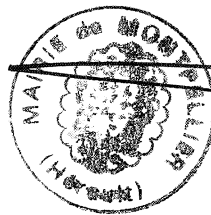
Décide en conséquence :

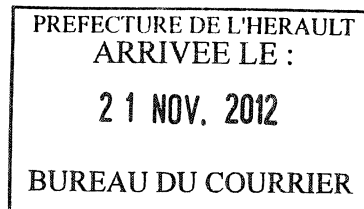
- d'exercer le droit de préemption sur la propriété GALVANY, située rue Marius Petipa et cadastrée section TV 5 et 7, au prix de 144.000 € plus 15.000 € de commission d'agence;
- dans le cas où les propriétaires décideraient de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme;
- que, dans le cas où les propriétaires décideraient d'accepter le prix proposé par la présente décision de préemption ou celui qui pourrait être fixé par le Juge de l'Expropriation, TERRITOIRE 34 intervienne à l'acte d'acquisition en qualité de tiers –payeur, le bien lui étant ensuite rétrocédé gratuitement par la Ville.

Montpellier, le 12 NOV. 2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le :
Notifiée le :





**Acquisition d'une carte d'abonnement AIR FRANCE
pour Mme Hélène MANDROUX, Maire de la ville de
Montpellier, pour la période 2012-2013**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

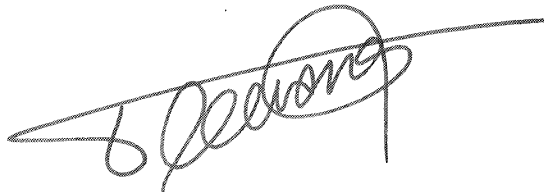
- Qu'il convient de passer commande d'une carte d'abonnement permettant de bénéficier de tarifs réduits auprès de la société Air France en faveur de Madame Le Maire de la ville de Montpellier ;

Décide en conséquence :

- d'acquérir cette carte d'abonnement en faveur de Madame Hélène Mandroux, Maire de la ville de Montpellier, pour une période d'un an à compter du 16 octobre 2012.
- De prélever le montant de la dépense (630 euros) sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 920010, nature 6532.

Montpellier, le 14/11/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint**



Serge FLEURENCE

Publiée le : 15/11/2012
Notifiée le :

Ville de



Montpellier

Direction de la Culture et
du Patrimoine
Service Administration

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012 / 430

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

21 NOV. 2012

BUREAU DU COURRIER

**Programme d'expositions au Pavillon Populaire
Commissariat d'expositions 2011-2013
Convention pour l'année 2013**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la décision n° 2010/445 du 25 octobre 2010 approuvant le programme d'expositions 2011-2013 au Pavillon Populaire
- Vu l'arrêté n° 2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que le programme 2011-2013 du Pavillon Populaire et le commissariat général de ce lieu d'exposition photographique ont été confiés en 2010 à Monsieur Gilles MORA, éminent spécialiste de la photographie dont les compétences et réseaux professionnels sont unanimement reconnus ;
- Qu'il convient de renouveler l'engagement de la Ville pour l'année 2013, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au budget primitif ;
- Que, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, compte tenu des circonstances, ce marché (mapa 2M1767) peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention de commissariat d'exposition pour l'année 2013 jointe en annexe ;
- De confier cette mission à Monsieur Gilles MORA, pour un montant de 20 000.00 € d'honoraires et 17 000.00 € maximum de frais de déplacement, d'hébergement, de restauration, de recherche et de préparation (pris en charge directement par la Ville ou remboursables sur présentation de justificatifs) ;
- De dire que des avances sur frais de 3 000.00 € maximum, justifiables *a posteriori*, pourront être versés en cas de déplacement à l'étranger ;
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 19/11/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 20/11/2012

Notifiée le :

CONVENTION DE COMMISSARIAT D'EXPOSITIONS

ENTRE LES SOUSSIGNES:

Monsieur Gilles MORA
Demeurant : 74, Chemin de Franchinet, 47310 BRAX

N° sécurité sociale: 145052456800517

ci-après dénommé (e) " **LE COMMISSAIRE D'EXPOSITION** "

D'UNE PART,

ET

LA VILLE DE MONTPELLIER



Représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire, agissant *ès-qualités* en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009,

ci-après désignée par le terme « **L'ORGANISATEUR** »

D'AUTRE PART,

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION :

- Conception d'un programme d'expositions 2011-2013 pour le Pavillon populaire - espace photographique de la Ville de Montpellier
- Réalisation du commissariat général des expositions de cet équipement municipal en 2013
- Commissariat direct de deux expositions,

comme défini dans le cahier des charges joint en annexe au présent contrat.

Expositions prévues pour 2013 :

- Du vendredi 29 mars 2013 au dimanche 9 juin 2013

Vernissage le jeudi 28 mars 2013

Exposition « *La volonté de bonheur, photographies du Front Populaire* »

Regard sur les photographies anonymes et de presse durant la période du Front Populaire, annonçant de nombreux changements sociaux mais également la naissance de la photographie humaniste.

Commissariat : Pierre Bonhomme. Coproduction du catalogue et reprise de l'exposition par la Ville de Clermont-Ferrand (direction de la culture.)

- Du vendredi 28 juin au dimanche 13 octobre 2013

Vernissage le jeudi 27 juin 2013
Exposition « *Les couleurs de Bernard Plossu* », 1968-2012

Première rétrospective française de ce grand photographe pétri de la culture de la beat generation américaine.

Commissariat : Marc Donnadiou.

- Du vendredi 6 décembre 2013 jusqu'à mars 2014 :
Vernissage le jeudi 5 décembre 2013
Rétrospective « *Aaron Siskind, l'abstraction américaine en photographie* »

Nouveau partenariat avec le Center for creative photography de l'université de Tucson en Arizona, suite au succès de l'exposition W. Eugene Smith. Commissariat : Gilles Mora.

Catalogue en deux langues et en diffusion internationale.

Ces expositions seront présentées au Pavillon Populaire - espace photographique de la Ville de Montpellier, sis Esplanade Charles-De-Gaulle, à Montpellier, de mars 2013 à mars 2014.

ARTICLE 2 – MONTANT DU COMMISSARIAT :

L'ORGANISATEUR versera au COMMISSAIRE D'EXPOSITION pour la conception du programme d'expositions 2011-2013, la coordination des expositions 2013 et le commissariat direct de deux expositions du Pavillon Populaire citées ci-dessus, la somme de 20 000 € T.T.C.

Les frais de déplacement, d'hébergement, de restauration, de recherche et de préparation d'exposition (achat de documentation, frais de reproduction ou de numérisation, frais postaux...) sont à la charge de la Ville pour un montant maximum de 17 000.00 €, sur présentation de justificatifs. En cas de déplacement à l'étranger, une avance sur frais, d'un montant maximum de 3 000.00 € par voyage, pourra être consentie au commissaire d'exposition. Cette avance sera obligatoirement justifiée *a posteriori*. Au cas où les justificatifs présentés ne couvriraient pas le montant de l'avance accordée, la différence sera automatiquement déduite du remboursement de frais suivant.

ARTICLE 3 - RÉGLEMENT

Premier versement : 8000 € après signature du contrat – janvier 2013.

Deuxième versement : 6000 € - avril 2013.

Troisième versement : 6000 € - octobre 2013

Compte : N° 00003691344

Agence : BNP PARIBAS

Adresse : 61, avenue Michel Ricard, 47520 Le Passage d'Agen

Les factures, accompagnées du bon de commande, devront être envoyées à l'adresse suivante :
Mairie de Montpellier, Département Modernisation, Direction des Finances et du Contrôle de Gestion, 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2

ARTICLE 4 – CLAUSE JURIDIQUE

Le présent contrat sera interprété selon la législation française applicable aux contrats passés et exécutés en France. En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des Tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

Fait en trois exemplaires originaux.

À Montpellier, le

LE COMMISSAIRE D'EXPOSITION

L'ORGANISATEUR

Pour Madame le Maire

L'Adjoint délégué

Gilles MORA

Philippe SAUREL

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :
21 NOV. 2012
BUREAU DU COURRIER

**Avenant au marché passé selon une procédure adaptée
pour une mission d'étude de faisabilité d'un projet de
Cité des Métiers à Montpellier**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2739/T/R donnant délégation de signature à Monsieur Marc DUFOUR, Adjoint au Maire délégué à l'emploi, à l'insertion par l'économie et au développement économique et commercial ;

Considérant :

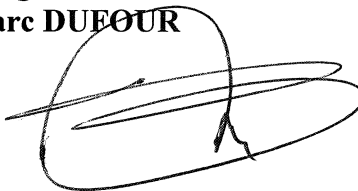
- Qu'il a lieu de procéder à l'attribution d'un avenant au marché 1M740, d'un montant initial de 45 900€ HT, relatif à une mission d'étude de faisabilité d'un projet de Cité des Métiers à Montpellier.
- Qu'à la suite de l'obtention du label « projet » auprès d'Universciences à Paris, il a été demandé d'approfondir et de structurer les étapes à venir pour la création d'une Cité des métiers à Montpellier (définition des étapes de mise en place d'un GIP, préparation de l'activité de la Cité des métiers pour une ouverture en 2013) ainsi que d'organiser une réunion plénière de restitution auprès de l'ensemble des partenaires du projet, l'entreprise attributaire du marché (AMNYOS) a présenté un devis économiquement avantageux de 6000€ HTce qui porterait donc le montant global du marché à 51 900 €HT ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer l'avenant précité à l'entreprise AMNYOS située au 11 avenue Philippe Auguste à Paris pour un montant de 6 000 € HT
- De dire que cette dépense sera imputée sur le budget de la Ville (LC 19 927 nature 2031)
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué à signer l'avenant au marché 1M740 et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 19/11/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Marc DUFOUR



Publiée le : 19/11/2012
Notifiée le :

Département Action Solidaire

Service Ressources Logement Emploi Insertion

AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Représenté par
Madame Le Maire

Titulaire du marché :

AMNYOS
Représenté par Monsieur Eric TROUSSEL , Président

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché : Mission d'étude de faisabilité d'un projet de Cité des Métiers à Montpellier

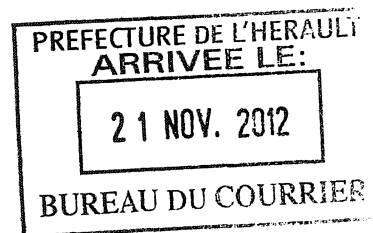
N° du marché :
1M740

Notifié le :
06 Février 2012

Montant initial du marché :
Montant HT : 45 900 Euros

Date d'examen du projet d'avenant par la Commission d'appels d'offres (le cas échéant) : Sans objet

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :



C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le(s) motif(s) suivant(s) :

Suite à l'obtention du label « projet » auprès d'Universciences à Paris, il est prévu d'approfondir et de structurer les étapes à venir pour la création de cette Cité des métiers à Montpellier (définir les étapes de mise en place d'un GIP, préparation de l'activité à venir de la Cité des métiers pour une ouverture en 2013) De plus, il est demandé au prestataire de prévoir et d'organiser une réunion plénière de restitution auprès de l'ensemble des acteurs rencontrés.

ARTICLE 2

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans le devis fourni par le titulaire.

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 6 000 €H.T. (7 176 T.T.C.), soit en toutes lettres : six milles euros Hors taxes (sept milles cent soixante seize euros Toutes Taxes Comprises)

La plus-value s'élève donc à 13 % du contrat initial.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

2 mois supplémentaires à la durée initiale du marché

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A , le

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire,
Le Directeur Général Adjoint
des Services

Jean Paul DAYRE



Direction de la Culture et
du Patrimoine
Service Administration

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/1432

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

19 NOV. 2012

BUREAU DU COURRIER

**Convention de mise à disposition du Carré Sainte
Anne à l'association Nouveau Sainte Anne pour la
Mostra du Livre Ancien, la Foire aux Santons et le
Salon des Antiquaires**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué

Considérant :

- Que l'association Nouveau Sainte Anne a déposé une demande en vue d'organiser, au Carré Sainte Anne, les éditions 2012 de la Mostra du Livre Ancien (1^{er} et 2 décembre), de la Foire aux Santons (8 et 9 décembre) et du Salon des Antiquaires (14, 15 et 16 décembre);
- Que cette mise à disposition se fait dans le respect du règlement approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 26 juillet 2010 et du tarif 2012 fixé par délibération en date du 16 décembre 2011 : le montant de la redevance d'occupation du domaine public est ainsi fixé à 500 € par jour d'exposition ; en contrepartie, la vente d'œuvres est autorisée.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention de mise à disposition du Carré Sainte Anne présentée en annexe ;
- D'imputer la recette correspondante sur le budget 2012 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 19/11/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 20/11/2012

Notifiée le :

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU CARRE SAINTE-ANNE A UNE ASSOCIATION

Entre

La Ville de Montpellier représentée par son Maire, Hélène MANDROUX, dûment autorisé en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 2 avril 2008, complétée par la délibération n°2009/131 du 30 mars 2009.

Et

L'association « Nouveau Sainte-Anne », 1 rue Sainte-Anne, 34000 MONTPELLIER et représentée par Monsieur Sadik FARABI, Président de l'association.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier en sa qualité de propriétaire met à disposition le Carré Sainte-Anne à l'association « Nouveau Sainte-Anne », du jeudi 29 novembre au lundi 3 décembre 2012 inclus pour la « Mostra du livre ancien » (ouverture publique : 1^{er} et 2 décembre 2012) et du jeudi 6 au lundi 10 décembre 2012 inclus pour la « Foire aux santons » (ouverture publique : les 8 et 9 décembre 2012) ainsi que du jeudi 13 décembre au lundi 17 décembre 2012 inclus pour le « Salon des antiquaires » (ouverture publique les 14, 15 et 16 décembre 2012.)

ARTICLE 2 : L'association occupe les lieux en l'état, sans modification de structure et s'engage à les restituer en l'état à l'issue des périodes de mise à disposition. Elle en assurera également l'entretien courant.

ARTICLE 3 : Les lieux sont ouverts gratuitement au public pour les dates suscitées (article 1) de 10 heures à 20 heures. Le gardiennage est sous la responsabilité de l'association, en accord avec le responsable du lieu.

ARTICLE 4 : L'association est tenue d'assurer, selon les principes de droit commun :

- les risques locatifs liés à la mise à disposition des locaux, objet de la présente convention ;
- ses propres responsabilités, pour les dommages causés aux tiers, liées à l'exercice de ses activités dans les locaux mis à disposition ;
- les œuvres et objets exposés ;
- ses propres biens ;
- ses propres préjudices financiers.

Aucune clause de renonciation à recours n'est applicable entre la collectivité, l'association et leurs assureurs respectifs.

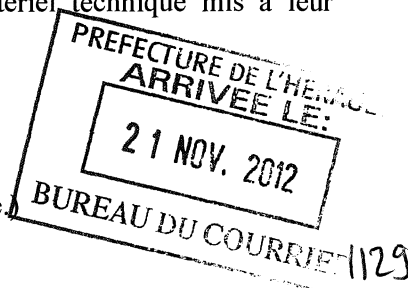
En cas de préjudice lors de la période de mise à disposition de la salle, l'association doit pouvoir produire une attestation de son assureur sanctionnant les dispositions précitées. Elle devra par la suite pouvoir en justifier la présentation à toute demande de la collectivité.

Si l'association choisit de ne pas contracter d'assurance concernant les dispositions précitées, la Ville de Montpellier décline toute responsabilité en cas de préjudice relevant de ces mêmes dispositions.

ARTICLE 5 : La maintenance technique ainsi que les éclairages se feront en accord avec le responsable de la salle et des agents techniques de la Direction de la Culture et du Patrimoine affectés au Carré Sainte-Anne. En aucun cas les exposants ne devront sortir du Carré Sainte-Anne le matériel technique mis à leur disposition sans l'accord du responsable.

ARTICLE 6 : La Ville de Montpellier prendra à sa charge :

- l'envoi protocolaire du carton d'invitation à la liste habituelle.
- un suivi auprès de la presse (relais de l'information auprès de la presse locale)



- le relais de la manifestation sur tous ses supports institutionnels de communication.
- l'installation et le démontage de certains matériels dans des limites déterminées par le régisseur des expositions en accord avec l'association et en fonction de ses possibilités de service,
- la présence de deux agents d'accueil et de surveillance durant toute la durée de l'ouverture au public des salons (personnel municipal non habilité à vendre objets ou publications pour un tiers.)
- la remise en état de la salle et son nettoyage courant.

ARTICLE 7 : Une clé de la porte d'entrée sera remise au Président de l'association ainsi qu'un numéro de code personnel pour l'alarme le jeudi 29 novembre 2012. Le Président de l'association sera responsable de la mise en service de l'alarme pour toute ouverture et fermeture en dehors des heures ouvrables. Le responsable du lieu devra en être informé au préalable. En aucun cas la clé ne devra être prêtée à un tiers sans l'accord du responsable du lieu.

ARTICLE 8 : Conformément à la délibération du Conseil municipal du 16 décembre 2011, la redevance d'occupation du domaine public est fixée à 500 € par jour pour l'année 2012, pendant les jours d'ouverture au public des salons ; en contrepartie de cette redevance, la vente d'œuvres d'art, d'artisanat, de publications et d'objets est autorisée au sein du Carré Sainte-Anne.

Si des documents annexes concernant l'exposition (catalogues, fascicules, cartes postales) sont vendus au profit de l'association, cette vente sera faite sous son entière responsabilité .

Par ailleurs, un chèque de caution de 385 € sera déposé par l'association, à l'ordre de Monsieur le Trésorier Principal Municipal. Cette caution pourra être retenue par la Ville de Montpellier en cas de détérioration de la structure de la salle, détérioration ou disparition du matériel mis à disposition.

ARTICLE 9 : L'association devra faire figurer sur tous les documents de communication, de manière bien visible, le logo de la Ville de Montpellier selon la charte graphique en vigueur, ainsi que la dénomination du lieu Carré Sainte-Anne et l'adresse : rue Philippy – 34000 Montpellier. Tous les documents de communication liés à la manifestation faisant l'objet de cette convention devront obligatoirement être visés, avant impression et diffusion, par la Direction de la Communication de la Ville de Montpellier, par l'intermédiaire de la Direction de la Culture et du Patrimoine.

ARTICLE 10 : L'association devra jouir personnellement de la salle d'exposition et ne devra en aucun cas sous traiter l'espace.

ARTICLE 11 : La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de non respect de tout ou partie de l'une de ces clauses. En cas de résiliation au tort de l'association, celle-ci ne pourra prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 12 : Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'application de la présente convention est du ressort des Tribunaux compétents de la Ville de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Le Président de l'association,

Pour Madame le Maire,
L'Adjoint délégué,

Sadik FARABI
(Signature et cachet)

Philippe SAUREL



**Réalisation du diagnostic complet des installations et
équipements du parc Darwin en vue de leur mise en
conformité ou de leur amélioration - Marché
n°2M1100 -**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2175/T/R en date du 01/09/2011, donnant délégation de signature à Monsieur Jacques TOUCHON, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il s'avère nécessaire de procéder à un diagnostic complet des installations et équipements du parc Darwin en vue de leur mise en conformité ou de leur amélioration,
- Qu'une consultation d'entreprises spécialisées a été lancée, en date du 19 juillet 2012, conformément à l'article 28 du Code des marchés publics,
- Que seule la société QCS SERVICES, division de QUALICONSULT SECURITE, Agence de Montpellier - Parc Club Millénaire - Bât 18 - 1025 rue Henri Becquerel - 34000 - MONTPELLIER - a effectué une offre,
- Qu'après une phase de négociation, cette société a présenté, en date du 8 octobre 2012, une nouvelle offre économiquement avantageuse,

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 2M1100 à la Société QCS SERVICES, division de QUALICONSULT SECURITE, pour un montant de 98 300 € HT,
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, section investissement 908,
- D'autoriser Madame le Maire ou, à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le

19/11/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Jacques TOUCHON

Publiée le : 20/11/2012

Notifiée le :



Direction de la Culture et
du Patrimoine
Service Administration

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012 1434

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

21 NOV. 2012

BUREAU DU COURRIER

Théâtre Jean Vilar, saison 2012-2013
Contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle
Shanghai Bolero Triptyque

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué

Considérant :

- Que la Ville a défini le programme de la saison 2012-2013 du Théâtre Jean Vilar
- Que ce programme comporte le spectacle *Shanghai Bolero Triptyque*, par la Compagnie Didier Theron, Association Allons z'enfants, qui sera présenté les 28 et 29 janvier 2013 ;
- Que, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, compte tenu des circonstances, ce marché (2M1771) peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour un montant global de 16 797.20 € HT ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la signature du contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle *Shanghai Bolero Triptyque* avec la Compagnie Didier Theron, Association Allons z'enfants, pour un montant de 14 000 € HT, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au budget primitif ;
- De dire que seront également pris en charge les frais de transport, d'hébergement et les défraiements des artistes et techniciens, pour un montant de 2 797.20 € HT
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 19/11/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 20/11/2012

Notifiée le :

Contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle

Entre les soussignés :

Association Allons'z Enfants

Siège social : 155 rue de Bologne – 34080 Montpellier

Tél. : 04 67 03 38 22/ Fax : 38 37 – Email : administration@didiertheron.com

Siret : 343 042 446 00025 – APE : 9001Z

Licences d'entrepreneur de spectacle : 1-1055922, 2-1050779 et 3-1050786

Représentée par Robert GAUSSORGUES, en qualité de Président

Ci après dénommée « **le producteur** », d'une part,

Et

Ville de Montpellier - Direction de la Culture et du Patrimoine – Théâtre Jean Vilar

Siège social : 1.Place Georges Frêche – 34267 Montpellier

Téléphone : 04 67 40 41 39 – Email : martine.compan@ville-montpellier.fr

SIRET : 213 401 722017 87

APE : 751 A

Licences d'entrepreneur de spectacle : 1.10486.94

Représenté par Madame Hélène Mandroux, en sa qualité de Maire de Montpellier (agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le conseil municipal à Madame le Maire

Ci après dénommée « **l'organisateur** », autre part,

Il est exposé ce qui suit :

A. **Le producteur** dispose du droit de représentation et d'exploitation, tant pour la chorégraphie que pour la musique, en France, du spectacle suivant, pour lequel il s'est assuré le concours des artistes et techniciens nécessaires à sa représentation :

Shanghai Boléro Triptyque

Chorégraphie et mise en scène : Didier Theron

Dramaturge : Michèle Murray

Création lumières : Catherine Noden

Interprétation : En cours de finalisation : 10 danseuses et 3 danseurs

Musique : Maurice Ravel – Le Boléro

B. **L'organisateur** s'est assuré de la disponibilité des lieux suivants dont le **producteur** déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques : le Théâtre Jean Vilar – 155 Rue de Bologne - 34080 Montpellier

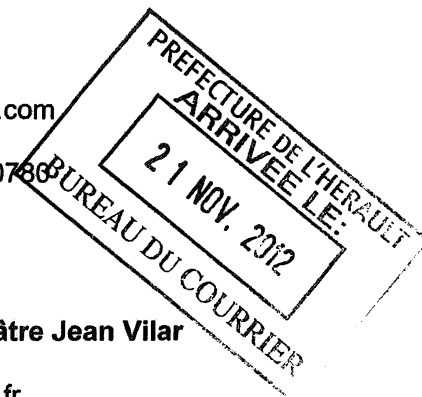
Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet

Le **producteur** s'engage à donner, dans les conditions définies ci-après, et dans le cadre du présent contrat : deux représentations du spectacle *Shanghai Boléro Triptyque*, le lundi 28 janvier et le mardi 29 janvier 2012 à 20H00 au Théâtre Jean Vilar.

Article 2 - Obligations du producteur

Le **producteur** fournira le spectacle entièrement monté et assumera la responsabilité artistique de la représentation. En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises, les cachets, primes et indemnités de son personnel artistique, technique et administratif attaché au spectacle.



11

Il lui appartient notamment de solliciter, en temps utile, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle.

Le spectacle comprendra les décors, costumes, meubles et accessoires et d'une manière générale tous les éléments nécessaires à sa représentation adaptés au lieu de spectacle retenu.

Le producteur fournira à l'organisateur:

- les éléments nécessaires à la publicité du spectacle ;
- la fiche technique du spectacle.

Article 3 - Mentions obligatoires

En matière de communication et d'information, l'**organisateur** s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le **producteur** et observera les mentions obligatoires suivantes : « La Compagnie Didier Theron – Espace Bernard Glandier reçoit le soutien de la DRAC Languedoc-Roussillon au titre de Compagnie conventionnée, de la Région Languedoc-Roussillon, du Département de l'Hérault, et de la Ville de Montpellier ».

Et pour la création Shanghai Boléro Triptyque : « Coproduction : Festival Montpellier Danse 2011 ».

Article 4 - Application du taux de TVA

Le producteur certifie que le spectacle, objet du présent contrat, a été représenté en France moins de 141 fois au sens défini par l'article 76 ter annexe 3 du Code général des Impôts et induit un taux de TVA à 2,10% pour les recettes de billetterie.

Le taux de TVA applicable à cette cession est au taux réduit de 7%.

Article 5 - Obligations de l'organisateur

L'**organisateur** fournira le lieu de représentation en ordre de marche, y compris le personnel nécessaire au déchargement et rechargement, au montage et démontage, et aux services des représentations et il assurera l'accueil et le service de sécurité. L'**organisateur** assurera le service de billetterie le soir de spectacle. En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales de ce personnel.

L'**organisateur** prendra en charge les droits d'auteurs et éventuels droits voisins et en assurera le paiement.

Article 6 - Capacité des salles, prix des places et invitations

374 places dans le Théâtre Jean Vilar.

Toute modification de la capacité d'accueil de la salle liée au dispositif scénique ou technique devra faire l'objet d'un accord écrit entre les deux parties.

Tarifs :

Tarif plein 15.00€

Tarif réduit : étudiants, D.E, + 60ans 11.00€

-16 ans et intermittents 5.00€

Abonnement Plein tarif 11.50€

Abonnement tarif réduit 9.00€

Abonnement moins de 16 ans 3.75€

L'**organisateur** met 10 invitations à disposition du **producteur**, hors professionnels venant assister à la représentation et directement pris en charge par l'**organisateur**.

Paraphes :

Article 7 - Prix de cession :

L'organisateur s'engage à verser au producteur, en contrepartie de la présente cession, et sur présentation d'une facture :

Cession <i>Shanghai Boléro Triptyque</i>	14 000,00 € HT
Transports	1 500,00 € HT
Hébergements	750,00 € HT
Repas remboursés sur la base du tarif Syndeac 17.10€/repas	547.20 € HT
TOTAL HT	16 797.20 € HT
TVA 7%	1 175.80 €
TOTAL TTC	17 973.00 € TTC
Dix sept mille neuf cent soixante treize euros toutes taxes comprises	

Article 8 - Voyages, défraiements repas et hébergements

L'organisateur prendra en charge l'hébergement et les transports selon les modalités financières définies à l'article 7.

Le producteur aura à sa charge l'organisation de ces transports et hébergements.

Article 9 - Règlement et échéancier

Le règlement des sommes dues par l'Organisateur sera fait par Mandat administratif (RIB ci-dessous), en une fois, sur présentation de facture à l'issue de la représentation du 29 janvier 2013.

**CREDIT
COOPERATIF**

RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

Titulaire du
Compte **ALLONS ZENFANTS CIE D.THERON**
155 RUE DE BOLOGNE
34000 MONTPELLIER

Domiciliation : **CREDITCOOP MONTPELLIER**

42559 **00034** **51020014160** **48**
Code Banque Code Guichet Numéro du Compte Clé RIB

Numéro de compte bancaire international (IBAN)

FR76 **4255** **0000** **3451** **0200** **1416** **048**

CODE BIC : **CCOPFRPPXXX**

Article 10 - Montage, démontage, répétitions

L'organisateur tiendra le lieu de représentation à la disposition du producteur pour le montage, les réglages, le filage et d'éventuels raccords à partir du 28 janvier 2013 à 9 heures.

Le démontage et le rechargement seront effectués à l'issue de la représentation.

Article 11 - Assurances

L'organisateur déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à la représentation du spectacle dans les différents lieux, et pour les dommages qui surviendraient à un tiers du fait de son matériel ou de son personnel.

Le producteur déclare avoir souscrit les assurances nécessaires pour tout dommage pouvant affecter les objets lui appartenant ou appartenant à son personnel, les dommages affectant son personnel et pour sa responsabilité civile.

Paraphes :

M

Article 12 - Enregistrement, photos, presse

En dehors des retransmissions fragmentaires radiodiffusées ou télévisées du spectacle, d'une durée de 3 minutes au plus, pour une diffusion dans un journal ou un magazine d'actualités générales (national ou régional) radiodiffusé ou télévisé, ou d'une émission spécialisée dans les informations d'actualités culturelles (nationale ou régionale), toute autre diffusion de tout ou partie du spectacle nécessitera un accord particulier du **producteur**.

L'**organisateur** informera le **producteur** de la présence sur chaque lieu de représentation d'un photographe accrédité par l'**organisateur** aux seules fins d'archives et d'information interne ; ce photographe travaillera avec du matériel insonorisé et sans flash. Celui-ci devra être autorisé par le **producteur** à effectuer son travail dans les conditions exposées ci-dessus.

Article 13 - Annulation du contrat

Conformément à l'article 1148 du Code Civil, le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnité dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence et notamment, mais non exhaustivement : catastrophes naturelles, insurrections, grève générale, épidémies, fait du prince...

Les deux parties se réservent le droit de reporter les représentations annulées ; le choix des dates de ces représentations sera décidé d'un commun accord entre les parties.

Le défaut ou le retrait des droits de représentation à la date d'exécution du présent contrat entraînerait sa résiliation de plein droit pour inexécution de la clause essentielle du paragraphe A de son exposé.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

Article 14 - Compétence juridique

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux compétents de Montpellier, mais seulement après épuisement des voies amiables.

Fait à Montpellier, le vendredi 09/10/2012, en deux exemplaires originaux.

Le producteur

Robert GAUSSORGUES, Président

Pour l'organisateur

L'adjoint délégué à la culture

Association loi 1901 Allons'Z'Enfants
Compagnie Didier THERON
Espace Bernard GLANDIER
155, Rue de Bozogne
F - 34080 MONTPELLIER
Tél. 04 67 03 38 22 - Fax: 04 67 03 38 37
e-mail : secretariat@didiertheron.com
SIRET: 343 042 416 00025 - APE: 903 A - TVA Intr. Fr 303 430 424 4600017



Direction de la Culture et
du Patrimoine
Service Administration

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/435

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

21 NOV. 2012

BUREAU DU COURRIER

**Convention de mise à disposition du Carré Sainte
Anne à l'association les Galeries de Montpellier pour la
quatrième édition du salon du dessin contemporain
Drawing Room**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'afin de permettre la tenue de la quatrième édition du Salon du dessin contemporain de Montpellier il convient de mettre à disposition le Carré Sainte Anne à l'association Les Galeries de Montpellier, du 14 au 26 novembre 2012, pour une ouverture au public du 21 au 25 novembre ;
- Que cette mise à disposition se fait dans le respect du règlement approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 26 juillet 2010 ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public de 500 € par jour d'ouverture au public est due, conformément à la grille des tarifs 2012 approuvée par délibération du 16 décembre 2011 ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention de mise à disposition du Carré Sainte Anne présentée en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 20/11/2012
Notifiée le :

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU CARRÉ SAINTE ANNE
A UNE ASSOCIATION**

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE:

21 NOV. 2012

Entre

La Ville de Montpellier représentée par son Maire, Hélène MANDROUX, dûment autorisée en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 2 avril 2008, complétée par la délibération n°2009/131 du 30 mars 2009.

Et

L'association « les galeries de Montpellier », domiciliée au 1 rue de la Carbonnerie, 34000 MONTPELLIER et représentée par Monsieur Christian LAUNE, Président de l'association.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier en sa qualité de propriétaire met à disposition le Carré Sainte Anne à l'association « Les galeries de Montpellier » du mercredi 14 au lundi 26 novembre 2012 inclus, montage et démontage compris, pour l'organisation de la quatrième édition du salon du dessin contemporain de Montpellier, intitulé *Drawing room*. Les galeries organisatrices et participantes sont : AL/MA (référente : Marie-Caroline Allaire Matte), Aperto (référente : Emmanuelle Etienne), Chantiersboîtenoire (référent : Christian Laune), Iconoscope (référente : Sylvie Guiraud), Galerie Hélène Trintignan (référente : Hélène Trintignan), Vasistas (référente : Jean-Paul Guarino).

ARTICLE 2 : L'association occupe les lieux en l'état, sans modification de structure et s'engage à les restituer en l'état à l'issue des périodes de mise à disposition. Elle en assurera également l'entretien courant.

ARTICLE 3 : Les lieux sont ouverts gratuitement au public du mercredi 21 au dimanche 25 novembre 2012 de 13 heures à 20 heures. Le gardiennage des espaces réservés aux galeries est sous la responsabilité de l'association, en accord avec le responsable du lieu.

ARTICLE 4 : L'association est tenue d'assurer, selon les principes de droit commun :

- les risques locatifs liés à la mise à disposition des locaux, objet de la présente convention ;
- ses propres responsabilités, pour les dommages causés aux tiers, liées à l'exercice de ses activités dans les locaux mis à disposition ;
- les œuvres et objets exposés ;
- ses propres biens ;
- ses propres préjudices financiers.

Aucune clause de renonciation à recours n'est applicable entre la collectivité, l'association et leurs assureurs respectifs.

En cas de préjudice lors de la période de mise à disposition de la salle, l'association doit pouvoir produire une attestation de son assureur sanctionnant les dispositions précitées. Elle devra par la suite pouvoir en justifier la présentation à toute demande de la collectivité.

Si l'association choisit de ne pas contracter d'assurance concernant les dispositions précitées, la Ville de Montpellier décline toute responsabilité en cas de préjudice relevant de ces mêmes dispositions.

ARTICLE 5 : La maintenance technique ainsi que les éclairages se feront en accord avec le responsable de la salle et des agents techniques de la Direction de la Culture et du Patrimoine, service des lieux et d'histoire, affectés au Carré Sainte Anne. En aucun cas les exposants ne devront sortir du Carré Sainte Anne le matériel technique mis à leur disposition sans l'accord du responsable.

ARTICLE 6 : La Ville de Montpellier prendra à sa charge :

- l'envoi protocolaire du carton d'invitation à sa liste habituelle.
- un suivi auprès de la presse (conférence ou visite de presse, diffusion de l'information.)
- le relais de la manifestation sur tous ses supports institutionnels de communication.
- la présence de deux agents d'accueil et de surveillance au minimum durant toute la durée de l'ouverture au public du salon.
- la remise en état de la salle et son nettoyage courant.

ARTICLE 7 : Une clé de la porte d'entrée sera remise au Président de l'association le mercredi 14 novembre 2012 ainsi qu'un numéro de code personnel pour l'alarme. Le Président de l'association sera responsable de la mise en service de l'alarme pour toute ouverture et fermeture en dehors des heures ouvrables. Le responsable du lieu devra en être informé au préalable. En aucun cas la clé ne devra être prêtée à un tiers sans l'accord du responsable du lieu.

ARTICLE 8 : Conformément à la délibération du Conseil municipal du 16 décembre 2011, la redevance d'occupation du domaine public est fixée à 500 € par jour pour l'année 2012, pendant les jours d'ouverture au public du salon ; en contrepartie de cette redevance, la vente d'œuvres d'art est autorisée au sein du Carré Sainte-Anne.

Si des documents annexes concernant l'exposition (catalogues, fascicules, cartes postales) sont vendus au profit de l'association, cette vente sera faite sous son entière responsabilité ; le personnel municipal n'étant pas habilité à vendre les publications d'un tiers.

Par ailleurs, un chèque de caution de 385 € sera déposé par l'association, à l'ordre de Monsieur le Trésorier Principal Municipal. Cette caution pourra être retenue par la Ville de Montpellier en cas de détérioration de la structure de la salle, détérioration ou disparition du matériel mis à disposition.

ARTICLE 9 : L'association devra faire figurer sur tous les documents de communication, de manière bien visible, le logo de la Ville de Montpellier selon la charte graphique en vigueur, ainsi que la dénomination du lieu Carré Sainte-Anne et l'adresse : rue Philippy – 34000 Montpellier. Tous les documents de communication liés à la manifestation faisant l'objet de cette convention devront obligatoirement être visés, avant impression et diffusion, par la Direction de la Communication de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 10 : L'association devra jouir personnellement de la salle d'exposition et ne devra en aucun cas sous traiter l'espace.

ARTICLE 11 : La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de non respect de tout ou partie de l'une de ces clauses. En cas de résiliation au tort de l'association, celle-ci ne pourra prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 12 : Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'application de la présente convention est du ressort des Tribunaux compétents de la Ville de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Le Président de l'association,

Pour Madame le Maire,
L'Adjoint délégué,

Christian LAUNE
(Signature et cachet)

Philippe SAUREL

Ville de

Montpellier



Direction de la Culture et
du Patrimoine
Service Administration

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/1436

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

21 NOV. 2012

BUREAU DU COURRIER

Théâtre Jean Vilar, saison 2012-2013
Contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle
Le Siphon

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué

Considérant :

- Que la Ville a défini le programme de la saison 2012-2013 du Théâtre Jean Vilar
- Que ce programme comporte le spectacle *Le Siphon*, par l'association Le Petit Théâtre de Pain, qui sera présenté les 21 et 22 mars 2013 ;
- Que, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, compte tenu des circonstances, ce marché (2M1774) peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour un montant global de 18 274.00 € HT ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la signature du contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle *Le Siphon* avec l'association Le Petit Théâtre de Pain, pour un montant de 10 800.00 € HT, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au budget primitif ;
- De dire que seront également pris en charge les frais de transport du matériel, les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration des artistes et techniciens, pour un montant de 7474.00 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 20/11/2012
Notifiée le :

CONTRAT DE CESSION DU DROIT D'EXPLOITATION D'UN SPECTACLE
(article 279.b.Bis du Code Général des Impôts)

Entre les soussignés :

L'association **LE PETIT THEATRE DE PAIN**
Située à Salle Culturelle Harri Xuri 64250 Louhossoa
Tel / fax : 05 59 93 01 45 Gsm : 06 30 89 39 82
Email : leptdp@gmail.com
Et représentée par Dominique Fuchs en qualité de Président
Disposant de la licence N° DOS201142596
N° SIRET : 411 034 341 000 49 code NAF : 9001Z
Ci-après dénommé le **PRODUCTEUR** d'une part,

Et
VILLE DE MONTPELLIER
Situé à Direction De La Culture Et Du Patrimoine
Theatre Jean Vilar
1 Place Georges Frêche 34267 Montpellier
Tel : 04 67 40 41 39
Email : luc.braemer-theatre.jvilar@ville-montpellier.fr
Et représenté par Mme Hélène Mandroux en qualité de **MAIRE**
Disposant de la licence N° 1-1048694
N° SIRET 213 401 722 017 87 code NAF 751 A



Ci-après dénommé l'**ORGANISATEUR** d'autre part,

A- LE **PRODUCTEUR** dispose du droit de représentation en France du spectacle intitulé "**Le Siphon**" interprété par la troupe **LE PETIT THEATRE DE PAIN** pour lequel il s'est assuré le concours d'artistes nécessaires pour la représentation suivante :

Titre du spectacle **Le Siphon**
Date de la représentation : **Jeudi 21 et vendredi 22 mars**
Lieu de la représentation (adresse précise) : Théâtre Jean Vilar
Heure(s) de représentation (s) : 20h00
Durée de la représentation : 2 heures 10
Nombre de représentations : 2

B- L'**ORGANISATEUR** s'est assuré de la disposition du lieu dont LE **PRODUCTEUR** déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : OBJET

LE **PRODUCTEUR** s'engage à donner dans les conditions définies ci-après, 2 représentation(s) du spectacle sus-nommé, sur le lieu précité.

Article 2 : OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

Le producteur fournira le spectacle entièrement monté et assumera la responsabilité artistique des représentations.
En sa qualité d'employeur, il assumera les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises du personnel attaché au spectacle et engagé par lui.
Il appartient au **PRODUCTEUR** de solliciter en temps utile auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi et les déclarations d'embauche (DUE) ainsi que les autorisations, les cas échéant, pour l'emploi d'artistes étrangers.
LE **PRODUCTEUR** s'engage à fournir à L'**ORGANISATEUR** une attestation de sa qualité d'employeur ainsi qu'une attestation des organismes sociaux auxquels il cotise.
LE **PRODUCTEUR** assume en outre la responsabilité de la fourniture et du transport des décors, costumes, accessoires et d'une manière générale de tous les éléments nécessaires à la représentation.
LE **PRODUCTEUR** s'engage à communiquer à L'**ORGANISATEUR** toutes les informations techniques nécessaires à la mise en place du spectacle et ce, au maximum 7 jours avant la date du spectacle.

e

Article 3 : OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'accord technique sera effectué en fonction des besoins de l'artiste.

Une loge sera mise à la disposition des artistes .

L'ORGANISATEUR fournira le lieu de la représentation en ordre de marche y compris le personnel nécessaire aux déchargements, rechargements, montage et démontage. Il assurera en outre le service général du lieu : accueil, catering et service de sécurité.

En sa qualité d'employeur, il assumera les rémunérations, versement des charges sociales et fiscales de ce personnel.

Il aura à sa charge les droits d'auteur auprès de la SACD et/ou SACEM et en assurera le paiement.

L'ORGANISATEUR mettra à la disposition du PRODUCTEUR 15 invitations.

Article 4 : PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR en contrepartie de ce qui précède et sur présentation d'une facture faisant apparaître la distinction entre les frais de personnel et ceux de transport ou frais accessoires (déplacements, location de matériel et divers frais techniques), la somme de :

- 10800 Euros HT droit de cession de représentation
- 5724 Euros HT d'indemnités de déplacement (repas et hébergements pour la période) selon le tarif SYNDEAC
- 1750 Euros HT forfait pour le transport du personnel et du matériel selon devis

TOTAL HT : 18274 Euros

TVA à 7% 1279,18 Euros

soit au total la somme de 19553,18 Euros TTC

Article 5 : RÈGLEMENT

Le règlement des sommes dues au PRODUCTEUR par L'ORGANISATEUR comme mentionné à l'article 4, sera effectué le jour de la manifestation et sur présentation d'une facture par virement à l'ordre de :

LE PETIT THÉÂTRE DE PAIN.

RIB CREDITCOOP BAYONNE

42559 00044 41020014673 58

Article 6 : ASSURANCES

LE PRODUCTEUR est tenu d'assurer les objets lui appartenant ou appartenant à son personnel. Il déclare avoir souscrit une assurance responsabilité civile auprès de la MAIF, dont il fournira une attestation sur demande.

L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés aux représentations du spectacle dans son lieu dont il fournira une attestation sur demande.

Article 7 : CAPTATION AUDIOVISUELLE

En dehors des émissions d'informations radiophoniques ou télévisées d'une durée de trois minutes maximum, tout enregistrement ou diffusion, même partielle du spectacle devra faire l'objet d'un accord préalable particulier.

Article 8 : VENTE DE PRODUITS DÉRIVÉS (MERCHANDISING)

En ce qui concerne la vente de produits dérivés (tee-shirts, affiches, objets divers...), celle-ci sera faite par les soins du PRODUCTEUR exclusivement. Les frais liés à cette activité (déplacement, repas) ne seront pas pris en charge par l'ORGANISATEUR.

Article 9 : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

L'accès des loges et des espaces techniques sera exclusivement réservé aux personnes accréditées.

Une fiche technique détaillant les conditions matérielles du spectacle (technique et accueil) est jointe au contrat et fait partie intégrante de celui-ci.

©

Article 10 : RESPONSABILITÉS

Chaque partie garantit l'autre contre tout recours des personnels, fournisseurs et prestataires dont elle a personnellement la charge au titre des obligations respectives définies au présent contrat.

De même, il est de convention expresse que L'ORGANISATEUR ne pourra arguer auprès de PRODUCTEUR, le cas échéant, d'une insuffisance des recettes dont il assume seul les bénéfices et risques pour se soustraire au règlement du prix de vente défini à l'article 4.

Article 11 : LOI ET ANNULATION DU CONTRAT

Le présent contrat est régi par la loi française. Le français est la langue faisant foi quant à l'interprétation du document.

Le contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte dans tous les cas reconnus de force majeure.

Le défaut ou le retrait du droit de représentation à la date d'exécution du présent contrat entraînerait sa résiliation de plein droit pour l'inexécution de la clause essentielle du contrat. Toute annulation du fait de l'une des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

Sauf en cas de force majeure, si le spectacle ne pouvait avoir lieu, L'ORGANISATEUR versera la totalité du montant TTC. Le mauvais temps n'étant pas considéré comme cas de force majeure, il convient à L'ORGANISATEUR de prévoir un endroit abrité.

Article 12 : COMPÉTENCE JURIDIQUE

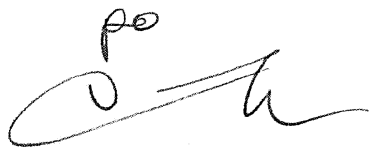
En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal compétent, seulement après avoir épuisé les recours habituels par les voies amiables (conciliation, arbitrage...).

Contrat fait en 2 exemplaires le mercredi 27 juin 2012

Signature précédée de la mention " lu et approuvé " et paraphe à chaque page du contrat et sur la fiche technique.

LE PRODUCTEUR

L'ORGANISATEUR



AVENANT #1 AU CONTRAT

CONDITIONS TECHNIQUES "LE SIPHON" DU PETIT THÉÂTRE DE PAIN

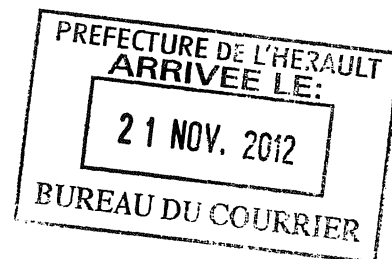
Mise à jour de FÉVRIER 2012

A propos du spectacle

- Spectacle pouvant être joué en extérieur et en intérieur.
- Espace de jeu : voir plan. Hauteur minimum en salle : 6 mètres. Sol plat.
- Si nécessaire couper la circulation aux abords du site prévu, en extérieur.
- Prévoir sanitaires (douches, toilettes) et loges fermant à clef pour 12 personnes.
- Prévoir accès pour 1 camion poids lourd : 11m x 2,55m x 3,8m
- Si nécessaire, prévoir de couper l'éclairage public la nuit, pendant la représentation

Besoins techniques

- Plateau minimum en salle : 13 x 12 m avec possibilité de faire le "noir"
- Espace extérieur : sol plat, 20 x 25 m
- Assise public en extérieur : nous consulter
- Matériel son et lumière complémentaire à fournir : nous consulter
- Personnel complémentaire à fournir : nous consulter
- Armoire électrique : 63A triphasé + neutre + terre
- Boissons (eau, café, jus de fruits) et encas (biscuits, fruits, chocolat..)



Une fiche technique détaillée sera fournie et fera partie intégrante du Contrat de cession.

L'ORGANISATEUR s'engage à respecter la fiche technique, téléchargeable à la rubrique "espace pros" sur le site www.lepetittheatredepain.com. Il transmettra au PRODUCTEUR la fiche technique complète du lieu de représentation.

Distribution

Avec : Mariya Aneva, Cathy Coffignal, Maïka Etchecopar, Hélène Hervé, Fafiole Palassio, Éric Destout, Manex Fuchs, Guillaume Méziat, Tof Sanchez et Lontxo Yriarte.

Mise en scène : Ximun Fuchs Écriture : Aurélien Rousseau Lumière : Josep Duhau Création musicale : Ximun Fuchs Espacesonore : Philippe Barandiaran & Peio Sarhy Scénographie : Josep Duhau & Ximun Fuchs Construction : Ponpon Costumes : Muriel Liévin & Odile Béranger Mise en corps : Laure Terrier, Compagnie Jeanne Simone Chorégraphie : Guillaume Méziat Régie générale : Josep Duhau Administration : Elorri Etcheverry, Aurélie Lambert & Vincenç Claverie Diffusion : Elorri Etcheverry & Ximun Fuchs Presse : Guillaume Méziat Communication : Vincenç Claverie Affiche & masques : Lontxo Yriarte

Crédits photos : Djeyo/Le Clou dans la Planche, Pascal Fellonneau et Guillaume Méziat.

Communication

Mention obligatoire sur les supports de communication : "Spectacle soutenu et co-produit par Harri Xuri, fabrique des arts de rue - SIVOM Artzamendi ; Communauté de Communes Garazi Baigorri - Scène de Pays Baxe Nafarroa ; Le Parnasse, Ville de Mimizan ; Le Fourneau, Centre National des Arts de la Rue, Brest ; L'Atelier 231, Centre National des Arts de la Rue, Sotteville-lès-Rouen ; l'Usine, lieu conventionné dédié aux arts de la rue, Tournefeuille/Grand Toulouse ; La Papeterie, Centre National des Arts de la Rue, Saint-Barthélemy d'Anjou ; La Scène Nationale Bayonne-Sud-Aquitain, Bayonne ; Le Festival Villeneuve en Scène, Villeneuve-lez-Avignon ; L'ADAMI - Administration des Droits des Artistes et Musiciens Interprètes ; Le Créa'Fonds, collectif d'accompagnement et fonds mutuel de soutien à la création ; L'Agence Culturelle Départementale Dordogne-Périgord ; L'OARA - Office Artistique de la Région Aquitaine ; L'IDDAC - Institut Départemental de Développement Artistique et Culturel de la Gironde ; La DRAC Aquitaine ; Le Conseil Régional d'Aquitaine ; Le Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques ; Le Conseil Général des Landes ; La Commune d'Anglet ; La Commune de Louhossoa."

Contacts

Administration : 06 30 89 39 82 - 05 59 93 01 45 - leptdp@gmail.com
Régie : Josep 06 82 49 10 20 - josepduhau@gmail.com

LE PRODUCTEUR

L'ORGANISATEUR

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. Duhau'.

AVENANT #2 AU CONTRAT

ACCUEIL "LE SIPHON" DU PETIT THÉÂTRE DE PAIN

REPAS

L'ORGANISATEUR fournira des repas chauds selon la répartition suivante.

Dans le cas contraire, LE PRODUCTEUR établira une facture du nombre de repas prévus au tarif SYNDEAC en vigueur.

Dates	Nbre déjeuners	Nbre dîners
19/03		15
20/03	15	15
21/03	15	15
22/03	15	15
TOTAL	45	60



HÉBERGEMENT

L'ORGANISATEUR prévoira les hébergements selon la répartition suivante.

Dans le cas contraire, LE PRODUCTEUR établira une facture du nombre de nuitées prévues au tarif SYNDEAC en vigueur. Dans ce cas l'ORGANISATEUR fournira une liste d'hébergements (hôtels, gîtes etc...) de la ville d'accueil.

Dates	Nbre nuitées
19/03	15
20/03	15
21/03	15
22/03	15
TOTAL	60

Contacts

Administration : 06 30 89 39 82 - 05 59 93 01 45 - letpdp@gmail.com

Régie : Josep 06 82 49 10 20 - josepduhau@gmail.com

LE PRODUCTEUR

L'ORGANISATEUR

A handwritten signature in black ink, appearing to be "Josep", written over a horizontal line.



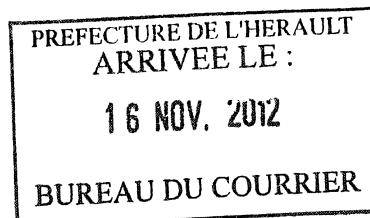
Ville de
Montpellier



Direction Urbanisme
Opérationnel
Service Foncier
Opérationnel

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/437



MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption urbain
Propriété SA CODISUD
14, rue François Coppee
Exercice du droit de préemption

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 10 octobre 2012 (n° 2012-2886/T/R);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

Considérant :

- que le 17 septembre 2012, la société CODISUD a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un immeuble élevé d'un étage sur rez-de-chaussée composé de deux locaux à usage commercial avec annexe et garage et d'un appartement à l'étage, situé 14 Rue François Coppee et cadastré section IY n° 154, au prix de 280.000 €;
- que la politique locale de l'habitat mise en œuvre par la Ville de Montpellier vise à réactiver et diversifier le marché du logement et permettre le renouvellement urbain, conformément aux objectifs du Plan Local d'Urbanisme et à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme relatif aux opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat et de permettre la restructuration urbaine;
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur", avec pour objectifs principaux sur

le volet habitat de réactiver et diversifier le marché du logement, par la production de logements sociaux publics et de logements à loyer maîtrisé, par la réhabilitation du parc de logements inconfortables ou obsolètes;

- que pour la mise en œuvre de l'opération "Montpellier Grand Cœur" susvisée, la Ville de Montpellier a conclu avec la SERM une concession d'aménagement, selon le régime défini par l'article L 300-4 du code de l'urbanisme, approuvée par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003;

- que le bien immobilier objet des présentes est situé dans le périmètre du projet de rénovation urbaine (PRU) de la Cité Gély, classée en zone urbaine sensible (ZUS);

- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, en vue de démolir ce bâtiment inhabitable en l'état afin de reconstruire un immeuble à usage d'habitation comportant en rez-de-chaussée des locaux commerciaux ou d'activités.

- que le prix proposé paraît excessif.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la société CODISUD, située 14 Rue Francois Coppee, et cadastrée section IY n° 154, au prix de 180.000 €;

- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme.

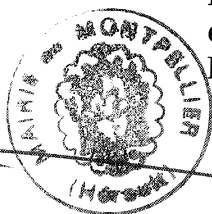
- que la SERM intervienne à l'acte d'acquisition en tant que tiers payeurs et que le bien lui sera ensuite rétrocédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

Montpellier, le 16 NOV. 2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19/11/2012

Notifiée le :



Régies
Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Modification d'une régie d'avances
**Extension des dépenses autorisées et des moyens de
paiement**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision 219 du 13 mai 2008, relative à la création d'une régie d'avance,
- Vu la Décision du 17 août 2010, relative à la modification du montant de l'avance,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 23 novembre 2012,
- Vu l'arrêté n°2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

Que pour assurer le bon fonctionnement de la régie, et le paiement des menues dépenses ponctuelles, il est nécessaire d'étendre les dépenses de la régie de la Direction des Finances et du Contrôle de Gestion, au paiement des cartes grises et à la réalisation de contrôles techniques. Il est également nécessaire d'étendre les moyens de paiement autorisés.

Décide en conséquence :

Article 1 : Il est maintenu une régie d'avance auprès de la Direction des Finances et du Contrôle de Gestion pour permettre le paiement des dépenses énumérées ci-dessous :

- acquisition de fournitures administratives
- acquisition de petit matériel de bureau
- vignettes, contraventions et timbres fiscaux
- exécution de menues réparations
- frais relatifs à la délivrance de cartes grises
- frais relatifs aux contrôles techniques
- achat d'ouvrages
- frais de déplacement

Article 2 : Cette régie est installée 1 Place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2

Article 3 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 500 €.

Article 4 : Les dépenses désignées à l'article 1 sont payées selon le mode de règlement suivant :

- Chèques
- Carte bancaire

Article 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert auprès du Trésor Public.

Article 6 : Le régisseur est tenu de verser la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 7 : Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 8 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 9 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29/11/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 30/11/2012

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Prestations d'animation liées à l'Open Data
et à la Cité des Ecrans
Marché 2M1636**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2886, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que dans le cadre du programme Montpellier Territoire Numérique, il est nécessaire de prévoir des prestations d'animation pour l'Open Data et la Cité des Ecrans ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées conformément aux articles 28 et 77-I du Code des Marchés Publics, en date du 19 octobre 2012, l'auto-entrepreneur Laura FUSTER a présenté une offre économiquement avantageuse ;

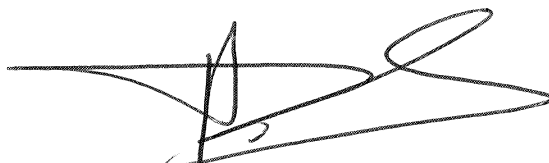
Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité pour une durée d'un an renouvelable une fois par tacite reconduction, à compter de la date de notification du marché, à l'auto-entrepreneur Laura FUSTER sise 70 Rambla des Calissons – Résidence Alegria Bât. 33 – 34070 MONTPELLIER pour un montant total maximum de 85 000 € HT.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, Natures 2183 – 2051 – 6156 – 6188

Montpellier, le 04/12/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 05/12/2012
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Réalisation de contenus Multimédia pour la
Cité des Ecrans
Marché 2M1443**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2886, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que dans le cadre du programme Montpellier Territoire Numérique, il convient de prévoir la réalisation de contenus multimédia pour la Cité des Ecrans ainsi que leur maintenance corrective et évolutive, leur administration et déploiement ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées conformément aux articles 28 et 77-I du Code des Marchés Publics, en date du 26 septembre 2012, la société BYPE a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité pour une durée d'un an renouvelable une fois par tacite reconduction, à compter de la date de notification du marché, à la société BYPE sise 3 Allée Bastide des Cyprès – 13100 AIX EN PROVENCE pour un montant total maximum de 60 000 € HT.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, Natures 2183 – 2051 – 6156 – 6188

Montpellier, le *05/12/2012*

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : *06/12/2012*
Notifiée le :

